

Commission de la santé et des services sociaux

L'ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ
ET DES SERVICES SOCIAUX

RÉPONSES AUX QUESTIONS PARTICULIÈRES

– TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION –

VOLUME 2

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

– TROISIÈME GROUPE D’OPPOSITION –

VOLUME 2

TABLE DES MATIÈRES DE L’ENSEMBLE DES QUESTIONS

	<u>Page</u>
201. Concernant les services préhospitaliers d’urgence :	23
a. liste des entreprises, corporations ou coopératives ayant le mandat d’assurer les transports préhospitaliers d’urgence, par région;	
b. moyenne des délais de réponse, selon la priorité d’appel, par région et au total, pour les trois dernières années;	
c. budget accordé, par région et <i>per capita</i> , et total pour les trois dernières années. Indiquer également le budget consenti par titre d’emploi;	
d. nombre de techniciens ambulanciers et d’unités d’ambulance, par région et au total, pour les trois dernières années;	
e. nombre de transports ambulanciers, par région et au total, en indiquant le type de transport (urgence ou interétablissement) et le type de soins (de base ou médicaux avancés), pour les trois dernières années;	
a. couverture horaire assurée, selon la zone ambulancière, pour les trois dernières années;	
b. budgets consentis à la formation des techniciens ambulanciers, par région et au total, pour les trois dernières années;	
c. nombre d’ambulances et de quarts de travail ajoutés en 2021-2022, par zone ambulancière;	
d. nombre d’heures de faction convertis en heures à l’heure en 2021-2022, par zone ambulancière;	
e. liste des municipalités où les horaires de faction n’ont pas été convertis en heures à l’heure pour 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023;	
f. nombre de demandes d’ajout d’ambulances, d’ajout de quarts de travail et de conversions d’heures de faction en heures à l’heure formulées par les établissements de santé auprès du MSSS en 2021-2022;	
g. pour chaque zone ambulancière, liste des MRC et des municipalités locales desservies et carte du territoire couvert;	
h. nombre d’appels reçus, nombre d’affectations transmises aux ressources préhospitalières, nombre de transports effectués par les ressources préhospitalières, nombre d’affectations qui ont été réaffectées avant le transport, nombre de transports annulés ainsi que taux d’utilisation clinique (TUC), par zone ambulancière, en 2021-2022.	

202.	Moyenne des délais de réponse de la Corporation Urgences-Santé pour les trois dernières années. Ventilation des budgets alloués en précisant, notamment :	26
	a. le nombre de postes et les détails (infirmières, chauffeurs, répartiteurs, etc.); a. le nombre de déplacements d'un établissement à un autre, de transports, de détournements, etc.; b. le maintien d'appels reçus (répartition entre urgents et non urgents); c. le nombre d'unités d'ambulance; d. la moyenne des délais de réponse, selon la priorité d'appel, par région et au total, pour les trois dernières années; e. Nombre de véhicules redirigés en raison du débordement d'une urgence.	
203.	Nombre d'ambulanciers ayant remis leur démission en 2021-2022, par région et par municipalité.	27
204.	État de situation pour chacune des recommandations du rapport du coroner Langlois à la suite du décès de M. St-Onge à Lévis en 2016, ainsi que l'échéancier du gouvernement pour y donner suite.	28
205.	Nombre d'heures et d'ambulances ajoutées en 2020-2021 et en 2021-2022, ventilé par région et par municipalité.	30
206.	Pour chacun des avions-ambulances et avions-hôpitaux :	31
	a. le nombre de transports de patients, par lieu d'embarquement des patients; b. les coûts d'utilisation, ventilés; c. le nombre de transports de patients mineurs accompagnés d'un proche; d. le nombre de transports de patients mineurs sans accompagnateur.	
207.	Nombre de vols « évacuation médicale par avion-ambulance » fait au cours des 3 dernières années de Val-d'Or, de Rouyn et des Îles-de-la-Madeleine vers Québec qui concernaient une femme enceinte. De ce nombre, combien n'étaient pas dus à une urgence médicale en soi, mais occasionnés par un manque de personnel. Même demande pour les vols vers Montréal.	32
208.	Pour les maisons de naissance au Québec, fournir, pour les trois dernières années financières :	33
	a. le nom, la date d'ouverture et l'emplacement de toutes les maisons de naissance au Québec; b. le financement gouvernemental accordé à ces maisons; c. les prévisions pour 2022-2023; d. le nombre de naissances dans les maisons de naissance; e. le coût moyen par accouchement pour toutes les maisons de naissance.	
209.	Pour les sages-femmes au Québec, fournir, pour les trois dernières années, le nombre de sages-femmes par catégorie d'emploi (poste permanent, à temps partiel ou occasionnel), le nombre de graduations en 2021-2022 par institution d'enseignement supérieur, et le nombre d'inscriptions au programme de formation en 2021-2022, par institution d'enseignement supérieur.	34
210.	Rapport quinquennal de la situation dans les salles d'urgence (incluant le nombre de visites à l'urgence, le délai moyen de séjour et le pourcentage de patients par clientèle, par région et par établissement).	35
211.	Délai moyen entre le moment où un patient entre à l'urgence et celui où il voit un médecin, par région et par établissement.	36
212.	Liste des urgences jugées les plus problématiques. Liste des mesures prises dans ces urgences.	37

213.	Le temps d'attente moyen par séjour avant de voir un médecin à l'urgence, ventilé par urgence et par région.	39
214.	Le temps d'attente moyen par séjour avant de voir un médecin à l'urgence.	40
215.	Cibles et objectifs du MSSS concernant l'amélioration de la situation dans les urgences ainsi que les résultats obtenus, par salle d'urgence, concernant ces cibles et objectifs.	41
216.	Patients ayant quitté les urgences sans avoir vu un médecin par région et par établissement au cours des trois dernières années.	42
217.	État de situation concernant les unités de débordement existantes dans le réseau de la santé et des services sociaux :	43
	a. liste des unités; b. statistiques de fréquentation et de délai moyen de séjour, par unité et par établissement.	
218.	État de situation concernant les unités d'hospitalisation brève (UHB) existantes dans le réseau de la santé et des services sociaux :	44
	a. liste des unités; b. nombre de patients admis; c. durée moyenne de séjour (DMS); d. nombre et pourcentage de patients ayant dépassé les 48 heures de présence; e. nombre et pourcentage de patients avec retour à domicile; f. nombre et pourcentage de patients transférés dans un lit d'hospitalisation; g. temps de réponse aux consultations; h. temps de réponse aux examens diagnostiques; i. taux de réadmission après congé.	
219.	Ventilation du budget dévolu au projet Dossier santé Québec (DSQ).	45
220.	Ventilation des coûts hors portée du projet.	46
221.	Ventilation des dépenses totales réalisées au 31 mars 2022, et ventilation par projet et par organisme ou ministère :	47
	a. CISSS et CIUSSS; b. Établissements non fusionnés; c. Corporation d'hébergement du Québec; d. RAMQ; e. MSSS.	
222.	État d'avancement de chacun des projets et leur échéancier.	48
223.	Montants reçus d'Inforoute Santé du Canada, par année, depuis la signature de l'entente.	49
224.	Montants déboursés, par projet, pour le DSQ au 31 mars des trois dernières années, incluant le 31 mars 2022.	50
225.	Échéancier de déploiement du DSQ, par projet et par région.	51
226.	Liste des contrats signés, le montant de chacun des contrats, le nom de la firme ou de la personne, le nombre de soumissionnaires et le montant proposé dans la soumission par contrat.	52
227.	Effectifs du bureau DSQ ainsi que sa provenance (ministères, organismes, entreprises privées).	53

228.	Évaluation des dépassements de coûts totaux au 31 mars 2022 pour le déploiement complet du DSQ.	54
229.	Nombre d'utilisateurs du DSQ au 31 mars 2022.	55
230.	État de situation sur le développement du DCI dans les établissements. Liste des contrats signés, le montant de chacun des contrats, le nom de la firme ou de la personne retenue, le nombre de soumissionnaires et le montant proposé dans la soumission, par contrat. Ventilation par année.	56
231.	Détail du montant prévu pour l'informatisation (DSQ/DCI/DME) pour chaque année, à compter de 2021-2022.	57
232.	État de situation sur la mise en place de la Direction générale de cancérologie (DGC), incluant l'effectif et le budget d'opération.	58
233.	État de situation sur la mise en place des équipes interdisciplinaires fonctionnelles dans chaque établissement impliqué dans la lutte contre le cancer.	59
234.	État de situation concernant la mise en place d'un registre québécois du cancer, incluant notamment les sommes investies pour la mise en place du registre et l'échéancier. Date prévue de la mise en place.	60
235.	État de situation sur la mise en place du programme de dépistage du cancer colorectal ainsi que les prévisions pour 2022-2023.	62
236.	État de situation sur la mise en place d'un programme d'assurance qualité dans les laboratoires québécois.	63
237.	État de situation quant à l'implantation de la stratégie de dépistage contre le cancer colorectal.	64
238.	Nombre et pourcentage d'établissements qui maintiennent et bonifient l'accessibilité aux personnes recevant des soins palliatifs à domicile aux services de base, 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, ainsi que le panier de services suivant : a. un service téléphonique (avec mise à profit d'Info-Santé); b. les services médicaux; c. les services infirmiers; d. la couverture pharmaceutique avec trousse d'urgence; e. les services de répit et de dépannage; f. le matériel et les fournitures pour l'aide à domicile.	65
239.	Coût total de la campagne de vaccination : a. publicité; b. location de salles; c. personnel infirmier; d. temps supplémentaire; e. cliniques de grippe; f. etc.	66
240.	Nombre de cliniques de grippe, par région et par établissement, et date de mise en place.	67
241.	Nombre de personnes et pourcentage de personnes s'étant fait vacciner contre la grippe.	68
242.	Nombre de médecins qui ont facturé pour une vaccination.	69
243.	Montant versé en honoraires aux médecins pour la vaccination.	70
244.	Nombre d'infirmières qui ont facturé pour une vaccination en 2021-2022.	71
245.	Nombre de pharmaciens qui ont facturé pour une vaccination en 2021-2022.	72

246.	Nombre de pharmacies qui ont réservé des vaccins pour la grippe en 2021-2022.	73
247.	Liste des campagnes de sensibilisation et d'information concernant la vaccination en vue de la saison de la grippe, ainsi que la ventilation complète des montants octroyés pour ces campagnes en 2021-2022. Prévisions pour 2022-2023.	74
248.	Coût total de la campagne de vaccination en matière de :	75
	a. publicité; b. location de salles; c. personnel; d. temps supplémentaire; e. équipements; f. etc.	
249.	Nombre de centres de vaccination contre la COVID-19, par région et par établissement, et date de mise en place.	77
250.	Nombre de personnes s'étant fait vacciner contre la COVID-19, par tranche d'âge et par priorité de vaccination.	79
251.	Nombre de médecins qui ont facturé pour une vaccination contre la COVID-19 en 2021-2022.	81
252.	Nombre d'infirmières qui ont facturé pour une vaccination contre la COVID-19 en 2021-2022.	82
253.	Nombre de pharmaciens qui ont facturé pour une vaccination contre la COVID-19 en 2021-2022.	83
254.	Liste des professionnels de la santé qui ont participé à la campagne de vaccination contre la COVID-19 en 2021-2022.	84
255.	Liste des campagnes de sensibilisation et d'information concernant la vaccination contre la COVID-19, ainsi que la ventilation complète des montants octroyés pour ces campagnes en 2021-2022.	86
256.	Pourcentage du personnel de la santé ayant reçu leurs 1 ^{re} , 2 ^e et 3 ^e doses.	87
257.	Liste des mesures entreprises pour faciliter et sensibiliser la population à la vaccination contre la COVID-19.	88
258.	Plan d'immobilisation du ministère de la Santé et des Services sociaux, incluant les nouvelles initiatives et les enveloppes récurrentes pour 2021-2022 :	90
	a. immobilisation (maintien d'actifs, rénovations mineures dans le réseau, rénovations mineures dans les CHSLD, projets réguliers, projets spécifiques); b. mobilier et équipements; c. ressources informationnelles; d. recouvrement de dépenses capitalisables; e. projets de la FCI; f. etc.	
259.	Détail des investissements effectués depuis dix ans dans le cadre du Plan québécois d'investissements (PQI) :	91
	a. par année; b. par rubrique (maintien d'actifs immobiliers, résorption du déficit d'entretien, amélioration ou remplacement, parachèvement); c. par programme (ministère); d. par projet.	
260.	Détail, par région, de la vétusté accumulée au 31 mars 2022 ainsi que la méthode de calcul qui sert à l'évaluer.	92

261.	État de situation relativement aux chantiers en cours et annoncés sur le plan des établissements de santé, incluant les échéanciers, coûts prévus, dépassements de coûts, etc.	93
262.	Liste des projets d'immobilisation à l'étude ou en cours, par établissement et par région.	94
263.	Liste des mesures et des sommes accordées pour améliorer la qualité de l'alimentation des aînés hébergés en CHSLD, chaque année depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2022-2023.	95
264.	Coût des repas en CHSLD en 2021-2022.	96
265.	Libellé de la norme édictant la fréquence des bains complets pour les résidents en CHSLD.	97
266.	Nombres de CHSLD climatisés, par région, en 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023.	98
267.	Sommes octroyées pour le soutien à domicile lié à la perte d'autonomie par année pour les cinq dernières années, ventilées par région, par établissement et par clientèle.	99
268.	Budget de dépenses pour l'ensemble du gouvernement du Québec ainsi que par région, par personne, pour le soutien à domicile, par année depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2022-2023.	100
269.	Répartition des personnes âgées de 65 ans et plus, selon leur région de résidence.	101
270.	Nombre d'aînés recevant des services selon le milieu de vie, en 2021-2022, ainsi que les prévisions pour 2022-2023.	102
271.	Prévisions de la population âgée de 65 ans et plus atteinte de démence, par région sociosanitaire.	103
272.	Nombre de personnes de moins de 65 ans et de 65 ans et plus ayant recours au soutien à domicile, par région.	104
273.	Nombre de personnes en attente d'un service de soutien à domicile, par région.	105
274.	Développement des services de soutien à domicile pour 2021-2022 et développement prévu pour 2022-2023, pour chaque région.	106
275.	Budgets accordés pour le soutien à domicile lié à la perte d'autonomie, excluant les crédits d'impôt, et montants réellement dépensés, chaque année depuis 2009-2010, ainsi que les prévisions pour 2022-2023:	107
	a. Par clientèle; b. Par région; c. Par CSSS; d. Au total; e. Listes d'attente par établissement.	
276.	Sommes investies dans le PEFSAD, les heures et services rendus ainsi que les montants alloués par entreprise, par région, en précisant le profil de la clientèle.	108
277.	État de situation quant aux investissements annuels supplémentaires dans le PEFSAD, prévus dans la politique <i>Vieillir et vivre ensemble</i> .	109
278.	Budgets accordés pour chaque année depuis 2009-2010, ainsi que les prévisions pour 2022-2023, pour les services à domicile, excluant les crédits d'impôt.	110
279.	Sommes octroyées pour le soutien aux proches aidants en 2021-2022 et prévisions pour 2022-2023. Si l'information n'est pas disponible, préciser pourquoi.	111

280.	Nombre de proches aidants ayant reçu un soutien en 2021-2022 et prévisions pour 2022-2023. Si l'information n'est pas disponible, préciser pourquoi.	112
281.	Nombre de proches aidants en attente de soutien au 31 mars 2022.	113
282.	Nombre de personnes de moins de 65 ans et de 65 ans et plus recevant des services dans une ressource intermédiaire, par région, pour chaque année depuis 2009-2010, ainsi que les prévisions pour 2022-2023.	114
283.	Nombre de lits en ressource de type familial, par région, par établissement et par RLS, pour les cinq dernières années.	115
284.	Nombre de lits de courte durée occupés par des personnes en attente d'un lit de longue durée, par région et par établissement, pour les cinq dernières années.	116
285.	Nombre de lits disponibles en ressource intermédiaire pour les cinq dernières années, ainsi que les prévisions pour 2022-2023 : a. Par région; b. Par territoire de CISSS-CIUSSS; c. Au total.	117
286.	Besoins en nombre de lits (courte durée, longue durée, en RI-RTF) pour chacune des régions, ainsi que le nombre de lits disponibles.	118
287.	Nombre de lits en soins palliatifs par région sociosanitaire, par établissement et ratio (1 lit pour 10 000 habitants) par région sociosanitaire.	119
288.	Développement de lits en soins palliatifs en 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023.	120
289.	Sommes dédiées à la formation du personnel en soins palliatifs pour 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023.	121
290.	Budgets alloués pour le développement de services en ressources intermédiaires pour 2021-2022 et 2022-2023 : a. Par région; b. Par CISSS-CIUSSS; c. Au total.	122
291.	Nombre de ressources intermédiaires et de ressources de type familial qui ont bénéficié, en 2021-2022, de la mesure de maintien temporaire de la rétribution. Nombre de RI et de RTF ayant vu la mesure de maintien coupée en 2021-2022.	123
292.	Nombre de ressources intermédiaires et de ressources de type familial ayant fermé leurs portes depuis le 1 ^{er} avril 2014.	124
293.	Nombre de RI ayant été assujetties à l'Annexe III et à la modalité de maintien temporaire de la rétribution, suivant l'introduction de la <i>Loi sur la représentation des ressources</i> (LRR), du Règlement sur la classification des services offerts par une ressource et l'application des ententes collectives. a. De ce nombre initial, combien reste-t-il de RI toujours en opération ayant été assujetties à l'Annexe III et à la modalité de maintien temporaire de la rétribution? b. Quel est le nombre précis de fermetures en RI imputables à l'Annexe III et à la modalité de maintien temporaire de la rétribution? c. En raison de ces fermetures, combien d'usagers ont été délocalisés de leur milieu de vie? d. Quels sont les budgets globaux alloués annuellement et le nombre précis de places occupées en hébergement RTF-RI visées par la LRR? e. Quel est le coût moyen pour l'hébergement d'une personne en RI-RTF en 2021-2022?	125

294.	Évolution des montants de l'allocation de dépenses personnelles pour les personnes hébergées en RI-RTF au cours des cinq dernières années et la justification des variations. Prévisions pour 2022-2023.	126
295.	Nombre de personnes de moins de 65 ans et de 65 ans et plus recevant des services dans un CHSLD, par région, en 2021-2022, ainsi que les prévisions pour 2022-2023 :	127
	a. Par région; b. Par territoire de CISSS-CIUSSS; c. Au total.	
296.	Nombre de personnes hébergées en CHSLD public, privés conventionnés et non conventionnés, par région, par année, au cours des cinq dernières années.	128
297.	Nombre de personnes en attente d'une place en CHSLD au 31 mars 2022.	129
298.	Statistiques concernant le nombre de travailleurs en soins par rapport au nombre de personnes par CHSLD, par région, en 2021-2022.	130
299.	Pour 2021-2022, indiquer, par région, les projets relatifs à :	131
	a. l'ouverture de nouveaux CHSLD; b. la fermeture de CHSLD; c. la transformation de CHSLD.	
300.	Au 31 mars 2021, par région, par territoire de CISSS-CIUSSS, fournir :	132
	a. le nombre de CHSLD; b. le nombre de lits; c. le nombre de personnes en attente d'une place en CHSLD au 31 mars 2022; d. le délai moyen pour obtenir une place en CHSLD; e. le nombre de places occupées; f. le nombre de places vacantes g. le portrait de la clientèle hébergée en CHSLD.	
301.	Le nombre de places en CHSLD fermées en 2021-2022.	133
302.	Liste de tous les projets immobiliers prévus dans les CHSLD pour 2021-2022 et en 2022-2023, par région.	134
303.	Au 31 mars 2022, par région et au total :	136
	a. nombre de nouveaux CHSLD; b. nombre de nouvelles places; c. prévisions pour 2022-2023 : i. ouverture de nouveaux CHSLD; ii. fermeture et/ou transformation de CHSLD. d. étapes de réalisation pour chacun des projets.	
304.	Liste des visites d'appréciation et des rapports de visite des installations de CHSLD et de ressources intermédiaires pour aînés en 2021-2022, et planification des visites prévues pour 2022-2023.	137
305.	Au cours des cinq dernières années : nombre d'installations visitées (CHSLD), nombre d'installations ayant déposé un plan de correctifs, nombre d'installations ayant complété à 100 % les correctifs identifiés lors des visites, nombre d'installations ayant reçu une note inférieure et supérieure à 70 %.	138
306.	Sommes allouées au maintien d'actifs dans les CHSLD, par région, en 2021-2022, et prévisions pour 2022-2023.	139
307.	État d'avancement des travaux (état de situation) pour chacun des projets de construction de CHSLD en mode PPP.	140

308.	Tout rapport ou document et toute étude présentant le bilan de la saison d'influenza pour l'année 2021-2022 ainsi que pour les cinq années précédentes.	141
309.	Nombre de résidences privées pour aînés, par région et au total, et nombre de lits dans chacune.	143
310.	Nombre de résidences privées pour aînés ayant obtenu leur certification par rapport au nombre total de résidences inscrites au registre des résidences pour personnes âgées, et ce, par région.	144
311.	Nombre de résidences ayant perdu leur certification en 2021-2022, demandé leur retrait ou n'ayant pas fait de demande de renouvellement.	145
312.	État de situation à propos des résidences privées pour aînés qui n'ont pas encore reçu leur certification.	146
313.	Plan de services intégrés pour les personnes âgées : état de situation par catégorie d'action, travaux effectués, mesures mises en place et dépenses engagées en 2021-2022, ainsi que les prévisions pour 2022-2023.	147
314.	Nombre et proportion des RPA munies de gicleurs (en totalité et en partie).	148
315.	Nombre et proportion des CHSLD munis de gicleurs (en totalité et en partie).	149
316.	Nombre et proportion des RI munies de gicleurs (en totalité et en partie).	150
317.	Sommes octroyées aux résidences, aux CHSLD et aux RI-RTF pour l'installation de gicleurs en 2021-2022, et prévisions pour 2022-2023.	151
318.	Détail du programme d'aide financière pour les gicleurs dans les résidences privées pour aînés. Bilan.	152
319.	Coût moyen estimé par jour : a. d'un lit en CHSLD; b. d'un lit de courte durée; c. d'un lit en ressource intermédiaire; d. d'un lit en ressource de type familial; e. d'un lit en centre de réadaptation; f. d'un bloc opératoire, par heure.	153
320.	Nombre d'hospitalisations de courte durée chez les personnes âgées en 2019-2020, en 2020-2021 et en 2021-2022 sur la base de diagnostics principaux et secondaires.	154
321.	Nombre de lits de courte durée occupés par des personnes de 65 ans et plus en attente d'un lit de longue durée : a. Par région; b. Par établissement; c. Au total.	155
322.	Répartition des sommes allouées au programme « Perte d'autonomie liée au vieillissement » depuis 2018.	156
323.	Organismes communautaires soutenus dans les catégories du Programme-service « Perte d'autonomie liée au vieillissement » (PALV) au cours des cinq dernières années.	157

324.	Pour le Programme d'allocation directe – chèque emploi-service :	158
	a. ventilation détaillée du budget pour les trois dernières années, par région et par établissement; b. nombre de demandes reçues au cours des trois dernières années et le total au 31 mars 2022; c. nombre de bénéficiaires du programme au cours des trois dernières années et le total au 31 mars 2022; d. montant octroyé en moyenne pour chaque heure de service, par région; e. nombre d'heures de services payées, par région.	
325.	Tout document, échange ou toute étude datant des trois dernières années et concernant la mise en place du projet d'Assistance personnelle pour les personnes handicapées de 65 ans et moins.	159
326.	Montants facturés aux usagers des centres de jour pour le transport et les repas, en 2021-2022, ventilés par région.	160
327.	Bilan de la tournée en 2019 de la députée de Prévost concernant les CHSLD et les soins aux aînés, et les suivis qui ont été faits.	161
328.	Tout rapport de la vérificatrice générale concernant la COVID-19.	162
329.	Tout rapport concernant la nationalisation des CHSLD privés en CHSLD publics.	163
330.	Tout rapport concernant la transformation des CHSLD privés non conventionnés en CHSLD privés conventionnés ou en CHSLD publics.	164
331.	Tout rapport concernant le CHSLD Herron réalisé depuis les 5 dernières années.	165
332.	Tout rapport concernant la Résidence Liverpool réalisé depuis les 5 dernières années.	166
333.	Nombre et pourcentage d'aînés vaccinés contre la COVID-19 à domicile, par région et par groupe d'âge.	169
334.	Nombre d'inspections réalisées dans les RPA, les CHSLD et les autres résidences pour aînés ou offrant des soins, ventilé par milieu.	170
335.	Ventilation de l'utilisation de l'investissement de 133 M\$ annoncé le 30 mars 2020 pour mieux organiser les CHSLD lors de la pandémie :	171
	a. Mesures mises en place; b. Équipement de protection individuelle acheté; c. Répartition des sommes versées, par établissement; d. Nombre de préposés aux bénéficiaires, d'infirmières auxiliaires et d'infirmières supplémentaires embauchés par chacun de ces établissements avec ces sommes.	
336.	Raison de la non-attribution de la prime de 8 % aux employés de l'organisme AQDR Chicoutimi pour les heures de répit pour les proches aidants d'aînés (celles offertes par le CHSLD, et non par l'Appui).	172
337.	Situation financière des établissements du réseau de la santé et des services sociaux, par établissement et par région (cibles visées, déficit annuel, déficit accumulé, intérêts payés par les établissements, etc.), pour les trois dernières années, ainsi que les prévisions pour 2022-2023. Indiquer le total par région et le total national.	173
338.	Déficit autorisé dans les établissements du réseau de la santé et des services sociaux en 2021-2022, les prévisions pour 2022-2023 et le déficit cumulé.	174
339.	Montant de la dette à assumer par le ministère de la Santé et des Services sociaux pour chaque établissement au 31 mars 2022. Fournir les prévisions de la situation au 31 mars 2023.	175

340.	Service de la dette :	176
	a. Détail de la croissance du service de la dette pour les cinq dernières années; b. Par année; c. Par programme (ministère) ainsi que celui du gouvernement.	
341.	Montant dévolu, par région, au programme de santé mentale au cours des trois dernières années, ainsi que les prévisions pour 2022-2023:	177
	a. Clientèle adulte : 1. 1^{re} ligne; 2. 2^e ligne; 3. autres. b. Clientèle jeune : 1. 1^{re} ligne; 2. 2^e ligne; 3. autres.	
342.	Montant dévolu par les établissements au programme de santé mentale au cours des trois dernières années, ainsi que les prévisions pour 2022-2023:	178
	a. Clientèle adulte (par région et au total) : 1. 1^{re} ligne; 2. 2^e ligne; 3. autres. b. Clientèle jeune (par région et au total) : 4. 1^{re} ligne; 5. 2^e ligne; 6. autres.	
343.	Nombre de personnes en attente pour des services en santé mentale, par tranche d'âge et par région (1 ^{re} et 2 ^e ligne).	179
344.	État de situation <i>per capita</i> régional pondéré, basé sur l'estimation des coûts de production de services en santé mentale en 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023.	180
345.	Suivi des mesures prises à la suite du Forum Adultes et santé mentale d'octobre 2019.	181
346.	Suivi des mesures prises à la suite du Forum Jeunes et santé mentale de mai 2019.	182
347.	Liste des mesures prises pour améliorer l'accès aux services en santé mentale, par région et par établissement, en 2021-2022. Prévisions pour 2022-2023.	183
348.	Nombre de psychologues dans le réseau de la santé, par région et par établissement, en 2021-2022.	187
349.	Nombre de conseillers en orientation dans le réseau de la santé, par région et par établissement, en 2021-2022.	188
350.	Nombre de sexologues dans le réseau de la santé, par région et par établissement, en 2021-2022.	189
351.	Nombre de travailleurs sociaux dans le réseau de la santé, par région et par établissement, en 2021-2022.	190
352.	Subventions accordées aux organismes communautaires en santé mentale dans chacune des régions, pour chaque année depuis 2016, ainsi que les prévisions pour 2022-2023.	191

353.	Ressources d'accueil (nombre de ressources, nombre de places, nombre d'utilisateurs, nombre de personnes en attente), selon les types de clientèle suivants, depuis 2016, ainsi que les prévisions pour 2022-2023 :	192
	a. Les jeunes; b. Les adultes; c. Les personnes âgées; d. Les personnes ayant une déficience physique; e. Les personnes ayant une déficience intellectuelle; f. Les personnes alcooliques et toxicomanes, ainsi que les joueurs pathologiques.	
354.	Plus récente version des délais d'accès par programme, incluant possiblement, mais pas exclusivement, les programmes suivants :	193
	a. SIPPE; b. services généraux psychosociaux; c. perte d'autonomie et vieillissement; d. déficience physique, déficience intellectuelle ou trouble du spectre de l'autisme; e. jeunes en difficulté; f. santé mentale; g. santé mentale ambulatoire + 18 ans; h. santé mentale ambulatoire - 18 ans; i. orthophonie; j. autres programmes.	
355.	Fournir la liste des organismes communautaires subventionnés par le MSSS par le biais du PSOC (organismes à rayonnement national et organismes à rayonnement régional) et les montants des subventions octroyées par organisme, par région et au total en 2021-2022. Ventilation par montant reçu comme financement à la mission globale ou pour des projets ponctuels, et par catégorie dans laquelle chaque organisme est classé.	194
356.	Nombre d'organismes reconnus au PSOC en attente d'un premier financement, par région et au total, ainsi que les montants demandés, par région et au total, en 2021-2022.	195
357.	Ventilation par région et par mesure des sommes dépensées en 2021-2022 en lien avec la Politique gouvernementale de prévention en santé.	196
358.	Fournir les barèmes financiers et les seuils planchers utilisés par chaque CISSS-CIUSSS et par la Direction des services sociaux généraux et des activités communautaires (DSSGAC), selon chaque typologie, l'année de leur élaboration et le plan établi pour les atteindre.	197
359.	Fournir la liste des organismes communautaires ayant obtenu un rehaussement du PSOC – volet mission globale (organismes à rayonnement national et organismes à rayonnement régional) depuis 2018, et les montants des subventions octroyées par organisme, par région et au total, en détaillant les montants depuis 2018 et en précisant la typologie et la catégorie dans lesquelles chaque organisme est classé.	198
360.	Fournir la liste des organismes communautaires n'ayant pas obtenu un rehaussement du PSOC – volet mission globale (organismes à rayonnement national et organismes à rayonnement régional) depuis 2018, par région et au total, et les raisons de la situation, en précisant la typologie et la catégorie dans lesquelles chaque organisme est classé.	199
361.	Fournir les barèmes financiers utilisés par chaque CISSS-CIUSSS et par la DSSGAC quant à la distribution de chaque enveloppe de rehaussement depuis 2018, ainsi que les sources pour établir les montants.	200

362.	Pour chaque fonds d'urgence COVID-19, fournir la liste des organismes en ayant bénéficié durant l'année 2021-2022 et les sommes octroyées par organisme, par région et au total, en précisant la typologie et la catégorie dans lesquelles chaque organisme est classé et en indiquant le solde du fonds au 31 mars 2022, ainsi qu'en spécifiant si la distribution est terminée ou en cours.	201
363.	Détailler les sommes annoncées par le Plan d'action en santé et bien-être des femmes 2020-2024, notamment : a. En fournissant la liste des organismes communautaires (organismes à rayonnement national et organismes à rayonnement régional) en ayant bénéficié durant l'année 2021-2022, les sommes octroyées par organisme, par région et au total, ainsi que les prévisions pour les prochaines années; b. En détaillant le mode de financement utilisé pour attribuer ces sommes (mission globale, projets et ententes de service, ou spécifique).	202
364.	Pour chacune de ces initiatives (Aires ouvertes, le déploiement des Carrefours jeunesse et le Projet Sentinelles), fournir les sommes attribuées depuis leur implantation, la liste des bénéficiaires, et l'utilisation qui a été faite des sommes allouées.	203
365.	Ventilation détaillée du budget octroyé en matière de santé mentale en 2021-2022.	204
366.	Répartition des ressources en santé mentale entre les soins de 2e ligne, de 1re ligne et les organismes communautaires en 2021-2022.	207
367.	Salaires moyens des employés dans les organismes communautaires depuis 2018.	208
368.	Ventilation détaillée des 25 M\$ annoncés en octobre 2020 pour les services en santé mentale jeunesse, ainsi que le nombre de ressources supplémentaires engagées, le nombre d'équipes multidisciplinaires créées et le nombre de jeunes pris en charge.	209
369.	Ventilation détaillée des 100 M\$ annoncés en novembre 2020 pour améliorer l'offre de soins et de services psychosociaux en santé mentale, ainsi que l'état de situation du déploiement des nouvelles mesures sur le terrain, l'état de la liste d'attente des services dans le réseau public et le nombre d'équipes d'éclaireurs créées sur le terrain.	210
370.	Nombre de psychologues supplémentaires intégrés dans les services psychologiques au niveau collégial ou universitaire depuis l'annonce de novembre 2020.	212
371.	Ventilation détaillée des 10 M\$ annoncés en novembre 2020 pour les organismes communautaires en santé mentale, ainsi que la liste des organismes ayant reçu les sommes.	213
372.	État de situation quant au suivi des recommandations du rapport de la Commission de la santé et des services sociaux portant sur l'augmentation préoccupante de la consommation de psychostimulants chez les enfants et les jeunes en lien avec le trouble déficitaire de l'attention avec hyperactivité (TDAH), déposé en décembre 2020.	224
373.	État de situation quant à la pénurie de psychologues dans le réseau public ainsi que les mesures entreprises pour atténuer cette pénurie.	225

374.	État de situation au sujet de la ligne 811 (nombre d'appels reçus, nombre d'appels demeurés sans réponse, coûts engendrés, etc.).	226
	a. Nombre de régions où les appels au 1 866 APPELLE sont transférés au service 811. Prévisions à court, à moyen et à longs terme. b. Nombre de régions où le transfert au service 811 permet de parler directement à un intervenant. c. Économies anticipées à l'échelle du Québec par cette mesure. d. Procédure transmise par le MSSS aux CISSS et aux CIUSSS dans le cadre de cette mesure.	
375.	État de situation quant au développement d'une stratégie nationale en prévention du suicide.	227
376.	État de situation quant au nombre de suicides par année au cours des 5 dernières années.	228
377.	Subventions octroyées aux centres de prévention du suicide (au national et par région) en 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023.	229
378.	État de situation et sommes investies en 2021-2022, ainsi que les prévisions pour 2022-2023, quant à la mise en place des recommandations du Protecteur du citoyen sur les services gouvernementaux destinés aux enfants présentant un trouble envahissant du développement.	232
379.	Nombre de personnes en attente, délais d'attente moyens et coûts estimés pour améliorer l'accessibilité aux services pour chacun des services spécialisés de réadaptation en déficience physique, selon la région sociosanitaire, au 31 mars 2021 et au 31 mars 2022 :	234
	a. Adultes; b. Aînés; c. Enfants.	
380.	Nombre de personnes en attente, délais d'attente moyens et coûts estimés pour améliorer l'accessibilité aux services pour chacun des services spécialisés de réadaptation en déficience intellectuelle, selon la région sociosanitaire, au 31 mars 2021 et au 31 mars 2022 :	235
	a. Adultes; b. Aînés; c. Enfants.	
381.	Nombre de personnes en attente, délais d'attente moyens et coûts estimés pour améliorer l'accessibilité aux services spécialisés pour chacun des services spécialisés de réadaptation pour les TSA, selon la région sociosanitaire, 31 mars 2021 et au 31 mars 2022 :	236
	a. Adultes; b. Aînés; c. Enfants.	
382.	Liste d'attente pour un premier service de réadaptation DI, DP et TSA (ventilation par région).	237
383.	Délai moyen d'attente pour une demande d'évaluation diagnostique de trouble du spectre de l'autisme et pour une demande d'évaluation globale des besoins, par région.	238
384.	Liste des organismes communautaires subventionnés par le MSSS par le biais du PSOC (organismes à rayonnement national et organismes à rayonnement régional) et montant des subventions octroyées par organisme, par région et au total, en 2021-2022.	239

385.	Ventilation des nouvelles sommes (supplémentaires) octroyées par le PSOC en 2021-2022 et prévisions pour 2022-2023.	240
386.	Nombre d'organismes qui sont reconnus au PSOC, mais qui sont en attente de financement, par région. Indiquer aussi le nombre de demandes de reconnaissances reçues, par région.	241
387.	Évolution et ventilation des sommes investies dans le cadre du programme Agir tôt, par région, en 2021-2022 et prévisions pour 2022-2023.	242
388.	Évolution et ventilation des sommes investies dans le déploiement de la plateforme informatique de dépistage sur le développement de l'enfant dans le cadre du programme Agir tôt en 2021-2022 et prévisions pour 2022-2023.	243
389.	Nombre de personnes embauchées au sein des équipes d'intervention précoce dans le cadre du programme Agir tôt, par poste, par région, par établissement en 2021-2022 et prévisions pour 2022-2023.	244
390.	Nombre de dépistages précoces effectués en 2021-2022 dans le cadre du programme Agir tôt, comparativement au nombre effectué au cours des trois années précédentes.	247
391.	État d'avancement de l'implantation du projet Aire ouverte, le nombre de personnes embauchées selon la catégorie d'emploi, le nombre de jeunes qui utilisent ce service ainsi que les sommes dépensées, ventilées par région, depuis 2020.	248
392.	Concernant l'entente MEES-MSSS : a. Pour chacune des régions, nombre de cas où elle a été appliquée au cours des cinq dernières années (ventilation par année); b. Nombre de plans d'intervention et de plans de services individualisés et intersectoriels élaborés au cours des cinq dernières années (ventilation par année); c. Taux de respect et d'application de ces plans; d. Nombre de rencontres ayant eu lieu au cours des cinq dernières années (ventilation par année) pour chacune des tables régionales MEES-MSSS, qui ont pour mandat de coordonner les rôles et les responsabilités de chacun.	251
393.	Indiquer les mesures et les sommes engagées par votre ministère ou organisme en 2021-2022 pour prévenir et lutter contre les violences sexuelles dans les communautés autochtones.	252
394.	Indiquer les mesures et les sommes engagées par votre ministère ou organisme en 2021-2022 pour prévenir et lutter contre la violence conjugale. Ventilation par mesure, par région et prévisions pour 2022-2023.	254
395.	Indiquer les mesures et les sommes engagées par votre ministère ou organisme en 2021-2022 pour soutenir les femmes et les enfants victimes de violence. Ventilation par mesure, par région et prévisions pour 2022-2023.	260
396.	Indiquer la ventilation détaillée et le budget récurrent accordé en 2021-2022 au réseau complet des maisons d'hébergement de première étape pour les femmes et les enfants victimes de violence ou de violence conjugale, par région et par maison, incluant le financement des groupes, des organismes et des programmes.	261
397.	Indiquer la ventilation détaillée et le budget récurrent accordé en 2021-2022 au réseau complet des maisons d'hébergement de deuxième étape pour les femmes et les enfants victimes de violence ou de violence conjugale, par région et par maison, incluant le financement des groupes, des organismes et des programmes.	265
398.	Indiquer la ventilation détaillée et le budget récurrent accordé en 2021-2022 au réseau d'aide aux hommes pour une société sans violence, par région, incluant le financement des groupes, des organismes et des programmes.	266

399.	Préciser les sommes dégagées en 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023 pour aider les femmes victimes de violences sexuelles et conjugales. Ventiler selon les mesures potentielles suivantes :	268
	i. Maisons d’hébergement pour elles; ii. Aide psychologique adaptée; iii. Soutien aux enfants; iv. Sensibilisation; v. Autres.	
400.	Préciser les sommes dégagées en 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023 pour aider les personnes prostituées ou les victimes d’exploitation sexuelle à quitter ce milieu. Ventiler selon les mesures potentielles suivantes :	269
	i. Maisons d’hébergement; ii. Services de désintoxication; iii. Aide psychologique adaptée; iv. Soutien aux enfants; v. Sensibilisation; vi. Autres.	
401.	Préciser les sommes dégagées en 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023 pour aider les hommes ayant des comportements violents ou des difficultés comportementales. Ventiler selon les mesures potentielles suivantes :	270
	i. Aide psychologique adaptée; ii. Sensibilisation; iii. Autres.	
402.	Nombre de maisons d’hébergement pour femmes victimes de violence conjugale et budget alloué, par maison, par région et au total, pour chaque année depuis trois ans, ainsi que les prévisions pour 2022-2023.	273
403.	État de situation quant à la mise en œuvre des recommandations qui impliquent le MSSS du rapport <i>Rebâtir la confiance</i> , déposé en décembre 2020.	274
404.	Ventilation détaillée du financement des centres d’aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS), par CALACS, par région et au total, pour chacune des cinq dernières années, ainsi que les prévisions pour 2022-2023.	275
405.	Ventilation détaillée des sommes accordées en 2021-2022 pour des mesures servant à soutenir les femmes et les enfants victimes de violence, excluant les CALACS et les CAVAC. Mesures engagées ou à prévoir et ventilation des sommes prévues pour 2022-2023.	276
406.	Ventilation détaillée du financement des centres de femmes pour les cinq dernières années, ainsi que les prévisions pour 2022-2023. La ventilation demandée comprend la répartition interrégionale et régionale, de même que la liste de tous les centres financés et le détail de leur financement, ainsi que les critères de financement.	277
407.	Ventilation du financement des maisons de jeunes, par maison, par région et au total, pour chaque année depuis 2018, ainsi que les prévisions pour 2022-2023.	278
408.	Subventions accordées à des organismes communautaires œuvrant auprès des hommes, pour chaque année depuis 2018, ainsi que les prévisions pour 2022-2023.	279
409.	État d’avancement du projet d’augmentation du nombre de places dans les maisons d’hébergement pour femmes victimes de violence conjugale de 1 ^{re} étape et de 2 ^e étape.	280
410.	État de situation quant à la mise en place de la formation concernant le principe de sécurisation culturelle dans l’ensemble des établissements du réseau de la santé.	281

411.	Nombre d'agents de liaison en sécurisation culturelle dans l'ensemble des établissements du réseau de la santé, par année, pour les cinq dernières années.	282
412.	État d'avancement quant à l'implantation des recommandations qui touchent le MSSS du rapport sur l'exploitation sexuelle des mineurs, déposé en 2020.	283
413.	État de la formation actuelle quant à l'exploitation sexuelle des mineurs chez les professionnels du réseau de la santé et des services sociaux en 2021-2022, et les prévisions pour 2022-2023.	284
414.	Nombre d'adoptions en cours et complétées par année au cours des cinq dernières années selon le pays d'origine.	285
415.	Nombre de parents ayant eu accès à une formation pré-adoption en 2021-2022.	286
416.	Nombre de parents ayant eu accès à une formation post-adoption en 2021-2022.	287
417.	Nombre d'établissements du réseau de la santé et des services sociaux offrant un suivi post-adoption.	288
418.	État de situation et échéancier concernant l'entrée en vigueur du projet de loi 113, <i>Loi modifiant le Code civil et d'autres dispositions législatives en matière d'adoption et de communication de renseignements</i> .	289
419.	État de situation au sujet du financement, de l'âge moyen et du nombre de familles d'accueil en 2021-2022, ainsi que les prévisions pour 2022-2023.	290
420.	État de situation de 2018 à 2022, par région administrative, du nombre de dossiers de protection de la jeunesse confiés à chaque intervenant.	291
421.	État de situation pour 2021-2022, par région administrative, du nombre de signalements reçus et retenus en protection de la jeunesse.	292
422.	État de situation pour 2021-2022 des différentes mesures mises en place en protection de la jeunesse dans le Grand Nord québécois.	293
423.	Ventilation des sommes dévolues en développement pour chaque année depuis 2018, ainsi que les prévisions pour 2022-2023, pour les jeunes en difficulté, par région et par établissement.	294
424.	Liste des sommes dues par le gouvernement fédéral aux centres jeunesse desservant les communautés autochtones.	295
425.	Listes d'attente, par région, en évaluation, en accès à l'hébergement et en application des mesures pour les personnes ayant une déficience intellectuelle, par groupe d'âge, pour chaque année depuis 2018, ainsi que les prévisions pour 2022-2023.	296
426.	Détail de l'état d'avancement des travaux sur la politique de services intégrés à la jeunesse pour une meilleure coordination entre les milieux scolaires, les CISSS-CIUSSS et les centres jeunesse.	297
427.	Nombre de fugues des centres jeunesse, par centre jeunesse et par année, au cours des cinq dernières années.	298
428.	Budgets octroyés aux centres jeunesse (CISSS et CIUSSS – direction responsable des programmes préalablement administrés par les centres jeunesse) en 2021-2022.	299
429.	État de situation quant au déploiement du programme d'intervention en négligence dans chacune des régions du Québec; ventilation des sommes qui y sont consacrées.	300
430.	Nombre d'enfants en centre jeunesse, par centre jeunesse, par genre et par année au cours des cinq dernières années.	301

431.	Nombre d'employés des centres jeunesse ainsi que d'intervenants de la DPJ ayant démissionné depuis 2018.	302
432.	État d'avancement quant à l'implantation des recommandations préliminaires de la commission Laurent.	303
433.	Pourcentage du nombre d'enfants sous la direction de la protection de la jeunesse ayant obtenu un diplôme d'études secondaires, collégiales ou universitaires.	304
434.	Taux de chômage des enfants sous la direction de la protection de la jeunesse maintenant devenu majeurs.	305
435.	Nombre de jeunes qui demeurent dans leur famille d'accueil au-delà de la majorité, ventilé par région et par année, pour les 5 dernières années.	306
436.	Nombre de jeunes sous la Direction de la protection de la jeunesse qui bénéficient du Programme Qualification des jeunes, liste des critères pour accéder au programme et ressources financières associées, ventilées par région et par année, pour les 5 dernières années.	307
437.	Pourcentage d'enfants sous la Direction de la protection de la jeunesse devenus majeurs qui : i. se retrouvent en situation de précarité de logement; ii. ont connu au moins un épisode d'itinérance visible; iii. sont sans emploi.	308
438.	Liste des mesures et des programmes en place pour soutenir les jeunes sous la Direction de la protection de la jeunesse dans leur scolarisation et leur qualification, ressources financières associées ainsi que le nombre de jeunes qui en bénéficient.	309
439.	Liste des mesures et des programmes en place pour soutenir les jeunes sous la Direction de la protection de la jeunesse dans leur transition à la vie adulte, ressources financières associées ainsi que le nombre de jeunes qui en bénéficient.	310
440.	Ventilation du financement des ressources pour personnes itinérantes, par maison, par région et au total, pour chaque année depuis 2018, ainsi que les prévisions pour 2022-2023.	311
441.	Taux d'occupation des refuges pour itinérants, par mois et par année, au cours des cinq dernières années, par région et par refuge.	314
442.	État de situation sur le renouvellement de la SPLI et sur les conditions imposées par le gouvernement fédéral en ce qui a trait au modèle Logement d'abord.	315
443.	Nombre d'organismes communautaires œuvrant en itinérance, par région, dont les activités correspondent à l'approche « logement d'abord » que privilégie le gouvernement fédéral.	316
444.	Étude ou analyse des impacts de la nouvelle SPLI sur les organismes québécois qui luttent contre l'itinérance.	317
445.	Données concernant l'évolution de l'itinérance des femmes au cours des cinq dernières années.	318
446.	Ventilation des sommes affectées à l'itinérance par le MSSS et par le gouvernement.	319
447.	Sommes budgétées en lien avec le déploiement du Plan d'action en itinérance pour l'année 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023.	320
448.	État de situation concernant les logements sociaux annoncés pour les personnes en situation d'itinérance. Prévisions pour 2022-2023.	321

449.	Parmi les actions identifiées dans le Plan d'action en itinérance, fournir un état de situation et un échéancier.	322
450.	Nombre et liste des organismes œuvrant auprès des personnes handicapées, par région, et sommes leur ayant été octroyées, par année depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2022-2023.	323
451.	Nombre et liste des organismes offrant du répit aux proches d'une personne handicapée, par région, et sommes leur ayant été octroyées, par année depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2022-2023.	324
452.	Listes d'attente par région et au total pour obtenir des services de répit.	325
453.	Liste des organismes communautaires, par région, qui agissent auprès des personnes handicapées et qui ont obtenu ou à qui on a des subventions du ministère de la Santé et des Services sociaux (par le biais du PSOC), pour chaque année depuis 2018, ainsi que les prévisions pour 2022-2023.	326
454.	Ventilation des places dans les centres d'hébergement publics, dans les centres de réadaptation et dans les centres de jour, pour chaque année depuis 2018, ainsi que les prévisions pour 2022-2023, par région.	327
455.	Nombre de centres de jour ayant fermé leurs portes en 2021-2022.	328
456.	Listes d'attente pour les programmes d'aide matérielle, par catégorie de programme, pour chaque année depuis 2018, ainsi que les prévisions pour 2022-2023.	329
457.	Nombre de postes non comblés de psychologues, de travailleurs sociaux, de psychoéducateurs en 2021-2022, par région et par établissement.	330
458.	État de situation et échéancier concernant l'adoption d'un règlement visant la mise en accessibilité des édifices construits avant 1976 par le ministre du Travail. Actions posées par la ministre déléguée en 2021-2022 pour faire avancer ce dossier.	331
459.	État de situation concernant les mesures favorisant l'accessibilité universelle des commerces, incluant le nombre de demandes d'aide financière reçues et les sommes versées, par région.	332
460.	Budget investi en prévention et en traitement du jeu pathologique depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2022-2023, par région et au total.	333
461.	Études d'impact du MSSS par rapport à l'offre de jeu en ligne de la société d'État Loto-Québec.	334
462.	Nombre et liste des organismes financés pour lutter contre la toxicomanie, par région, ainsi que le montant versé à chacun au cours des cinq dernières années.	336
463.	Bilan des ressources d'hébergement en toxicomanie ayant reçu leur certification.	337
464.	Liste des ressources d'hébergement en processus de certification, par région, pour 2021-2022.	338
465.	Liste des organismes qui offrent des traitements de lutte contre la toxicomanie, par région, en 2021-2022.	339
466.	État de situation concernant l'encadrement et le financement des centres de lutte contre la dépendance, notamment la toxicomanie.	340
467.	Listes d'attente en désintoxication.	341
468.	Montant prévu pour la lutte contre la toxicomanie pour les cinq dernières années, par région et par établissement, et prévisions pour 2022-2023.	342

469.	Nombre de surdoses de drogues par région, par âge et par année, au cours des 5 dernières années.	343
470.	Nombre de morts à la suite d'une surdose de drogues par région, par âge et par année, au cours des 5 dernières années.	344
471.	Liste des actions entreprises pour répondre à la hausse des surdoses de drogues au cours de la dernière année.	345
472.	État de situation quant au nombre de fumeurs et à l'augmentation ou à la diminution de leur consommation, par année au cours des 5 dernières années, par région et par tranche d'âge.	347
473.	État de situation quant à la consommation d'alcool au regard des limites recommandées, par année au cours des 5 dernières années, par région et par tranche d'âge.	349
474.	État de situation quant à la consommation de cannabis, par année au cours des 5 dernières années, par région et par tranche d'âge.	351
475.	État de situation quant à la consommation de produits de vapotage, par année au cours des 5 dernières années, par région et par tranche d'âge.	353
476.	Liste des actions entreprises ainsi que les montants associés pour sensibiliser la population aux risques liés à la consommation de tabac.	355
477.	Nombre de séjours hospitaliers liés au tabagisme, par région, par tranche d'âge et par année au cours des 5 dernières années.	356
478.	Coût total associé aux soins de santé attribuables à la consommation de tabac, par année au cours des 5 dernières années.	357
479.	Liste des actions entreprises ainsi que les montants associés pour sensibiliser la population aux risques liés aux produits de vapotage.	358
480.	État de situation quant à la consommation de boissons sucrées alcoolisées chez les jeunes, par année au cours des 5 dernières années, par région et par tranche d'âge.	359
481.	Liste des actions entreprises ainsi que les montants associés pour réduire la consommation de boissons sucrées alcoolisées chez les jeunes.	360
482.	Effectif (en ETC) et budget consacré à l'enjeu de l'encadrement du cannabis.	361
483.	Effectif (en ETC) consacré à l'organisation et à la tenue des consultations régionales sur l'encadrement du cannabis ainsi que les sommes dépensées pour la tenue du Forum d'experts sur l'encadrement du cannabis, pour chacune des consultations régionales et pour les consultations des Premières Nations et des municipalités.	362
484.	État de situation sur le financement des RUIS relativement à la coordination des services en matière de douleur chronique.	363
485.	Bilan du Programme national de santé publique.	364
486.	Total des sommes investies en santé publique au cours des cinq dernières années ainsi que les prévisions pour 2022-2023.	365
487.	État de situation et détail (liste des postes coupés, abolis et non comblés, des mesures abandonnées, etc.) des compressions ou optimisations réalisées en santé publique en 2017-2018, en 2018-2019, en 2019-2020, en 2020-2021 et en 2021-2022, ainsi que les prévisions pour 2022-2023.	366
488.	Sommes, ventilées par année, prévues dans le cadre de la Politique gouvernementale de prévention en santé.	367

489.	État de situation concernant la mise en place d'une réglementation en ce qui concerne la cigarette électronique, incluant le nombre de constats d'infraction émis.	368
490.	État de situation, au 31 mars 2022, de la mise en place d'un affichage nutritionnel obligatoire dans les établissements de restauration rapide. Prévisions budgétaires et échéancier pour 2022-2023.	369
491.	État de situation des actions du gouvernement en matière de prévention afin de réduire la consommation de boissons sucrées. Prévisions budgétaires et échéancier pour 2022-2023.	370
492.	État de situation en matière d'écart de financement interrégional, en dollars et en pourcentage, par région sociosanitaire et par programme.	371
493.	État de situation en matière d'écart de financement interrégional, en dollars et en pourcentage, par région sociosanitaire et par programme.	372
494.	État d'avancement des travaux liés au plan d'action pour la santé des populations nordiques.	373
495.	Nombre d'interventions du ministre de la Santé et des Services sociaux en vertu de l'article 54 de la <i>Loi sur la santé publique</i> . Spécifier les dossiers dans lesquels il est intervenu, les dates et les avis fournis.	374
496.	Liste des mesures entreprises et des sommes dépensées pour sensibiliser la population et prévenir :	375
	i. L'obésité; ii. Le diabète; iii. Les maladies chroniques; iv. L'apnée du sommeil; v. Les troubles alimentaires.	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 201

Concernant les services préhospitaliers d'urgence :

- a. liste des entreprises, corporations ou coopératives ayant le mandat d'assurer les transports préhospitaliers d'urgence, par région;
- b. moyenne des délais de réponse, selon la priorité d'appel, par région et au total, pour les trois dernières années;
- c. budget accordé, par région et *per capita*, et total pour les trois dernières années. Indiquer également le budget consenti par titre d'emploi;
- d. nombre de techniciens ambulanciers et d'unités d'ambulance, par région et au total, pour les trois dernières années;
- e. nombre de transports ambulanciers, par région et au total, en indiquant le type de transport (urgence ou interétablissement) et le type de soins (de base ou médicaux avancés), pour les trois dernières années;
- e. couverture horaire assurée, selon la zone ambulancière, pour les trois dernières années;
- f. budgets consentis à la formation des techniciens ambulanciers, par région et au total, pour les trois dernières années;
- g. nombre d'ambulances et de quarts de travail ajoutés en 2021-2022, par zone ambulancière;
- h. nombre d'heures de faction convertis en heures à l'heure en 2021-2022, par zone ambulancière;
- i. liste des municipalités où les horaires de faction n'ont pas été convertis en heures à l'heure pour 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023;
- j. nombre de demandes d'ajout d'ambulances, d'ajout de quarts de travail et de conversions d'heures de faction en heures à l'heure formulées par les établissements de santé auprès du MSSS en 2021-2022;
- k. pour chaque zone ambulancière, liste des MRC et des municipalités locales desservies et carte du territoire couvert;
- l. nombre d'appels reçus, nombre d'affectations transmises aux ressources préhospitalières, nombre de transports effectués par les ressources préhospitalières, nombre d'affectations qui ont été réaffectées avant le transport, nombre de transports annulés ainsi que taux d'utilisation clinique (TUC), par zone ambulancière, en 2021-2022.

RÉPONSE NO 201

- a. liste des entreprises, corporations ou coopératives ayant le mandat d'assurer les transports préhospitaliers d'urgence, par région;**

La réponse est disponible à la question no 309 des questions particulières de l'Opposition officielle.

- b. moyenne des délais de réponse, selon la priorité d'appel, par région et au total, pour les trois dernières années;**

La réponse est disponible à la question no° 151 des questions particulières du Deuxième groupe d'opposition.

- c. budget accordé, par région et *per capita*, et total pour les trois dernières années. Indiquer également le budget consenti par titre d'emploi;**

La réponse est disponible à la question no°309 des questions particulières de l'Opposition officielle.

- d. nombre de techniciens ambulanciers et d'unités d'ambulance, par région et au total, pour les trois dernières années;**

La réponse est disponible à la question no°309 des questions particulières de l'Opposition officielle.

- e. nombre de transports ambulanciers, par région et au total, en indiquant le type de transport (urgence ou interétablissement) et le type de soins (de base ou médicaux avancés), pour les trois dernières années;**

La réponse est disponible à la question no°152 des questions particulières du Deuxième groupe d'opposition.

- e. couverture horaire assurée, selon la zone ambulancière, pour les trois dernières années;**

La réponse est disponible à la question n°309 des questions particulières de l'Opposition officielle.

- f. budgets consentis à la formation des techniciens ambulanciers, par région et au total, pour les trois dernières années;**

La réponse est disponible à la question no°309 des questions particulières de l'Opposition officielle.

- g. nombre d'ambulances et de quarts de travail ajoutés en 2021-2022, par zone ambulancière;**

La réponse est disponible à la question no°309 des questions particulières de l'Opposition officielle.

- h. nombre d'heures de faction convertis en heures à l'heure en 2021-2022, par zone ambulancière;**

La réponse est disponible à la question no°309 des questions particulières de l'Opposition officielle.

- i. liste des municipalités où les horaires de faction n'ont pas été convertis en horaires à l'heure pour 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023;**

La réponse est disponible à la question no°309 i) des questions particulières de l'Opposition officielle. Tous les autres horaires de faction n'ont pas été convertis.

Les données pour 2022-2023 ne sont pas disponibles.

- j. nombre de demandes d'ajout d'ambulances, d'ajout de quarts de travail et de conversions d'horaires de faction en horaires à l'heure formulées par les établissements de santé auprès du MSSS en 2021-2022;**

La réponse est disponible à la question no°309 des questions particulières de l'Opposition officielle.

- k. pour chaque zone ambulancière, liste des MRC et des municipalités locales desservies et carte du territoire couvert;**

La réponse est disponible à la question no°309 des questions particulières de l'Opposition officielle.

- l. nombre d'appels reçus, nombre d'affectations transmises aux ressources préhospitalières, nombre de transports effectués par les ressources préhospitalières, nombre d'affectations qui ont été réaffectées avant le transport, nombre de transports annulés ainsi que taux d'utilisation clinique (TUC), par zone ambulancière, en 2021-2022.**

Les réponses sont disponibles aux questions n^{os} 149 et 152 des questions particulières du Deuxième groupe d'opposition.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 202

Moyenne des délais de réponse de la Corporation Urgences-Santé pour les trois dernières années.
Ventilation des budgets alloués en précisant, notamment :

- a. le nombre de postes et les détails (infirmières, chauffeurs, répartiteurs, etc.);
- a. le nombre de déplacements d'un établissement à un autre, de transports, de détournements, etc.;
- b. le maintien d'appels reçus (répartition entre urgents et non urgents);
- c. le nombre d'unités d'ambulance;
- d. la moyenne des délais de réponse, selon la priorité d'appel, par région et au total, pour les trois dernières années;
- e. Nombre de véhicules redirigés en raison du débordement d'une urgence.

RÉPONSE NO 202

La réponse est disponible à la question ° 306 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 203

Nombre d'ambulanciers ayant remis leur démission en 2021-2022, par région et par municipalité.

.....

RÉPONSE NO 203

Ces informations ne sont pas disponibles au ministère de la Santé et des Services sociaux, puisque ce sont les entreprises titulaires de permis qui ont la responsabilité de gérer leur personnel.

QUESTION NO 204

État de situation pour chacune des recommandations du rapport du coroner Langlois à la suite du décès de M. St-Onge à Lévis en 2016, ainsi que l'échéancier du gouvernement pour y donner suite.

RÉPONSE NO 204

Recommandations

Afin de protéger la vie humaine et d'éviter des décès comme celui de M. St-Onge, Me Langlois formule les recommandations suivantes :

Au CHU de Québec, dont fait partie l'Hôpital Saint-François d'Assise :

- de réviser la qualité de l'acte professionnel et des soins prodigués de même que le suivi proposé à M. St-Onge lors d'une consultation en cardiologie, le 2 décembre 2016.

Au ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS), en collaboration avec le Centre intégré de santé et de services sociaux de Chaudière-Appalaches (CISSS) du secteur des services préhospitaliers :

- de se concerter afin d'examiner la problématique des effectifs ambulanciers sur le territoire de Lévis et d'évaluer la pertinence de revoir les critères d'attribution de ses effectifs.

Réponses

Le MSSS a pris des mesures rapidement à la suite des événements survenus le 27 décembre 2017 dans la zone 12-326-Lévis :

- Analyse de l'offre de service au moment de l'incident ;
- Ajout de 16 heures de service additionnelles par semaine pour la durée de l'analyse de l'offre de service ;
- Ajout de 168 heures de service (24 heures par jour, 7 jours par semaine) en mars 2018 ;
- Analyse de l'adéquation entre l'offre et la demande de service (96,4% des demandes de service en 2019-2020 sont répondues par les ressources de la zone).

À la Centrale des Appels d'Urgence Chaudière-Appalaches (CAUCA) :

- de rappeler à ses employés assignés aux appels l'importance d'insister pour qu'une procédure optimale soit suivie lors d'une réanimation cardiorespiratoire.

Au CISSS de Chaudière-Appalaches, à la Centrale des Appels d'Urgence Chaudière-Appalaches (CAUCA) et à l'entreprise de services ambulanciers Dessercom :

- de poursuivre leurs démarches d'arrimage avec le système de répartition assisté par ordinateur véhiculaire et que, dans l'intervalle, Dessercom soit équipée, le plus tôt

possible, de téléphones avec puces permettant le repérage des véhicules ambulanciers rapidement par la centrale.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 205

Nombre d'heures et d'ambulances ajoutées en 2020-2021 et en 2021-2022, ventilé par région et par municipalité.

RÉPONSE NO 205

La réponse est disponible à la question no° 309 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 206

Pour chacun des avions-ambulances et avions-hôpitaux :

- a. le nombre de transports de patients, par lieu d'embarquement des patients;
- b. les coûts d'utilisation, ventilés;
- c. le nombre de transports de patients mineurs accompagnés d'un proche;
- d. le nombre de transports de patients mineurs sans accompagnateur.

RÉPONSE NO 206

La réponse est disponible à la question n° 307 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d’opposition

QUESTION NO 207

Nombre de vols « évacuation médicale par avion-ambulance » fait au cours des 3 dernières années de Val-d’Or, de Rouyn et des Îles-de-la-Madeleine vers Québec qui concernaient une femme enceinte. De ce nombre, combien n’étaient pas dus à une urgence médicale en soi, mais occasionnés par un manque de personnel. Même demande pour les vols vers Montréal.

RÉPONSE NO 207

Nombre de transferts pour lesquels un diagnostic obstétrical est inscrit			
Année 2021-2022	Val d'Or	Rouyn- Noranda	Îles-de-la- Madeleine
Québec	9	1	17
Montréal	29	24	0

Aucun transport en lien avec un manque de personnel pour la clientèle obstétricale n’a été signalé pour ces régions.

QUESTION NO 208

Pour les maisons de naissance au Québec, fournir, pour les trois dernières années financières :

- a. le nom, la date d'ouverture et l'emplacement de toutes les maisons de naissance au Québec;
- b. le financement gouvernemental accordé à ces maisons;
- c. les prévisions pour 2022-2023;
- d. le nombre de naissances dans les maisons de naissance;
- e. le coût moyen par accouchement pour toutes les maisons de naissance.

RÉPONSE NO 208

a. le nom, la date d'ouverture et l'emplacement de toutes les maisons de naissance au Québec;

La réponse à cette question est fournie à la question n°310 des questions particulières de l'Opposition officielle.

b. le financement gouvernemental accordé à ces maisons;

La réponse à cette question est fournie à la question n°8 des questions particulières du Deuxième groupe d'opposition.

c. les prévisions pour 2022-2023;

Les données 2022-2023 ne sont pas disponibles.

d. le nombre de naissances dans les maisons de naissance;

La réponse à cette question est fournie à la question n°12 des questions particulières du Deuxième groupe d'opposition.

e. le coût moyen par accouchement pour toutes les maisons de naissance.

La réponse à cette question est fournie à la question n°14 des questions particulières du Deuxième groupe d'opposition.

QUESTION No 209

Pour les sages-femmes au Québec, fournir, pour les trois dernières années, le nombre de sages-femmes par catégorie d’emploi (poste permanent, à temps partiel ou occasionnel), le nombre de graduations en 2021-2022 par institution d’enseignement supérieur, et le nombre d’inscriptions au programme de formation en 2021-2022, par institution d’enseignement supérieur.

RÉPONSE No 209

- Les données les plus à jours concernant les sages-femmes sont celles de la période 2020-2021.
- Le tableau ci-après présente des données comparatives à ce sujet:

Nombre de sages-femmes par statut et par année		
Statut	2019-2020	2020-2021
Temps complet régulier	57	62
Temps partiel régulier	81	92
Temps partiel occasionnel	107	108
TOTAL	245	262

- o Il y a 62 sages-femmes détenant un statut de temps complet régulier en 2020-2021 comparativement à 57 en 2019-2020.
- o Il y a 92 sages-femmes détenant un statut de temps partiel régulier comparativement à 81 en 2019-2020.
- o Il y a 108 sages-femmes détenant un statut de temps partiel occasionnel en 2020-2021 comparativement à 107 en 2019-2020.

Note complémentaire: les données de 2021-2022 ne seront disponibles qu’à l’automne 2022.

QUESTION NO 210

Rapport quinquennal de la situation dans les salles d'urgence (incluant le nombre de visites à l'urgence, le délai moyen de séjour et le pourcentage de patients par clientèle, par région et par établissement).

.....

RÉPONSE NO 210

La réponse à cette question est fournie à la question n° 283 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 211

Délai moyen entre le moment où un patient entre à l'urgence et celui où il voit un médecin, par région et par établissement.

.....

RÉPONSE NO 211

La réponse à cette question est fournie à la question n° 284 des questions particulières de l'Opposition officielle.

QUESTION NO 212

Liste des urgences jugées les plus problématiques. Liste des mesures prises dans ces urgences.

RÉPONSE NO 212

Afin de soutenir les installations en difficulté, le MSSS a assuré le déploiement de l’équipe de soutien, transformation, accès, terrain (STAT). L’équipe STAT a pour mandat de diagnostiquer, de mesurer et de soutenir l’implantation de solutions dans les établissements des urgences les plus en difficulté. La visée ultime de cette équipe est l’amélioration de la fluidité hospitalière tout en optimisant la qualité et la sécurité des soins et services offerts à la population dans les établissements. Voici la liste des 23 installations visitées en 2021 :

Établissements	Installations
03- CHU de Québec - Université Laval	• Hôpital Saint-François d’Assise • Hôpital de l’Enfant-Jésus
05- CIUSSS de l’Estrie - CHUS	• Hôpital de Granby
06- CIUSSS de l’Ouest-de-l’Île-de-Montréal	• Hôpital de LaSalle • Hôpital général du Lakeshore
06- CUSM	• Hôpital Royal Victoria • Hôpital Campus Lachine
06- CHUM	• Centre hospitalier universitaire de Montréal
06- CIUSSS de l’Est-de-l’Île-de-Montréal	• Hôpital Maisonneuve-Rosemont • Institut de santé mentale de Montréal • Hôpital Santa-Cabrini
06- CIUSSS du Centre-Sud-de-l’Île-de-Montréal	• Hôpital Notre-Dame
07- CISSS de l’Outaouais	• Hôpital de Hull • Hôpital de Gatineau
09- CISSS de la Côte-Nord	• Hôpital le Royer
14- CISSS de Lanaudière	• Hôpital Pierre-Le Gardeur
15- CISSS des Laurentides	• Hôpital régional de Saint-Jérôme • Hôpital de Saint-Eustache
16- CISSS de la Montérégie-Ouest	• Centre hospitalier Anna-Laberge • Hôpital du Suroît
16- CISSS de la Montérégie-Centre	• Hôpital Charles-Lemoyne
16- CISSS de la Montérégie-Est	• Hôpital Honoré-Mercier • Hôpital Pierre-Boucher

Dans le contexte plus problématique d'engorgement en lien avec la 5^e vague de la COVID-19, des visites avec certains membres de l'équipe STAT ont été organisées afin de soutenir les équipes terrain de deux établissements en difficulté.

Plusieurs actions ont également été entreprises. Le ministère de la Santé et des Services sociaux a notamment mis en place des actions convergentes en amont; réorientation des clientèles réorientables, déploiement des accueils cliniques, collaboration entre la première ligne et les urgences, etc., dans les installations d'urgence :vigie quotidienne des données via de nouveaux outils technologiques accessibles à l'ensemble des gestionnaires du réseau ainsi que des chefs médicaux, révision des processus et flux de travail, pertinence des admissions et des interventions/examens et en aval :prise en charge active des admissions et congés, planification précoce et conjointe des congés, gestion des lits et disponibilités, etc. qui sont toutes réputées pour contribuer à l'amélioration de la performance des urgences. Notre objectif est d'accompagner les établissements dans l'atteinte des cibles ministérielles, d'orienter l'utilisateur au bon endroit et d'optimiser la qualité des soins et services prodigués.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 213

Le temps d'attente moyen par séjour avant de voir un médecin à l'urgence, ventilé par urgence et par région.

RÉPONSE NO 213

La réponse à cette question est fournie à la question n° 284 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 214

Le temps d'attente moyen par séjour avant de voir un médecin à l'urgence.

.....

RÉPONSE NO 214

La réponse à cette question est fournie à la question n° 284 des questions particulières de l'Opposition officielle.

QUESTION NO 215

Cibles et objectifs du MSSS concernant l'amélioration de la situation dans les urgences ainsi que les résultats obtenus, par salle d'urgence, concernant ces cibles et objectifs.

RÉPONSE NO 215

Les cibles provinciales et les objectifs ministériels inscrits à la planification stratégique 2019-2023 concernant l'amélioration de la situation des urgences sont :

- Durée moyenne de séjour pour la clientèle sur civière : cible pour 2022-2023 est de 14 heures (16,7 heures en P1-P12 de 2021-2022) ;
- Délai moyen de prise en charge médicale à l'urgence pour la clientèle ambulatoire : cible pour 2022-2023 est de 90 minutes (172 minutes en P1-P12 de 2021-2022).

Ces cibles provinciales et objectifs visent toutes les clientèles incluant les personnes de 75 ans et plus ainsi que les patients avec problèmes de santé mentale.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 216

Patients ayant quitté les urgences sans avoir vu un médecin par région et par établissement au cours des trois dernières années.

.....

RÉPONSE NO 216

La réponse à cette question est fournie à la question n° 285 des questions particulières de l'Opposition officielle.

QUESTION NO 217

État de situation concernant les unités de débordement existantes dans le réseau de la santé et des services sociaux :

- a. liste des unités;
- b. statistiques de fréquentation et de délai moyen de séjour, par unité et par établissement.

RÉPONSE NO 217

La réponse à cette question est fournie à la question n° 286 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 218

État de situation concernant les unités d'hospitalisation brève (UHB) existantes dans le réseau de la santé et des services sociaux :

- a. liste des unités;
- b. nombre de patients admis;
- c. durée moyenne de séjour (DMS);
- d. nombre et pourcentage de patients ayant dépassé les 48 heures de présence;
- e. nombre et pourcentage de patients avec retour à domicile;
- f. nombre et pourcentage de patients transférés dans un lit d'hospitalisation;
- g. temps de réponse aux consultations;
- h. temps de réponse aux examens diagnostiques;
- i. taux de réadmission après congé.

RÉPONSE NO 218

La réponse à cette question est fournie à la question n° 287 des questions particulières de l'Opposition officielle.

QUESTION NO 219

Ventilation du budget dévolu au projet Dossier santé Québec (DSQ)

RÉPONSE NO 219

La réponse à cette question est fournie à la question no 312 des questions particulières de l’Opposition officielle.

QUESTION NO 220

Ventilation des coûts hors portée du projet.

RÉPONSE NO 220

La réponse à cette question est fournie à la question n° 313 des questions particulières de l’Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 221

Ventilation des dépenses totales réalisées au 31 mars 2022, et ventilation par projet et par organisme ou ministère :

- a) CISSS et CIUSSS;
- b) Établissements non fusionnés;
- c) Corporation d'hébergement du Québec;
- d) RAMQ;
- e) MSSS.

RÉPONSE NO 221

La réponse à cette question est fournie à la question n° 314 des questions particulières de l'Opposition officielle.

QUESTION NO 222

État d'avancement de chacun des projets et leur échéancier.

.....

RÉPONSE NO 222

La réponse à cette question est fournie à la question n° 315 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 223

Montants reçus d'Inforoute Santé du Canada, par année, depuis la signature de l'entente.

.....

RÉPONSE NO 223

La réponse à cette question est fournie à la question n° 316 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 224

Montants déboursés, par projet, pour le DSQ au 31 mars des trois dernières années, incluant le 31 mars 2022.

.....

RÉPONSE NO 224

La réponse à cette question est fournie à la question n° 314 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 225

Échéancier de déploiement du DSQ, par projet et par région.

.....

RÉPONSE NO 225

Le projet du DSQ est terminé depuis le 31 décembre 2020. Son déploiement est maintenant une activité récurrente et, au fil des mois et des années, de nouveaux sites déployables ouvrent leurs portes tandis que d'autres cessent leurs activités.

QUESTION No 226

Liste des contrats signés, le montant de chacun des contrats, le nom de la firme ou de la personne, le nombre de soumissionnaires et le montant proposé dans la soumission par contrat.

.....

RÉPONSE No 226

Pour la période du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022, aucun contrat n’a été accordé pour le Dossier de santé Québec (DSQ)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 227

Effectifs du bureau DSQ ainsi que sa provenance (ministères, organismes, entreprises privées).

.....

RÉPONSE NO 227

Aucun puisque les travaux entourant le DSQ sont intégrés dans les activités courantes du ministère de la Santé et des Services sociaux. Il n'y a pas de bureau spécifique au DSQ.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 228

Évaluation des dépassements de coûts totaux au 31 mars 2022 pour le déploiement complet du DSQ.

RÉPONSE NO 228

La réponse à cette question est fournie à la question n° 317 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 229

Nombre d'utilisateurs du DSQ au 31 mars 2022.

RÉPONSE NO 229

La réponse à cette question est fournie à la question n° 318 des questions particulières de l'Opposition officielle.

QUESTION NO 230

État de situation sur le développement du DCI dans les établissements. Liste des contrats signés, le montant de chacun des contrats, le nom de la firme ou de la personne retenue, le nombre de soumissionnaires et le montant proposé dans la soumission, par contrat. Ventilation par année.

.....

RÉPONSE NO 230

La réponse à cette question est fournie à la question no 319 des questions particulières de l'Opposition officielle ainsi qu'à la question no. 226 du Troisième groupe d'opposition.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 231

Détail du montant prévu pour l'informatisation (DSQ/DCI/DME) pour chaque année, à compter de 2021-2022.

.....

RÉPONSE NO 231

La réponse à cette question est fournie à la question n° 322 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 232

État de situation sur la mise en place de la Direction générale de cancérologie (DGC), incluant l'effectif et le budget d'opération.

RÉPONSE NO 232

La réponse à cette question est fournie à la question n° 293 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 233

État de situation sur la mise en place des équipes interdisciplinaires fonctionnelles dans chaque établissement impliqué dans la lutte contre le cancer.

RÉPONSE NO 233

La réponse à cette question est fournie à la question n° 295 des questions particulières de l'Opposition officielle.

QUESTION NO 234

État de situation concernant la mise en place d'un registre québécois du cancer, incluant notamment les sommes investies pour la mise en place du registre et l'échéancier. Date prévue de la mise en place.

RÉPONSE NO 234

Le Registre québécois du cancer (RQC) est en place et a pour but de soutenir la surveillance de l'état de santé de la population en documentant l'ensemble des nouveaux cas de cancer (incidence).

Depuis 2011, l'ancien Fichier des tumeurs du Québec (FiTQ) a été transformé pour devenir le Registre québécois du cancer (RQC). Le RQC contient toutes les données du FiTQ jusqu'en 2010 et intègre les données depuis 2011 en fonction de nouvelles normes, calquées sur celles des autres registres en Amérique du Nord et dans le monde. Les travaux ont été réalisés en collaboration avec la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ) et le fournisseur SARDO en plusieurs phases et touchent à la fois les établissements au niveau local et le RQC provincial.

Actions locales

- Mise en place et évolution régulière de registres locaux de cancer (RLC) dans les établissements. Ils sont devenus la source principale d'information pour le RQC;
- Les archivistes/registraires en oncologie y colligent des informations pertinentes pour soutenir l'adaptation de l'offre de soins et services aux besoins des usagers en fonction de l'incidence locale des cancers. Un groupe standardisé de données est par la suite transmis au registre central du RQC. L'identification des nouveaux cas de cancer de 2020 a été finalisée pour la majorité des RLC pendant l'année financière 2021-2022;
- En 2020-2021, les RLC des installations qui font partie d'un même CISSS ou CIUSSS avaient été fusionnés. Ce regroupement d'équipes et de banques de données dans chaque centre permet de réduire la double saisie, d'optimiser les ressources humaines qui alimentent les registres et de limiter le nombre de sources distinctes à traiter par le RQC;
- Une centaine d'archivistes/registraires des RLC participent à la collecte et la saisie des informations pour le RQC. L'équipe du ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) assure le soutien aux activités et au développement des compétences de ces registraires et documente les orientations et les normes du RQC pour assurer la qualité et la comparabilité des données transmises par les RLC.

Actions provinciales

Évolution du système d'information du RQC (SI-RQC)

- Le SI-RQC a été développé et est entretenu par la RAMQ. En plus de récupérer les données historiques du FiTQ, il intègre les normes du RQC. Son fonctionnement permet la réception, la validation et la production de données de qualité en automatisant le processus de jumelage des informations d'une même personne et d'une même tumeur provenant de plusieurs établissements et des autres sources du RQC;
- Les changements apportés aux normes internationales en 2018 doivent être intégrés aux algorithmes du SI du RQC. En 2019, afin d'accélérer les travaux de façon complémentaire à ceux de la RAMQ, le MSSS a mis en place le Projet SARDO qui, malgré le contexte de pandémie, s'est poursuivi en 2021-2022 pour permettre l'analyse et la réalisation de projets de démonstration de plusieurs composantes, notamment l'adaptation du module de SARDO synthèse pour assurer des fonctions de registre central et l'ajout de dépisteurs en pharmacie et en laboratoires. Tous ces éléments permettent de soutenir la prise de décision clinique, l'analyse de la performance dans les établissements et au MSSS, l'appui aux travaux des chercheurs et d'améliorer l'efficacité et la qualité des informations dans les RLC et au RQC.

Données du RQC

- Les données d'incidence du cancer au Québec jusqu'en 2017, produites par le système développé à la RAMQ sont disponibles dans un Tableau de bord des statistiques du RQC¹ sur le web pour les données de 1984 à 2017. Elles font l'objet de travaux pour leur diffusion à différents publics dont leur intégration :
 - Au Registre canadien du cancer;
 - À l'Infocentre de santé publique (INSPQ).
- Les données publiées sont le fruit d'un travail exhaustif de validation et de correction complexe qui a permis d'identifier des améliorations requises au système du RQC pour automatiser les corrections effectuées manuellement aux données de la période de transition (2011 et 2012). La complexité des algorithmes à développer et la nécessité d'en tester les résultats possibles requièrent du temps et une expertise spécialisée.
- Il est à noter que même si les données du RQC ne sont pas entièrement validées et disponibles pour publication élargie, certaines informations sont actuellement utilisées pour les travaux au MSSS - en contexte régulier ou en lien avec la COVID-19 -, pour répondre à des demandes en provenance du réseau et pour des projets de recherche ou d'études internationales.

Actions en cours et à venir

De nombreux travaux sont menés en parallèle par les équipes du MSSS, de la RAMQ et de SARDO et sollicitent les mêmes ressources :

- Adapter le SI-RQC aux nouvelles normes internationales applicables aux données de l'année 2018 et suivantes (stade, détermination des cancers primaires multiples). L'analyse des fonctions requises par le RQC et la complémentarité entre les environnements de SARDO et de la RAMQ sera finalisée au printemps;
- Compléter le jumelage des informations reçues au RQC depuis 2014 sur le stade du cancer au moment du diagnostic et sur les traitements initiaux;
- Poursuivre en continu la formation et le soutien aux RLC concernant l'ajout de nouvelles données à colliger chaque année.
- Faire évoluer le tableau de bord web du RQC pour y ajouter les années 2018 et suivantes et y ajouter de nouvelles informations sur l'incidence (taux normalisés, projections, recherche par stade) ainsi que des indicateurs sur la mortalité, la survie et la prévalence de la maladie.

Sommes investies

Les sommes investies sont prises à même les budgets de fonctionnement des équipes du RQC au MSSS et à la RAMQ ainsi que dans les établissements qui collaborent au RQC et qui colligent les données dans leur RLC. Le MSSS a investi 789 k\$ pour l'année 2021-2022 dans le projet SARDO provincial.

¹ <https://www.quebec.ca/sante/systeme-et-services-de-sante/organisation-des-services/donnees-systeme-sante-quebecois-services/donnees-cancer>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 235

État de situation sur la mise en place du programme de dépistage du cancer colorectal ainsi que les prévisions pour 2022-2023.

RÉPONSE NO 235

La réponse à cette question est fournie à la question n° 296 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 236

État de situation sur la mise en place d'un programme d'assurance qualité dans les laboratoires québécois.

RÉPONSE NO 236

La réponse à cette question est fournie à la question n° 297 des questions particulières du cahier du ministère de la Santé et des Services sociaux de l'Opposition officielle.

QUESTION NO 237

État de situation quant à l'implantation de la stratégie de dépistage contre le cancer colorectal.

.....

RÉPONSE NO 237

La réponse à cette question est fournie à la question n° 296 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 238

Nombre et pourcentage d'établissements qui maintiennent et bonifient l'accessibilité aux personnes recevant des soins palliatifs à domicile aux services de base, 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, ainsi que le panier de services suivant :

- a. un service téléphonique (avec mise à profit d'Info-Santé);
- b. les services médicaux;
- c. les services infirmiers;
- d. la couverture pharmaceutique avec trousse d'urgence;
- e. les services de répit et de dépannage;
- f. le matériel et les fournitures pour l'aide à domicile.

RÉPONSE NO 238

Cette réponse est fournie à la question n° 254 des questions particulières du cahier du ministère de la Santé et des Services sociaux de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 239

Coût total de la campagne de vaccination :

- a. publicité;
- b. location de salles;
- c. personnel infirmier;
- d. temps supplémentaire;
- e. cliniques de grippe;
- f. etc.

RÉPONSE NO 239

La réponse est fournie à la question n°117 des questions particulières de l'Opposition officielle.

QUESTION NO 240

Nombre de cliniques de grippe, par région et par établissement, et date de mise en place.

.....

RÉPONSE NO 240

Aucune clinique de grippe n'a été désignée par le ministère de la Santé et des Services sociaux en 2021-2022.

QUESTION NO 241

Nombre de personnes et pourcentage de personnes s’étant fait vacciner contre la grippe.

.....

RÉPONSE NO 241

La réponse a été fournie à la question n° 119 de l’Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 242

Nombre de médecins qui ont facturé pour une vaccination.

.....

RÉPONSE NO 242

La réponse à cette question est fournie par le ministère de la Santé et des Services sociaux à la question particulière n° 120 de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 243

Montant versé en honoraires aux médecins pour la vaccination.

.....

RÉPONSE NO 243

La réponse à cette question est fournie par le ministère de la Santé et des Services sociaux à la question particulière n° 121 de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION No 244

Nombre d'infirmières qui ont facturé pour une vaccination en 2021-2022

.....

RÉPONSE No 244

Aucune.

Note complémentaire: le personnel infirmier étant rémunéré à salaire, il ne peut pas facturer des vaccinations.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION No 245

Nombre de pharmaciens qui ont facturé pour une vaccination en 2021-2022.

.....

RÉPONSE No 245

D'avril 2021 jusqu'en janvier 2022, 4 820 pharmaciens ont facturé pour des vaccinations en pharmacie.

QUESTION NO 246

Nombre de pharmacies qui ont réservé des vaccins pour la grippe en 2021-2022.

.....

RÉPONSE NO 246

À la suite de l'adoption du projet de loi 31, le 17 mars 2020, les pharmaciens sont autorisés à administrer des vaccins. Pour leur clientèle qui est couverte par le Programme québécois d'immunisation (PQI), les vaccins sont fournis par le gouvernement et les pharmaciens peuvent les commander chez leurs grossistes. Pour leur clientèle qui n'est pas couverte par le PQI, les pharmaciens peuvent se procurer les vaccins auprès de leurs fournisseurs habituels en médicaments. Pour la campagne de vaccination grippale s'étant déroulée de novembre 2021 à janvier 2022, 1 492 pharmacies ont administré le vaccin.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 247

Liste des campagnes de sensibilisation et d'information concernant la vaccination en vue de la saison de la grippe, ainsi que la ventilation complète des montants octroyés pour ces campagnes en 2021-2022. Prévisions pour 2022-2023.

RÉPONSE NO 247

- Coûts ventilés de la campagne sur la vaccination contre la grippe :

Production : 8 465 \$

Placement média : 314 659 \$

Frais du Centre d'acquisitions gouvernementales : 2 077 \$

Honoraires de la firme de publicité : 12 300 \$

Frais de Cossette Communication inc. : 15 511 \$

Total : 353 011 \$

- Coûts ventilés de la campagne sur la vaccination contre le pneumocoque :

Placement média : 16 540 \$

Frais de Cossette Communication inc. : 682 \$

Total : 17 222 \$

-Les données 2022-2023 ne sont pas disponibles.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 248

Coût total de la campagne de vaccination en matière de :

- a. publicité;
- b. location de salles;
- c. personnel;
- d. temps supplémentaire;
- e. équipements;
- f. etc.

RÉPONSE NO 248

- a. publicité;

Le montant de 104 156 241 \$ * a été investi en placement publicitaire pour l'ensemble des sujets en lien avec la COVID-19.

La ventilation des montants liés aux activités de sensibilisation à la vaccination contre la COVID-19 ne sont pas disponibles.

La vaccination contre la COVID-19 fait partie intégrante des activités de communication en lien avec la pandémie de la COVID-19. Les publicités développées dans le cadre de cette grande campagne touchaient essentiellement les volets suivants :

- Vaccination contre la COVID-19 en générale ;
- Prise de rendez-vous et séquence d'ouverture de la vaccination ;
- Ouverture de la vaccination massive ;
- Début de la vaccination des 12-17 ans ;
- Vaccination de la deuxième dose ;
- Concours vaccinal : Gagner à être vacciné ;
- Passeport vaccinal ;
- Début de la vaccination des 5-11 ans ;
- Hésitation à la vaccination ;
- Ouvrir le dialogue ;
- Dose de rappel ;
- Vaccination des femmes enceintes.

À noter que les sommes concernant les honoraires d'agence de publicité et de frais de production de ces publicités sont assumées par le MCE. Toutefois, le montant associé à l'adaptation et production du matériel publicitaire pour les allophones a été faite par le MSSS et représente 805 \$ pour l'année 2021-2022. À noter également que certaines productions régionales ont été réalisées par les établissements.

- b. location de salles;
- c. personnel;
- d. temps supplémentaire;

Nous ne disposons pas d'information quant aux frais engagés par les établissements du réseau de la santé et des services sociaux pour l'organisation de la campagne de vaccination contre la Covid-19. L'information est détenue dans chacun des établissements.

- e. équipements;

Nous ne disposons pas d'information quant aux frais engagés par les établissements du réseau de la santé et des services sociaux pour l'organisation de la campagne de vaccination contre la Covid-19. L'information est détenue dans chacun des établissements.

*De ce montant s'ajoutent les frais d'administration du Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG) et de la firme de publicité Cossette Communication inc.

QUESTION NO 249

Nombre de centres de vaccination contre la COVID-19, par région et par établissement, et date de mise en place.

RÉPONSE NO 249

Les établissements débutent une phase de transition et réduisent ainsi le nombre de centres de vaccination de masse sur leur territoire. Une réévaluation hebdomadaire des besoins est effectuée et le nombre de sites de masse varie en fonction des analyses réalisées.

Les établissements continuent toutefois d’offrir un accès important au vaccin contre la COVID-19 malgré cette réduction des activités en centre de vaccination masse, notamment via la vaccination mobile dans différents milieux (notamment les écoles, les institutions d’enseignement supérieur, les résidences pour personnes âgées, les personnes en soin à domicile, les cliniques éphémères, et plusieurs autres initiatives pour rejoindre la population non vaccinée).

Par ailleurs, plusieurs sites satellites ont ouverts pour combler la diminution du nombre de centres de vaccination de masse. Ainsi, au début du mois d’avril, les informations partagées par les établissements présentaient plus de 300 sites actuellement en activité. Ces sites ont pour la plupart une capacité bien moindre que les sites de vaccination de masse, puisqu’il s’agit de site traditionnel, notamment des CLSC.

Pour information, le portrait ci-dessous est représentatif de la situation terrain au 6 avril 2021, soit au plus fort de la campagne de vaccination contre la COVID-19.

Établissement	Nombre de sites	Date de mise en place
01 – Bas-Saint-Laurent	8	Mars 2021
02 – Saguenay-Lac-Saint-Jean	6	Mars 2021
03 – Capitale-Nationale	8	Entre mars et avril 2021
04 – Mauricie et Centre-du-Québec	8	Entre janvier et avril 2021
05 – Estrie	9	Entre décembre 2020 et mars 2021
06 – Centre-Sud de l’Île	3	Mars 2021
06 – Est de l’Île	6	Entre mars et avril 2021
06 – Ouest de l’Île	7	Mars 2021
06 – Centre-Ouest de l’Île	4	Mars 2021
06 – Nord de l’Île	4	Mars 2021
06 – CUSM	2	Mars 2021
07 – Outaouais	6	Mars 2021
08 – Abitibi-Témiscamingue	7	Entre février et avril 2021
09 – Côte-Nord	8	Entre janvier et avril 2021
10 – Nord-du-Québec	6	Février 2021
11 – Gaspésie	13	Entre janvier et mars 2021
11 – Îles-de-la-Madeleine	3	Entre janvier et mars 2021
12 – Chaudière-Appalaches	11	Entre février et avril 2021
13 – Laval	3	Entre janvier et mars 2021

14 – Lanaudière*	3	Entre mars et avril 2021
15 – Laurentides	8	Entre février et mars 2021
16 – Montérégie-Centre	3	Entre janvier et avril 2021
16 – Montérégie-Est	9	Entre janvier et avril 2021
16 – Montérégie-Ouest	7	Entre janvier et avril 2021

*Lanaudière : 7 sites supplémentaires sous le format « mobile » afin de répondre ponctuellement à des besoins territoriaux.

QUESTION NO 250

Nombre de personnes s’étant fait vacciner contre la COVID-19, par tranche d’âge et par priorité de vaccination.

RÉPONSE NO 250

Parmi les résidents des communautés isolées ou éloignées du Québec, 45 281 individus sont adéquatement vaccinés contre la COVID-19 et 27 771 individus ont reçu au moins une dose de rappel.

Parmi les résidents des communautés autochtones du Québec, 35 670 individus sont adéquatement vaccinés contre la COVID-19 et 20 058 individus ont reçu au moins une dose de rappel.

Tableau 1 - Nombre d’individus adéquatement vaccinés contre la COVID-19^{1,2} ayant reçu une dose de rappel³ selon le groupe d’âge en date du 15 février 2022, Ensemble du Québec

Groupe d'âge	Adéquatement vaccinés	Dose de rappel
Moins de 5 ans	n.p.	n.p.
5 à 11 ans	n.p.	n.p.
12 à 17 ans	452 335	5 697
18 à 29 ans	1 004 575	352 025
30 à 39 ans	944 172	427 440
40 à 49 ans	984 608	557 081
50 à 59 ans	1 025 978	698 001
60 à 69 ans	1 097 720	916 762
70 ans et plus	1 168 187	1 059 710
Total	6 681 815	4 016 717

Tableau 2 - Nombre d’individus adéquatement vaccinés contre la COVID-19^{1,2} ayant reçu une dose de rappel³ selon la raison d’administration⁴ en date du 15 février 2022, Ensemble du Québec

Raison d'administration	Adéquatement vaccinés	Dose de rappel
Résident en CHSLD ⁵	36 579	31 256
Résident en RPA ⁶	123 108	113 032
Travailleur de la santé ⁷	325 650	217 204
Maladie chronique ⁸	2 383 604	1 864 255

Notes méthodologiques

Sources de données: MSSS, Registre de vaccination du Québec, actualisation découpage territorial version M34-2021. Infocentre (INSPQ), mise à jour du 16 février 2022 à 3:19.

La campagne de vaccination contre la COVID-19 au Québec a débuté le 14 décembre 2020.

Les données pour les communautés isolées et les communautés autochtones n’apparaissent pas distinctement dans le tableau 2 puisque les individus de ces communautés ne sont pas identifiés comme tels dans les raisons d’administration.

¹ Seules les personnes présentes au Registre de vaccination du Québec sont considérées dans les données des tableaux 1 et 2.

² Les individus ayant un antécédent de COVID-19 sont considérés comme adéquatement vaccinés avec une seule dose si leur vaccin a été administré au moins 21 jours après la date de prélèvement de leur test positif pour le SRAS-CoV-2.

³ Dose de rappel : Une dose de rang 3 ou plus reçue depuis le 12 octobre 2021 avec un intervalle minimum de 3 mois depuis l’administration de la dernière dose conférant le statut adéquatement vacciné. Le rang de la dose de rappel peut être également de rang 2 si la personne a reçu une dose unique du vaccin Janssen ou a eu la COVID-19 suivie d’une dose de vaccin.

⁴ Les individus qui ne correspondent pas aux définitions des raisons d’administration du tableau sont inclus dans une catégorie « Autres raisons » (ex. : population générale).

⁵ Nombre d’individus vaccinés dont l’adresse de résidence au registre de vaccination est celle d’un CHSLD ou dont le lieu de vaccination correspondant à un CHSLD et dont la raison d’administration est « Résident en CHSLD ».

⁶ Nombre d’individus vaccinés dont l’adresse de résidence au registre de vaccination est celle d’une RPA ou dont le lieu de vaccination correspond à une RPA et dont la raison d’administration est « Résident en RPA ».

⁷ Nombre d’individus vaccinés présents au registre de vaccination et qui sont inscrits sur la liste de paie des établissements du RSSS.

⁸ Nombre d’individus de 18 ans et plus présents au registre de vaccination et étant malades chroniques selon les 12 maladies inscrites au SISMACQ.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 251

Nombre de médecins qui ont facturé pour une vaccination contre la COVID-19 en 2021-2022

.....

RÉPONSE NO 251

En 2021-2022, 564 médecins omnipraticiens et 255 médecins spécialistes ont été rémunérés dans le cadre de la vaccination contre la COVID-19.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION No 252

Nombre d'infirmières qui ont facturé pour une vaccination contre la COVID-19 en 2021-2022.

.....

RÉPONSE No 252

Aucune.

Note complémentaire: le personnel infirmier étant rémunéré à salaire, il ne peut pas facturer des vaccinations.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION No 253

Nombre de pharmaciens qui ont facturé pour une vaccination contre la COVID-19 en 2021-2022.

.....

RÉPONSE No 253

D'avril 2021 jusqu'en janvier 2022, 4 549 pharmaciens ont facturé pour des vaccinations contre la COVID-19 en pharmacie.

QUESTION No 254

Liste des professionnels de la santé qui ont participé à la campagne de vaccination contre la COVID-19 en 2021-2022.

RÉPONSE No 254

Liste des étudiants et des professionnels autorisés à administrer un vaccin contre la COVID-19 :

- Professionnels réguliers pouvant administrer un vaccin :
 - médecin
 - inhalothérapeute
 - sage-femme
 - infirmière auxiliaire
 - pharmacien
 - infirmière (externe)
- Professionnels autorisés :
 - acupuncteur
 - audiologiste
 - audioprothésiste
 - chiropraticien
 - dentiste
 - denturologiste
 - diététiste ou nutritionniste
 - ergothérapeute
 - hygiéniste dentaire
 - médecin vétérinaire
 - opticien d'ordonnances
 - optométriste
 - orthophoniste
 - physiothérapeute
 - podiatre
 - technicien ambulancier
 - technologiste médical
 - technologue en électrophysiologie médicale
 - technologue en imagerie médicale
 - technologue en physiothérapie
 - technologue en prothèses et appareils dentaires
 - technologue en radio-oncologie
 - technologue en orthèse et prothèse orthopédique
 - chimiste
 - biochimiste
 - biochimiste clinique
- Étudiants autorisés dont la formation mène à la profession de :

- o médecin (1^{ère} année complétée)
 - o inhalothérapeute (3^e année)
 - o sage-femme (3^e et 4^e année)
 - o infirmière auxiliaire (compétence 1 à 9 complétée)
 - o pharmacien (3^e et 4^e année)
 - o technicien ambulancier (3^e année)
- Étudiants (inscrits au moins à la deuxième session de leur avant-dernière année d'études) autorisés dont la formation mène à la profession de :
 - o acupuncteur
 - o audiologiste
 - o audioprothésiste
 - o chiropraticien
 - o dentiste
 - o denturologiste
 - o diététiste ou nutritionniste
 - o ergothérapeute
 - o hygiéniste dentaire
 - o médecin vétérinaire
 - o opticien d'ordonnances
 - o optométriste
 - o orthophoniste
 - o physiothérapeute
 - o podiatre
 - o technologiste médical
 - o technologue en électrophysiologie médicale
 - o technologue en imagerie médicale
 - o technologue en physiothérapie
 - o technologue en prothèses et appareils dentaires
 - o technologue en radio-oncologie
 - o technologue en orthèse et prothèse orthopédique
 - o chimiste
 - o biochimiste
 - o biochimiste clinique
 - o infirmière (1^{ère} année complétée)
 - Non-professionnels autorisés :
 - o kinésiologue
 - o perfusionniste clinique
 - o technicien de laboratoire médical
 - o technicien en santé animale
 - o thanatopracteur
 - o thérapeute du sport
 - o étudiant inscrit au moins à la deuxième session de l'avant dernière année d'études en santé animale, thanatologie, kinésiologie ou en thérapie du sport.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 255

Liste des campagnes de sensibilisation et d'information concernant la vaccination contre la COVID-19, ainsi que la ventilation complète des montants octroyés pour ces campagnes en 2021-2022.

RÉPONSE NO 255

Le montant de 104 156 241 \$ * a été investi en placement publicitaire pour l'ensemble des sujets en lien avec la COVID-19.

La ventilation des montants liés aux activités de sensibilisation à la vaccination contre la COVID-19 seront disponibles dans la semaine du 11 avril 2022.

La vaccination contre la COVID-19 fait partie intégrante des activités de communication en lien avec la pandémie de la COVID-19. Les publicités développées dans le cadre de cette grande campagne touchaient essentiellement les volets suivants :

- Vaccination contre la COVID-19 en générale ;
- Prise de rendez-vous et séquence d'ouverture de la vaccination ;
- Ouverture de la vaccination massive ;
- Début de la vaccination des 12-17 ans ;
- Vaccination de la deuxième dose ;
- Concours vaccinal : Gagner à être vacciné ;
- Passeport vaccinal ;
- Début de la vaccination des 5-11 ans ;
- Hésitation à la vaccination ;
- Ouvrir le dialogue ;
- Dose de rappel ;
- Vaccination des femmes enceintes.

*De ce montant s'ajoute les frais d'administration du Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG) et de la firme de publicité Cossette Communication inc.

À noter que les sommes concernant les honoraires d'agence de publicité et de frais de production de ces publicités sont assumées par le MCE. Toutefois, le montant associé à l'adaptation et production du matériel publicitaire pour les allophones a été faite par le MSSS et représente 805\$ pour l'année 2021-2022. À noter également que certaines productions régionales ont été réalisées par les établissements.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 256

Pourcentage du personnel de la santé ayant reçu leurs 1re, 2e et 3e doses.

.....

RÉPONSE NO 256

La réponse est fournie à la question n° 495 de l'Opposition officielle.

QUESTION NO 257

Liste des mesures entreprises pour faciliter et sensibiliser la population à la vaccination contre la COVID-19.

RÉPONSE NO 257

Le montant de 104 156 241 \$ * a été investi en placement publicitaire pour l'ensemble des sujets en lien avec la COVID-19.

La vaccination contre la COVID-19 fait partie intégrante des activités de communication en lien avec la pandémie de la COVID-19. Les publicités développées dans le cadre de cette grande campagne touchaient essentiellement les volets suivants :

- Vaccination contre la COVID-19 en générale ;
- Prise de rendez-vous et séquence d'ouverture de la vaccination ;
- Ouverture de la vaccination massive ;
- Début de la vaccination des 12-17 ans ;
- Vaccination de la deuxième dose ;
- Concours vaccinal : Gagner à être vacciné ;
- Passeport vaccinal ;
- Début de la vaccination des 5-11 ans ;
- Hésitation à la vaccination ;
- Ouvrir le dialogue ;
- Dose de rappel ;
- Vaccination des femmes enceintes.

À noter que les sommes concernant les honoraires d'agence de publicité et de frais de production de ces publicités sont assumées par le MCE. Toutefois, le montant associé à l'adaptation et production du matériel publicitaire pour les allophones a été faite par le MSSS et représente 805 \$ pour l'année 2021-2022. À noter également que certaines productions régionales ont été réalisées par les établissements.

Deux feuillets de type « papillon » ont été distribués afin d'inviter un plus grand nombre de personnes à prendre rendez-vous pour la vaccination contre la COVID-19. Le premier feuillet était destiné aux personnes de 60 ans et plus. L'impression du document a représenté un investissement de 2 500 \$. Le deuxième feuillet était destiné à la population en général. Il a été distribué par le MTESS. Les frais de distribution étaient de 46 046,45 \$ alors que la production et l'impression du document étaient de 3 972,50 \$.

Un feuillet présentant les grandes questions et réponses sur la vaccination « On a tous de bonnes questions sur la vaccination » a été traduit et diffusé sur Québec.ca. Des frais de 14 690 \$ pour assurer la traduction en plus de 20 langues ont été engagés.

Deux feuillets (Vaccination des 12-17 ans et Vaccination des 5-11 ans) ont été réalisés pour les parents afin de fournir de l'information en vue d'un consentement éclairé à la vaccination contre la COVID-19. La traduction de ces feuillets a représenté une dépense de 5 903,94 \$.

De nombreuses infographies ont été produites, diffusées et traduites en anglais afin d'informer la population de l'évolution de la vaccination contre la COVID-19. Les frais de traduction pour ces outils ont représenté 1 719 \$.

Enfin, plusieurs pages Web ont été créées afin d'informer en temps et lieu la population sur la vaccination contre la COVID-19.

*De ce montant s'ajoutent les frais d'administration du Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG) et de la firme de publicité Cossette Communication inc.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 258

Plan d'immobilisation du ministère de la Santé et des Services sociaux, incluant les nouvelles initiatives et les enveloppes récurrentes pour 2021-2022 :

- a. immobilisation (maintien d'actifs, rénovations mineures dans le réseau, rénovations mineures dans les CHSLD, projets réguliers, projets spécifiques);
- b. mobilier et équipements;
- c. ressources informationnelles;
- d. recouvrement de dépenses capitalisables;
- e. projets de la FCI;
- f. etc.

RÉPONSE NO 258

La réponse à cette question est fournie à la question no 40 de l'Opposition officielle.

QUESTION NO 259

Détail des investissements effectués depuis dix ans dans le cadre du Plan québécois d’investissements (PQI) :

- a. par année;
- b. par rubrique (maintien d’actifs immobiliers, résorption du déficit d’entretien, amélioration ou remplacement, parachèvement);
- c. par programme (ministère);
- d. par projet.

RÉPONSE NO 259

Déboursés et allocations déclarés dans le cadre du PQI en millions de \$

	2020-2021	
	Allocation budgétaire	Déboursés réalisés
Maintien des actifs	298,9	222,3
Résorption du déficit d'entretien	93,9	96,3
Amélioration remplacement	712,9	610,1
TOTAL	1105,7	928,7
	Note 1	Note 1

Note 1 : Incluant les montants relatifs aux enveloppes des actifs informationnels.

QUESTION NO 260

Détail, par région, de la vétusté accumulée au 31 mars 2022 ainsi que la méthode de calcul qui sert à l'évaluer.

RÉPONSE NO 260

Cette réponse est disponible à la question no 43 de l'Opposition officielle.

Concernant la méthode de calcul, nous vous référons au *Guide d'élaboration et de mise en œuvre des cadres de gestion des infrastructures* du Secrétariat du Conseil du trésor, particulièrement aux sections 5.2.3 et 5.2.4.

Pour obtenir une version numérique : www.tresor.gouv.qc.ca.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 261

État de situation relativement aux chantiers en cours et annoncés sur le plan des établissements de santé, incluant les échéanciers, coûts prévus, dépassements de coûts, etc.

RÉPONSE NO 261

La réponse est fournie à la question n° 42 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 262

Liste des projets d'immobilisation à l'étude ou en cours, par établissement et par région.

.....

RÉPONSE NO 262

La réponse est fournie à la question n° 44 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 263

Liste des mesures et des sommes accordées pour améliorer la qualité de l'alimentation des aînés hébergés en CHSLD, chaque année depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2022-2023.

RÉPONSE NO 263

La réponse est fournie à la question n° 46 des questions particulières volet « Aînés » de l'opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 264

Coût des repas en CHSLD en 2021-2022.

RÉPONSE NO 264

La réponse est fournie en suivi à la question n° 74 des questions particulières du Deuxième groupe d'opposition, volume Secrétariat aux aînés.

QUESTION NO 265

Libellé de la norme édictant la fréquence des bains complets pour les résidents en CHSLD.

.....

RÉPONSE NO 265

C'est la responsabilité de l'établissement de veiller à répondre aux besoins spécifiques des personnes hébergées, lesquels sont identifiés à l'aide d'une évaluation effectuée à partir de l'outil standardisé et reconnu. À l'admission d'un résident en centre d'hébergement et de soins de longue durée (CHSLD), dans le cadre de son évaluation initiale, l'infirmière doit s'enquérir des habitudes et des préférences en matière de soins d'hygiène et planifier les soins en conséquence des besoins exprimés par le résident ou sa famille. Comme la condition générale du résident évolue dans le temps, les soins doivent se moduler en fonction de cette réalité. Ainsi, les routines de soins d'hygiène doivent être révisées périodiquement afin de répondre aux besoins actuels du résident.

Le 20 septembre 2017, le ministre de la Santé et des Services sociaux a annoncé un investissement additionnel de 36 M\$ pour améliorer les soins d'hygiène offerts dans les CHSLD publics et privés conventionnés, notamment pour l'offre d'un deuxième bain/douche à tous les résidents qui le désirent et dont les conditions particulières le permettent. Le choix de la modalité utilisée pour les soins d'hygiène est toujours effectué de façon à assurer un maximum de confort et de sécurité au résident. Il est important de souligner que quatre facteurs déterminent le choix de ce type de soins d'hygiène, soit les habitudes de vie antérieures de la personne, son niveau d'acceptation et d'autonomie, la sécurité, ainsi que sa situation clinique. Les équipes en place évalueront chaque situation afin d'offrir un choix personnalisé qui répond adéquatement aux besoins de la personne.

QUESTION NO 266

Nombre de CHSLD climatisés, par région, en 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023.

RÉPONSE NO 266

Climatisation et déshumidification :

La climatisation et la déshumidification sont des moyens pour atténuer les effets de la chaleur sur la clientèle des CHSLD. Lorsque les CHSLD ne sont pas entièrement climatisés, des zones refuges sont aménagées (salon, salle à manger, etc.) permettant un répit à l'exposition à la chaleur pour la clientèle et cela pour l'ensemble de la clientèle. De plus, lorsque le bâtiment le permet, il est offert aux résidents d'installer des climatiseurs de fenêtre (sans frais depuis l'été 2020).

Pour l'année 2021-2022

Dans le contexte de la pandémie, une opération visant l'augmentation de l'installation temporaire de moyens pour climatiser, déshumidifier et rafraîchir permettait également d'améliorer le confort du milieu de travail pour le personnel soignant pour lequel le port des équipements de protection individuelle était exigé.

Plusieurs travaux d'installations temporaires et permanentes ont été entrepris par les établissements. Des directives en ce sens ont été communiquées en mai 2021 afin de préparer les établissements et en assurer la prise en charge.

Comme la réalisation de ce plan comporte de nombreux ajouts d'installations temporaires, qui une fois la saison estivale passée sont retirées, nous ne sommes pas en mesure d'obtenir un portrait juste. Des travaux sont entrepris, qui s'étendront sur les trois prochaines années, de façon à munir les CHSLD d'une climatisation permanente dans les situations les plus exposées aux canicules saisonnières.

Les informations par région et les projections pour 2022-2023 ne sont pas disponibles.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 267

Sommes octroyées pour le soutien à domicile lié à la perte d'autonomie par année pour les cinq dernières années, ventilées par région, par établissement et par clientèle.

.....

RÉPONSE NO 267

La réponse à cette question est fournie à la question n° 159 des questions particulières du Deuxième groupe d'opposition.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 268

Budget de dépenses pour l'ensemble du gouvernement du Québec ainsi que par région, par personne, pour le soutien à domicile, par année depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2022-2023.

RÉPONSE NO 268

La réponse à cette question est fournie à la question n° 194 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 269

Répartition des personnes âgées de 65 ans et plus, selon leur région de résidence.

.....

RÉPONSE NO 269

La réponse est fournie à la question n° 196 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 270

Nombre d'aînés recevant des services selon le milieu de vie, en 2021-2022, ainsi que les prévisions pour 2022-2023.

.....

RÉPONSE NO 270

La réponse est fournie à la question n° 199 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 271

Prévisions de la population âgée de 65 ans et plus atteinte de démence, par région sociosanitaire.

RÉPONSE NO 271

La réponse à cette question est fournie à la question n° 200 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 272

Nombre de personnes de moins de 65 ans et de 65 ans et plus ayant recours au soutien à domicile, par région.

.....

RÉPONSE NO 272

La réponse est fournie à la question n° 201 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 273

Nombre de personnes en attente d'un service de soutien à domicile, par région.

RÉPONSE NO 273

La réponse est fournie à la question n° 202 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 274

Développement des services de soutien à domicile pour 2021-2022 et développement prévu pour 2022-2023, pour chaque région.

.....

RÉPONSE NO 274

La réponse est fournie à la question n° 203 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 275

Budgets accordés pour le soutien à domicile lié à la perte d'autonomie, excluant les crédits d'impôt, et montants réellement dépensés, chaque année depuis 2009-2010, ainsi que les prévisions pour 2022-2023:

- a. Par clientèle;
- b. Par région;
- c. Par CSSS;
- d. Au total;
- e. Listes d'attente par établissement.

RÉPONSE NO 275

La réponse à cette question est fournie à la question n° 204 des questions particulières de l'Opposition officielle.

QUESTION NO 276

Sommes investies dans le PEFSAD, les heures et services rendus ainsi que les montants alloués par entreprise, par région, en précisant le profil de la clientèle.

.....

RÉPONSE NO 276

La réponse est fournie à la question n° 205 des questions particulières de l’Opposition officielle.

QUESTION NO 277

État de situation quant aux investissements annuels supplémentaires dans le PEFSAD, prévus dans la politique *Vieillir et vivre ensemble*.

.....

RÉPONSE NO 277

Montants investis dans le Programme d'exonération financière pour les services d'aide domestique (PEFSAD) en 2020-2021

	2020-2021
Dépenses (M\$)	90,2

Les données 2021-2022 ne sont pas disponibles au moment de produire cette fiche.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 278

Budgets accordés pour chaque année depuis 2009-2010, ainsi que les prévisions pour 2022-2023, pour les services à domicile, excluant les crédits d'impôt.

.....

RÉPONSE NO 278

La réponse à cette question est fournie à la question n° 206 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 279

Sommes octroyées pour le soutien aux proches aidants en 2021-2022 et prévisions pour 2022-2023. Si l'information n'est pas disponible, préciser pourquoi.

RÉPONSE NO 279

La réponse à cette question est fournie à la question n° 207 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 280

Nombre de proches aidants ayant reçu un soutien en 2021-2022 et prévisions pour 2022-2023. Si l'information n'est pas disponible, préciser pourquoi.

.....

RÉPONSE NO 280

La réponse est fournie aux questions n° 108 des questions particulières du Deuxième groupe d'opposition.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 281

Nombre de proches aidants en attente de soutien, au 31 mars 2022.

.....

RÉPONSE NO 281

La réponse à cette question est fournie à la question n° 139 des questions particulières du Deuxième groupe d'opposition.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 282

Nombre de personnes de moins de 65 ans et de 65 ans et plus recevant des services dans une ressource intermédiaire, par région, pour chaque année depuis 2009-2010, ainsi que les prévisions pour 2022-2023.

RÉPONSE NO 282

La réponse à cette question est fournie à la question n° 201 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 283

Nombre de lits en ressource de type familial, par région, par établissement et par RLS, pour les cinq dernières années.

RÉPONSE NO 283

La réponse est fournie à la question n° 211 des questions particulières de l'Opposition officielle.

QUESTION NO 284

Nombre de lits de courte durée occupés par des personnes en attente d'un lit de longue durée, par région et par établissement, pour les cinq dernières années.

RÉPONSE NO 284

La réponse à cette question est fournie à la question n° 213 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 285

Nombre de lits disponibles en ressource intermédiaire pour les cinq dernières années, ainsi que les prévisions pour 2022-2023 :

- a. Par région;
- b. Par territoire de CISSS-CIUSSS;
- c. Au total.

RÉPONSE NO 285

La réponse est fournie à la question n° 214 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 286

Besoins en nombre de lits (courte durée, longue durée, en RI-RTF) pour chacune des régions, ainsi que le nombre de lits disponibles.

RÉPONSE NO 286

La réponse est fournie à la question n° 216 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 287

Nombre de lits en soins palliatifs par région sociosanitaire, par établissement et ratio (1 lit pour 10 000 habitants) par région sociosanitaire.

.....

RÉPONSE NO 287

Cette réponse est fournie à la question n° 173 des questions particulières du Deuxième groupe d'opposition, dans la partie d et e, concernant le nombre de lits.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 288

Développement de lits en soins palliatifs en 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023.

RÉPONSE NO 288

Cette réponse est fournie à la question n° 256 des questions particulières du cahier du ministère de la Santé et des Services sociaux de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 289

Sommes dédiées à la formation du personnel en soins palliatifs pour 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023.

RÉPONSE NO 289

Cette réponse est fournie à la question n° 258 des questions particulières du cahier du ministère de la Santé et des Services sociaux de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 290

Budgets alloués pour le développement de services en ressources intermédiaires pour 2021-2022 et 2022-2023 :

- a. Par région;
- b. Par CISSS-CIUSSS;
- c. Au total.

RÉPONSE NO 290

La réponse à cette question est fournie à la question n° 219 des questions particulières de l'Opposition officielle.

QUESTION No 291

Nombre de ressources intermédiaires et de ressources de type familial qui ont bénéficié, en 2021-2022, de la mesure de maintien temporaire de la rétribution. Nombre de RI et de RTF ayant vu la mesure de maintien coupée en 2021-2022.

RÉPONSE No 291

La mesure de maintien temporaire de la rétribution étant désuète, aucune ressource intermédiaire ou de type familial n'a pu en bénéficier depuis 2016-2017.

Notes complémentaires:

- La mesure de maintien temporaire de la rétribution est une modalité qui a initialement été prévue aux ententes collectives et nationales 2012-2015. Elle avait pour but de permettre aux ressources dont la rétribution résultant de l'application des nouvelles ententes était inférieure à ce qui prévalait auparavant, de maintenir ce niveau de rétribution, pour une période temporaire et définie à l'avance.
- Il était prévu que, pour toutes les ententes collectives assujetties à la *Loi sur la représentation des ressources de type familial et de certaines ressources intermédiaires et sur le régime de négociation d'une entente collective les concernant* (ci-après « LRR »), l'application de cette mesure soit rétroactive à compter du 1^{er} janvier 2012, jusqu'au 31 décembre 2015. Les ententes nationales, quant à elles, prévoyaient une application similaire, mais avec effet dégressif jusqu'au 31 mars 2017.
- Après l'échéance de l'ensemble des ententes au 31 mars 2015, le renouvellement des ententes assujetties à la LRR a fait en sorte de prolonger la date de terminaison de la mesure de maintien temporaire du 31 décembre 2015 jusqu'au 31 décembre 2016. La date de terminaison prévue aux ententes nationales du 31 mars 2017 n'a toutefois pas changé.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION No 292

Nombre de ressources intermédiaires et de ressources de type familial ayant fermé leurs portes depuis le 1er avril 2014

RÉPONSE No 292

La réponse à cette question est fournie à la question n° 221 des renseignements particuliers requis par l'Opposition officielle.

QUESTION No 293

Nombre de RI ayant été assujetties à l’Annexe III et à la modalité de maintien temporaire de la rétribution, suivant l’introduction de la Loi sur la représentation des ressources (LRR), du Règlement sur la classification des services offerts par une ressource et l’application des ententes collectives.

- a. De ce nombre initial, combien reste-t-il de RI toujours en opération ayant été assujetties à l’Annexe III et à la modalité de maintien temporaire de la rétribution?
- b. Quel est le nombre précis de fermetures en RI imputables à l’Annexe III et à la modalité de maintien temporaire de la rétribution?
- c. En raison de ces fermetures, combien d’usagers ont été délocalisés de leur milieu de vie?
- d. Quels sont les budgets globaux alloués annuellement et le nombre précis de places occupées en hébergement RTF-RI visées par la LRR?
- e. Quel est le coût moyen pour l’hébergement d’une personne en RI-RTF en 2021-2022?

RÉPONSE No 293

a-b-c:
Se référer, dans le même cahier, à la question n° 291 des questions particulières du Troisième groupe d’opposition.

d-e:

Année financière	Montant rétribution totale (milliers \$)	Équivalent annualisé du nombre de place	Moyenne annualisée des coûts par usager (\$)
2020-2021	733 738	21 591	33 984

Notes complémentaires:

- Les données complètes pour l’année financière 2021-2022 seront disponibles en mai 2022.
- Les ressources présentées sont celles qui sont assujetties à la *Loi sur la représentation des ressources de type familial et de certaines ressources intermédiaires et sur le régime de négociation d’une entente collective les concernant.*

QUESTION NO 294

Évolution des montants de l’allocation de dépenses personnelles pour les personnes hébergées en RI-RTF au cours des cinq dernières années et la justification des variations.
Prévisions pour 2022-2023.

RÉPONSE NO 294

Les montants d’allocation pour dépenses personnelles (ADP) des cinq dernières années sont les suivants.

Année	ADP
2018	215 \$
2019	245 \$
2020	260 \$
2021	273 \$
2022	290 \$

Avant le 1^{er} janvier 2019, les hausses de l’ADP étaient reliées à l’indexation annuelle prévue au Règlement d’application de la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris (chapitre S-5, r. 1). En cohérence avec les principes du Plan d’action gouvernemental pour l’inclusion économique et la participation sociale 2017-2023, l’ADP a été augmentée de 215 \$ à 245 \$ par mois en 2019. Toujours en cohérence avec le plan d’action, une hausse annuelle de 10 \$, en plus de l’indexation, fut appliquée au 1^{er} janvier 2020, 2021 et 2022.

Une hausse semblable est prévue au 1^{er} janvier 2023.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 295

Nombre de personnes de moins de 65 ans et de 65 ans et plus recevant des services dans un CHSLD, par région, en 2021-2022, ainsi que les prévisions pour 2022-2023 :

- a. Par région;
- b. Par territoire de CISSS-CIUSSS;
- c. Au total.

RÉPONSE NO 295

La réponse est fournie à la question n° 222 des questions particulières de l'Opposition officielle.

QUESTION NO 296

Nombre de personnes hébergées en CHLSD publics, privés conventionnés et non conventionnés, par région, par année, au cours des cinq dernières années.

RÉPONSE NO 296

Nombre d'usagers hébergés au 31 mars en CHSLD publics et privés conventionnés pour de l'hébergement selon la région sociosanitaire, Québec, 2020-2021	
	31 mars 2021
Région sociosanitaire	nb
(01) Bas-St-Laurent	895
(02) Saguenay-Lac-St-Jean	1160
(03) Capitale-Nationale	3155
(04) Mauricie-Centre-du-Québec	2408
(05) Estrie	2189
(06) Montréal	9863
(07) Outaouais	1238
(08) Abitibi-Témiscamingue	630
(09) Cote-Nord	392
(10) Nord-du-Québec	33
(11) Gaspésie Iles-de-la-Madeleine	520
(12) Chaudière Appalaches	1868
(13) Laval	1144
(14) Lanaudière	1543
(15) Laurentides	1855
(16) Montérégie	4279
(17) Nunavik	20
Ensemble du Québec	33192

Source : MSSS, Rapport statistique (formulaire AS-478)

- Notes :
- L'information pour 2021-2022 n'est pas encore disponible
 - Les données des installations privées non conventionnés ne sont pas conciliés par le formulaire AS-478

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 297

Nombre de personnes en attente d'une place en CHSLD au 31 mars 2022.

.....

RÉPONSE NO 297

Le nombre de personnes en attente d'une place en CHSLD est de 3 678 au 26 février 2022.

Les CHSLD sont de type public et privé (conventionné ou non conventionné (places achetées seulement)).
Source : Système d'information pour la coordination régionale des admissions (SICRA).
(Données du Mécanisme d'accès à l'hébergement (MAH) de chacune des régions)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d’opposition

QUESTION No 298

Statistiques concernant le nombre de travailleurs en soins par rapport au nombre de personnes par CHSLD, par région, en 2021-2022.

RÉPONSE No 298

En 2020-2021, le tableau ci-après présente le nombre de travailleurs en soins, en équivalents temps complet (ETC), dans les centres d’activité d’hébergement en CHSLD¹, par rapport au nombre d’usagers hébergés en CHSLD, par région²:

Région sociosanitaire	Nombre
01 - Bas-Saint-Laurent	1,17
02 - Saguenay - Lac-Saint-Jean	1,02
03 - Capitale-Nationale	0,98
04 - Mauricie et Centre-du-Québec	1,02
05 - Estrie	1,08
06 - Montréal	1,16
07 - Outaouais	1,05
08 - Abitibi-Témiscamingue	1,05
09 - Côte-Nord	1,10
10 - Nord-du-Québec	1,65
11 - Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	0,98
12 - Chaudière-Appalaches	1,04
13 - Laval	1,20
14 - Lanaudière	1,25
15 - Laurentides	1,03
16 - Montérégie	1,09
17 - Nunavik	1,18
Total	1,10

Note complémentaire: les données de 2021-2022 ne seront disponibles qu’à l’automne 2022.

¹ 6060 : Soins infirmiers aux personnes en perte d'autonomie.
6160 : Soins d’assistance aux personnes en perte d'autonomie.
6270 à 6273 : Unités d’hébergement et de soins de longue durée aux personnes en perte d'autonomie avec diagnostic psychiatrique.
² En fonction du nombre de personnes au 31 mars 2020, selon les rapports statistiques des établissements.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 299

Pour 2021-2022, indiquer, par région, les projets relatifs à :

- a. l'ouverture de nouveaux CHSLD;
- b. la fermeture de CHSLD;
- c. la transformation de CHSLD.

RÉPONSE NO 299

La réponse à cette question est fournie à la question n° 224 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 300

Au 31 mars 2021, par région, par territoire de CISSS-CIUSSS, fournir :

- a. le nombre de CHSLD;
- b. le nombre de lits;
- c. le nombre de personnes en attente d'une place en CHSLD au 31 mars 2022;
- d. le délai moyen pour obtenir une place en CHSLD;
- e. le nombre de places occupées;
- f. le nombre de places vacantes
- g. le portrait de la clientèle hébergée en CHSLD.

RÉPONSE NO 300

La réponse est fournie à la question n° 144 des questions particulières du Deuxième groupe d'opposition.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 301

Le nombre de places en CHSLD fermées en 2021-2022.

RÉPONSE NO 301

La réponse à cette question est fournie à la question n° 226 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d’opposition

QUESTION NO 302

Liste de tous les projets immobiliers prévus dans les CHSLD pour 2021-2022 et en 2022-2023, par région.

RÉPONSE NO 302

01 – Bas-Saint-Laurent
Maison des aînés – Rimouski
Maison des aînés – Rivière-du-Loup
CHSLD de Chauffailles
02 – Saguenay – Lac-Saint-Jean
Maison des aînés – Alma
Maison des aînés – Saguenay
Maison des aînés – Roberval
03 – Capitale-Nationale
Maison des aînés – Portneuf
Maison des aînés – Québec secteur Sainte-Foy
Maison des aînés – Québec secteur Lebourgneuf
Maison des aînés – Charlevoix (Saint-Hilarion)
Nouvelle installation pour le Centre d’hébergement Saint-Augustin
04 – Mauricie et Centre-du-Québec
Maison des aînés – Trois-Rivières
Maison des aînés – Arthabaska-et-de-l’Érable
Maison des aînés – Drummondville
Réaménagement des espaces communs et publics du Centre d’hébergement du Roseau
05 – Estrie
Maison des aînés – Magog
Maison des aînés – Sherbrooke
Maison des aînés – Granby
Maison des aînés – Coaticook
Nouveau centre d’hébergement et de soins de longue durée (CHSLD) à Lac-Mégantic
Mise aux normes et améliorations techniques et fonctionnelles au CHSLD Horace-Boivin à Waterloo
Ajout de lits au CHSLD de Memphrémagog
Aménagement et mise aux normes d’une unité de vie au CHSLD de Bedford
06 – Montréal
Maison des aînés de Dorval – Ouest de Montréal
Maison des aînés de Rivière-des-Prairies – Nord de Montréal
Aménagement d’une maison de naissance au CHSLD Louvain au Nord-de-l’Île-de-Montréal
Agrandissement du Centre d’hébergement Henri-Bradet
Rénovation fonctionnelle des unités de vie du Centre d’hébergement Notre-Dame-de-La-Merci
Nouvelles installations pour trois CHSLD dans l’Est-de-l’Île-de-Montréal (CHSLD Jeanne-Le Ber, Nicolet et Victor-Benjamin-Rousselot)
Aménagement d’une unité de soins palliatifs au CHSLD de Saint-Michel dans l’Est-de-l’Île-de-Montréal
Nouvelles installations pour quatre CHSLD dans l’Ouest-de-l’Île-de-Montréal (DenisBenjamin-Viger, unité d’hébergement de l’Hôpital de LaSalle, site de soins prolongés Grace Dart et Centre d’hébergement de Dorval)

07 – Outaouais
Maison des aînés – Est de Gatineau
Maison des aînés – Gatineau
Relocalisation des lits de soins de longue durée de l’Hôpital de Papineau dans un agrandissement du Centre d’hébergement de Vallée-de-la-Lièvre
Maison des aînés en remplacement du CHSLD de Maniwaki
Ajout de lits au Centre d’hébergement des Collines
08 – Abitibi-Témiscamingue
Maison des aînés – Rouyn-Noranda
Maison des aînés – Val-d'Or
Maison des aînés en remplacement du CHSLD Macamic
Maison des aînés en remplacement du CHSLD Palmarolle
09 – Côte-Nord
Maison des aînés – Baie-Comeau
Maison des aînés - Havre-Saint-Pierre
11 – Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine
Maison des aînés – Rivière-au-Renard
Maison des aînés – Îles-de-la-Madeleine
Agrandissement de la Villa Pabos
Regroupement des lits de longue durée au Centre d’hébergement Mgr-Ross de Gaspé
12 – Chaudière-Appalaches
Maison des aînés – Lévis Ouest
Maison des aînés – Black Lake
Maison des aînés – Saint-Martin-de-Beauce
Maison des aînés de Montmagny (remplacement des 66 lits du Foyer d’Youville, relocalisation de 10 lits de longue durée de l’Hôpital de Montmagny, transfert de 6 lits du Centre d’hébergement de Saint-Fabien-de-Panet et développement de 14 places)
13 – Laval
Maison des aînés – Laval secteur Chomedey 1
Maison des aînés – Laval secteur Chomedey 2 (Sainte-Rose)
14 – Lanaudière
Maison des aînés – Mascouche
Maison des aînés – L’Assomption
Maison des aînés – Repentigny
Maison des aînés de Sainte-Élisabeth
Nouvelles installations pour deux CHSLD dans Lanaudière (Centres d’hébergement Parphilia-Ferland et Saint-Eusèbe)
15 – Laurentides
Maison des aînés – Mirabel-Centre
Maison des aînés – Blainville
Maison des aînés – Labelle
Maison des aînés – Sainte-Anne-des-Plaines
Maison des aînés – Prévost
Maison des aînés – Sainte-Agathe-des Monts
Aménagement d’une unité de soins prothétique au CHSLD Mont-Tremblant
Nouvelle maison des aînés à Lachute pour la relocalisation des résidents du Centre multiservices de santé et de services sociaux d'Argenteuil
16 – Montérégie
Maison des aînés – Carignan
Maison des aînés - Saint-Jean-sur-Richelieu
Maison des aînés – Châteauguay
Maison des aînés – Salaberry-de-Valleyfield
Maison des aînés – Longueuil
Maison des aînés – Saint-Amable
Maison des aînés – Beloeil
CHSLD Georges-Phaneuf
Centre d’accueil Marcelle-Ferron
Création d’une unité régionale pour répondre aux besoins particuliers de la clientèle 18-35 ans ayant une déficience au CHSLD Cécile-Godin
17 – Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunanvik
Maison des aînés – Kuujjuaq
Maison des aînés – Puvirnituq
18 – Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunanvik
Maison des aînés – Chisasibi
Maison des aînés – Mistissini
Maison des aînés – Waskaganish

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 303

Au 31 mars 2022, par région et au total :

- a. nombre de nouveaux CHSLD;
- b. nombre de nouvelles places;
- c. prévisions pour 2022-2023 :
 - i. ouverture de nouveaux CHSLD;
 - ii. fermeture et/ou transformation de CHSLD.
- d. étapes de réalisation pour chacun des projets.

RÉPONSE NO 303

La réponse à cette question est fournie à la question n° 227 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 304

Liste des visites d'appréciation et des rapports de visite des installations de CHSLD et de ressources intermédiaires pour aînés en 2021-2022, et planification des visites prévues pour 2022-2023.

.....

RÉPONSE NO 304

La réponse est fournie à la question n° 228 des questions particulières de l'Opposition officielle.

QUESTION NO 305

Au cours des cinq dernières années : nombre d'installations visitées (CHSLD), nombre d'installations ayant déposé un plan de correctifs, nombre d'installations ayant complété à 100 % les correctifs identifiés lors des visites, nombre d'installations ayant reçu une note inférieure et supérieure à 70 %.

RÉPONSE NO 305

Nombre d'installations visitées et ayant déposé leur plan d'amélioration (plan de correctifs)

En mars 2012, le ministre de la Santé et des Services sociaux de l'époque a annoncé des mesures visant à intensifier le processus des visites d'évaluation de la qualité, notamment en effectuant les visites d'évaluation dans tous les CHSLD.

Ainsi, un premier cycle de visites a été réalisé entre le 1^{er} avril 2013 et le 31 mars 2015, période durant laquelle tous les CHSLD ont été visités et ont produit un plan d'amélioration.

Un deuxième cycle de visites d'évaluation a été réalisé entre le 1^{er} avril 2015 et le 31 mars 2018. Dans le cadre de ce cycle, 412 CHSLD ont de nouveau été visités et ont produit un plan d'amélioration suite à la visite.

Le troisième cycle de visites ministérielles a débuté le 1^{er} avril 2018 et devait se terminer le 31 mars 2021. Toutefois, dans le contexte où les mesures sanitaires en vigueur ont suspendu les visites ministérielles entre mars 2020 et septembre 2021, celui-ci est prolongé d'une année afin de pouvoir évaluer l'ensemble des CHSLD.

Du 1^{er} avril 2018 au 31 décembre 2021, 332 CHSLD ont été visités. De ce nombre, 276 ont produit leur plan d'amélioration. Les délais dans la réception des plans est un impact de la pandémie qui a mobilisé les ressources des établissements vers la gestion de la crise sanitaire. Un mécanisme de suivi est en place pour s'assurer que les plans d'amélioration soient produits par tous les établissements concernés.

Suite à une visite, l'établissement ne reçoit pas un résultat en pourcentage mais plutôt un rapport contenant, le cas échéant, des recommandations pour lesquelles il doit réaliser un plan d'amélioration. Les rapports d'évaluation ainsi que les plans d'amélioration sont disponibles sur le site Internet du ministère de la Santé et des Services sociaux à l'adresse suivante : <http://www.msss.gouv.qc.ca/reseau/visites-evaluation/>.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 306

Sommes allouées au maintien d'actifs dans les CHSLD, par région, en 2021-2022, et prévisions pour 2022-2023.

RÉPONSE NO 306

Cette réponse est disponible, à la question no 230 de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 307

État d'avancement des travaux (état de situation) pour chacun des projets de construction de CHSLD en mode PPP.

RÉPONSE NO 307

Les CHSLD en mode PPP sont tous en opération (voir la liste ci-dessous). Il n'y a pas de nouveaux projets de CHSLD en mode PPP.

- CHSLD de Saint-Lambert-sur-le-Golf
- CHSLD de Sainte-Catherine
- CHSLD de Laval
- CHSLD de Granby
- CHSLD de Saint-Jean-sur-Richelieu

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières par le Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 308

Tout rapport ou document et toute étude présentant le bilan de la saison d'influenza pour l'année 2021-2022 ainsi que pour les cinq années précédentes.

RÉPONSE NO 308

En absence de saison grippale au Québec en 2021-2022, aucun bilan de la saison grippale n'a été publié par le ministère de la Santé et des Services sociaux cette année, tout comme en 2020-2021.

L'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ) publie, à chaque semaine, les résultats de la recherche de virus respiratoires dans les laboratoires hospitaliers participant au réseau sentinelle provincial reçus par le Laboratoire de santé publique du Québec (LSPQ). Ces données sont disponibles à l'adresse suivante :

Pour l'année 2021-2022, la recherche de virus respiratoires dans les laboratoires hospitaliers participant au réseau sentinelle provincial a détecté un total de 66 cas d'influenza (53 cas d'influenza A, 13 cas d'influenza B). Tout au long de la saison, quelques cas sporadiques de l'influenza ont été observés, avec un maximum de 20 cas détectés à la troisième semaine de décembre (CDC-51). Néanmoins, l'activité grippale est demeurée à un niveau nul tout au long de la saison.

Les bilans des saisons grippales des cinq dernières années précédant 2019-2020 sont disponibles dans les derniers numéros de chaque volume du bulletin Flash Grippe à l'adresse suivante : <http://publications.msss.gouv.qc.ca/msss/sujets/flash-grippe>.

Bien que la saison grippale 2021-2022 (1^{er} octobre 2021 au 30 septembre 2022) ne soit pas terminée et que des personnes pourraient encore recevoir le vaccin, les données cumulées au 15 février 2022 représentent la majorité des vaccins administrés pour la saison.

Selon les données saisies au Registre de vaccination, un peu plus de 1 477 300 doses du vaccin contre l'influenza ont été administrées et près de 1 470 000 individus ont reçu au moins une dose du vaccin au cours de la saison 2021-2022. Parmi les groupes visés par le programme de vaccination, environ 263 100 malades chroniques¹ âgés de 6 mois à 74 ans, 7 600 femmes enceintes² et 34 000 résidents en centres d'hébergement de soins de longue durée (CHSLD)³ ont reçu au moins une dose de vaccin contre l'influenza. Cela représente une couverture vaccinale (CV) globale pour la population de 6 mois et plus de 17 %. Selon les groupes visés, la CV se situait autour de 12 % chez les malades chroniques de 6 mois à 74 ans, 11 % chez les femmes enceintes, 60% pour les personnes de 75 ans et plus et 78% pour les résidents en CHSLD (CV établie sur le nombre de résidents vs 43 % si établie sur le nombre de lits au permis).

Tableau 1 – Couverture vaccinale au moins une dose contre l’influenza selon la raison d’administration et l’année de vaccination, Ensemble du Québec

Année	Couverture vaccinale (%)			
	Femme enceinte	Résident en CHSLD	Maladie chronique ⁴	75 ans et +
2021-2022	11,4	77,9	11,9	59,6
2020-2021	19,3	62,1	16,0	58,1
2019-2020	17,4	56,5	12,0	46,8
2018-2019	.	43,7	7,6	35,5

Notes méthodologiques

Source de données: Registre de vaccination du Québec, INSPQ, 16 février 2022.

La couverture vaccinale est calculée parmi les personnes présentes au Registre de vaccination du Québec. Ces données peuvent ne pas correspondre à la réalité puisque certaines informations peuvent ne pas avoir été saisies au registre de vaccination (ex: clinique privée). De plus, les données peuvent sous-estimer la couverture vaccinale en raison du délai de saisie des vaccins administrés.

¹Nombre d’individus présents au registre de vaccination et étant malades chroniques selon les 12 maladies inscrites au SISMACQ.

²Nombre estimé de femmes enceintes correspond au nombre estimé de naissances vivantes et de mortinaissances au cours de la période du 1er novembre au 31 juillet. Cette estimation a été réalisée à l’aide des données des fichiers provisoires du registre des évènements démographiques de l’année 2018. Ces données excluent entre autres des évènements de résidents québécois en Ontario et au Manitoba qui représentent environ 2% de l’ensemble des naissances au Québec.

³Nombre d’individus vaccinés dont l’adresse de résidence au registre de vaccination est celle d’un CHSLD ou dont le lieu de vaccination correspondant à un CHSLD et dont la raison d’administration est « Résident en CHSLD ».

⁴ Individus de 6 mois à 74 ans.

QUESTION NO 309

Nombre de résidences privées pour aînés, par région et au total, et nombre de lits dans chacune.

.....

RÉPONSE NO 309

La réponse à cette question est fournie à la question n° 231 des questions particulières de l'Opposition officielle.

QUESTION NO 310

Nombre de résidences privées pour aînés ayant obtenu leur certification par rapport au nombre total de résidences inscrites au registre des résidences pour personnes âgées, et ce, par région.

.....

RÉPONSE NO 310

La réponse est fournie à la question n° 232 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 311

Nombre de résidences ayant perdu leur certification en 2021-2022, demandé leur retrait ou n'ayant pas fait de demande de renouvellement.

RÉPONSE NO 311

La réponse est fournie à la question n° 233 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 312

État de situation à propos des résidences privées pour aînés qui n'ont pas encore reçu leur certification.

RÉPONSE NO 312

La réponse est fournie à la question n° 234 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 313

Plan de services intégrés pour les personnes âgées : état de situation par catégorie d'action, travaux effectués, mesures mises en place et dépenses engagées en 2021-2022, ainsi que les prévisions pour 2022-2023.

RÉPONSE NO 313

La réponse est fournie à la question n° 235 des questions particulières de l'Opposition officielle.

QUESTION NO 314

Nombre et proportion des RPA munies de gicleurs (en totalité et en partie).

RÉPONSE NO 314

La réponse est fournie à la question n° 236 des questions particulières de l'Opposition officielle.

QUESTION NO 315

Nombre et proportion des CHSLD munis de gicleurs (en totalité et en partie).

.....

RÉPONSE NO 315

La réponse est fournie à la question no 218 des questions particulières de l’Opposition officielle.

QUESTION NO 316

Nombre et proportion des RI munies de gicleurs (en totalité et en partie).

.....

RÉPONSE NO 316

La réponse est fournie à la question n° 238 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 317

Sommes octroyées aux résidences, aux CHSLD et aux RI-RTF pour l'installation de gicleurs en 2021-2022, et prévisions pour 2022-2023.

RÉPONSE NO 317

Les informations ne sont pas disponibles pour les CHSLD et les RI-RTF.

Concernant les résidences privées pour aînés (RPA), la réponse se trouve à la question n° 107 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 318

Détail du programme d'aide financière pour les gicleurs dans les résidences privées pour aînés.
Bilan.

RÉPONSE NO 318

La réponse à cette question est fournie à la réponse n° 107 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 319

Coût moyen estimé par jour :

- a. d'un lit en CHSLD;
- b. d'un lit de courte durée;
- c. d'un lit en ressource intermédiaire;
- d. d'un lit en ressource de type familial;
- e. d'un lit en centre de réadaptation;
- f. d'un bloc opératoire, par heure.

RÉPONSE NO 319

La réponse à cette question est fournie à la question n° 241 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 320

Nombre d'hospitalisations de courte durée chez les personnes âgées en 2019-2020, en 2020-2021 et en 2021-2022 sur la base de diagnostics principaux et secondaires.

RÉPONSE NO 320

La réponse à cette question est fournie à la question n° 242 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 321

Nombre de lits de courte durée occupés par des personnes de 65 ans et plus en attente d'un lit de longue durée :

- a. Par région;
- b. Par établissement;
- c. Au total.

.....

RÉPONSE NO 321

La réponse à cette question est fournie à la question n° 213 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 322

Répartition des sommes allouées au programme « Perte d'autonomie liée au vieillissement » depuis 2018.

.....

RÉPONSE NO 322

La réponse à cette question est fournie à la question n° 244 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 323

Organismes communautaires soutenus dans les catégories du Programme-service « Perte d'autonomie liée au vieillissement » (PALV) au cours des cinq dernières années.

RÉPONSE NO 323

La réponse à cette question est fournie à la question n° 245 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 324

Pour le Programme d'allocation directe – chèque emploi-service :

- a. ventilation détaillée du budget pour les trois dernières années, par région et par établissement;
- b. nombre de demandes reçues au cours des trois dernières années et le total au 31 mars 2022;
- c. nombre de bénéficiaires du programme au cours des trois dernières années et le total au 31 mars 2022;
- d. montant octroyé en moyenne pour chaque heure de service, par région;
- e. nombre d'heures de services payées, par région.

RÉPONSE NO 324

La réponse est fournie à la question n° 90 des questions particulières, volet « Aînés » de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 325

Tout document, échange ou toute étude datant des trois dernières années et concernant la mise en place du projet d'Assistance personnelle pour les personnes handicapées de 65 ans et moins.

.....

RÉPONSE NO 325

Cette question ne semble pas pertinente dans le cadre de l'exercice de l'étude des crédits.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 326

Montants facturés aux usagers des centres de jour pour le transport et les repas, en 2021-2022, ventilés par région.

RÉPONSE NO 326

La réponse à cette question est fournie à la question n° 324 des questions particulières de l'Opposition officielle.

QUESTION NO 327

Bilan de la tournée en 2019 de la députée de Prévost concernant les CHSLD et les soins aux aînés, et les suivis qui ont été faits.

.....

RÉPONSE NO 327

La Politique d'hébergement et de soins et services de longue durée – Des milieux de vie qui nous ressemblent (Politique d'hébergement), publiée le 15 avril 2021 est un suivi majeur de la tournée. Elle énonce une vision, des principes directeurs et des orientations qui placent la personne hébergée au cœur de ses préoccupations. Avec l'annonce de la Politique d'hébergement, il était prévu qu'en découlent des actions concrètes pour actualiser ces fondements.

Le Plan d'action pour l'hébergement de longue durée 2021-2026 – Pour le mieux-être des personnes hébergées (Plan d'action) énonce des actions à mettre en œuvre au cours des prochaines années dans l'ensemble des milieux d'hébergement de longue durée, soit les centres d'hébergement et de soins de longue durée, les ressources intermédiaires et de type familial, ainsi que les maisons des aînés et maisons alternatives.

L'objectif premier du Plan d'action est d'assurer le mieux-être de la personne hébergée, celle-ci étant au cœur de la démarche. Pour ce faire, diverses actions qui seront mises en œuvre au cours des cinq prochaines années amèneront plusieurs changements dont :

- une réponse mieux adaptée aux besoins spécifiques des personnes hébergées;
- un réel partenariat entre la personne hébergée, ses proches et les prestataires de services;
- une organisation du travail qui optimise les compétences de chacun et favorise l'interdisciplinarité;
- des milieux de vie et de soins personnalisés et adaptés;
- des milieux d'hébergement intégrés au sein d'une communauté engagée.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 328

Tout rapport de la vérificatrice générale concernant la COVID-19.

RÉPONSE NO 328

En mars 2021, la Vérificatrice générale du Québec a publié le « Rapport du Vérificateur général du Québec à l'Assemblée nationale du Québec pour l'année 2020-2021, mars 2021 » dont le chapitre 3 s'intitule « Pandémie de COVID-19 : stratégie d'audit ».

Le rapport est disponible au : <https://www.vgq.qc.ca/fr/publication/169>.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 329

Tout rapport concernant la nationalisation des CHSLD privés en CHSLD publics.

RÉPONSE NO 329

Des travaux sont en cours sur l'harmonisation des CHSLD publics et privés qui vise à répondre aux besoins des usagers hébergés avec une même qualité des soins et services et aux mêmes conditions de travail du personnel qui y œuvre partout au Québec.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 330

Tout rapport concernant la transformation des CHSLD privés non conventionnés en CHSLD privés conventionnés ou en CHSLD publics.

RÉPONSE NO 330

Le gouvernement du Québec annonçait, dans la foulée de la pandémie de COVID-19, l'orientation à l'effet d'harmoniser l'offre de service en centres d'hébergement et de soins de longue durée (CHSLD) incluant les établissements des CHSLD privés non conventionnés (EPNC) du Québec. L'objectif du projet est à la fois de s'assurer que les personnes hébergées en CHSLD aient accès à des soins et services de qualité dans un environnement sécuritaire, indépendamment du milieu où ils résident, et de favoriser l'attraction et la rétention de personnel qualifié dans ces milieux de vie.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 331

Tout rapport concernant le CHSLD Herron réalisé depuis les 5 dernières années.

.....

RÉPONSE NO 331

Il n'y a pas eu de rapport concernant ce CHSLD en 2021-2022 étant donné que le CHSLD Herron est fermé depuis le 14 novembre 2020.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 332

Tout rapport concernant la Résidence Liverpool réalisé depuis les 5 dernières années.

RÉPONSE NO 332

Les enquêtes concernant les événements qui se sont déroulés au Manoir Liverpool au cours de la première vague de COVID-19 ont été complétées en 2020-2021.

Un rapport d'inspection, produit en 2021-2022, se trouve en pièce jointe du dossier.

Recherche d'un lieu
Liste des lieux trouvés (5)
Interventions (lieu : 12-09-050534)
Intervention réelle (238430)
Intervention réelle

Consultation d'une intervention réelle

Résidence pour aînés

12-09-050534
MANOIR LIVERPOOL
450, CHEMIN DE ST-ROMUALD, Lévis

Exploitants

Nom	Adresse
MANOIR NEW LIVERPOOL INC.	99, MONSEIGNEUR-BOURGET, Lévis

Informations générales

Date : 2022-01-27 Type d'intervention : VISITE DE VIGIE PCI Origine Intervention : ALEATOIRE Suivi : Non	Heure de début : 13:00 Sous-lieu de l'intervention : RÉSIDENCE POUR AÎNÉS Détails : Catégorie : 0 - RPA
---	--

Inspecteurs :Yvon, Stéphanie (En charge)

Personnes rencontrées

Nom	Prénom	Titre
HEBERT	RENE	DIRECTEUR PAR INTERIM

Chapîtres, articles et non-conformités concernés par l'intervention réelle

Article - Objet	État	Avis ou Recommandations	Faits marquants observés
VISITES VIGIE PCI - VISITES VIGIE PCI			
2 - Formation d'hygiène des mains et pratique de base	Non conforme	Aucun suivi	
Non-conformités			
- Absence de registre de formation - Employé(s) non formé(s)			
3 - Formation sur la désinfection	Non conforme	Aucun suivi	
Non-conformités			
- Absence de registre			
4 - Présence de l'équipements de protection individuelle nécessaire	Conforme		

Pièces jointes

Nom du fichier	Type
Saint-Antoine .pdf	.pdf

Commentaires**Résumé de l'inspection****Nombre d'articles vérifiés : 3****Conformités****Nombre de conformités : 1**

Nombre de recommandations : 0

Non vérifiés**Nombre de non vérifiés : 0****Non-conformités****Nombre de non-conformités : 2**

Nombre d'avis verbaux : 0

Nombre d'avis administratifs : 0

Nombre d'avis de non-respect : 0

Nombre de constats d'infraction : 0

Nombre de rapports d'infraction généraux : 0

Nombre qui n'ont aucun suivi : 2

Preuves insuffisantes**Nombre de preuves insuffisantes : 0**

Nombre de recommandations : 0

Constats d'infraction

Aucun constat d'infraction trouvé.

Historique

Date	Nom	Prénom	Rôle	Action
2022-01-27 15:56:50	Yvon	Stéphanie	K20-Inspecteur	Mise à jour
2022-01-27 15:53:05	Yvon	Stéphanie	K20-Inspecteur	Création

QUESTION NO 333

Nombre et pourcentage d’aînés vaccinés contre la COVID-19 à domicile, par région et par groupe d’âge.

RÉPONSE NO 333

La réponse à cette question est fournie à la question n° 120 Aînés des questions particulières de l’Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 334

Nombre d'inspections réalisées dans les RPA, les CHSLD et les autres résidences pour aînés ou offrant des soins, ventilé par milieu.

.....

RÉPONSE NO 334

RPA

Du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022, 781 visites d'inspection réalisées par les inspecteurs ministériels des directions de l'inspection et des enquêtes. À noter que 503 visites sont des visites de vigie (vérification des mesures sanitaires en place et PCI) en lien avec la COVID-19. Il y a donc 278 visites effectuées dans le cadre des activités régulières des directions de l'inspection et des enquêtes.

Des 503 visites de vigie effectuées, certaines (10) sont des visites complètes et les autres visites (493) effectuées en janvier et février 2022 sont des visites plus courtes. Les deux types de visites étaient effectuées en collaboration avec la DPCI (programme ministériel de vigie PCI)

CHSLD

Dans le contexte du respect des mesures de gestion et de contrôle de la pandémie à la COVID-19 qui sont en vigueur depuis mars 2020, les visites ministérielles d'évaluation de la qualité des milieux de vie ont dû être suspendues pour toute la 3^e année du présent cycle d'évaluation.

Une présence dans les CHSLD a toutefois été maintenue par la réalisation de 572 visites de vigie, dans les CHSLD de la province, sous l'angle du milieu de vie adéquat pour les résidents entre avril 2021 et septembre 2021 pour reprendre de janvier à mars 2022. Entre septembre et décembre 2021, la reprise du Cycle 3 des visites d'évaluation de la qualité des milieux de vie a permis de visiter 62 installations.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d’opposition

QUESTION NO 335

Ventilation de l’utilisation de l’investissement de 133 M\$ annoncé le 30 mars 2020 pour mieux organiser les CHSLD lors de la pandémie :

- a. Mesures mises en place;
- b. Équipement de protection individuelle acheté;
- c. Répartition des sommes versées, par établissement;
- d. Nombre de préposés aux bénéficiaires, d’infirmières auxiliaires et d’infirmières supplémentaires embauchés par chacun de ces établissements avec ces sommes.

RÉPONSE NO 335

- a. Mesures mises en place
 - Embauche de personnel supplémentaire;
 - Achat de produits de désinfection;
 - Achat d’équipements de protection individuelle;
 - Gestion des médicaments requis pour les personnes malades;
 - Autres dépenses.
- b. L’information n’est pas disponible

c.

Total des CHSLD privés non conventionnés						
Mesures de financement	Période 1	Période 2	Période 3	Période 4	Total	
Embauche de personnel supplémentaire	1 517 818 \$	1 678 982 \$	2 356 936 \$	2 370 067 \$	7 923 803 \$	
Achat de produits de désinfection	677 372 \$	247 950 \$	216 356 \$	224 202 \$	1 365 881 \$	
Achat d'équipements de protection individuelle	854 570 \$	406 419 \$	525 222 \$	284 411 \$	2 070 623 \$	
Gestion des médicaments requis pour les personnes malades	60 918 \$	9 589 \$	33 103 \$	4 017 \$	107 627 \$	
Autres dépenses (précisez)	7 499 569 \$	2 751 969 \$	4 116 639 \$	3 864 920 \$	18 233 098 \$	
Total	10 610 248 \$	5 094 909 \$	7 248 257 \$	6 747 618 \$	29 701 032 \$	

Source : Gestred (formulaires 44301, 45301, 46301 et 47301)

Les montants font référence aux sommes réclamées par les CHLSD privés non conventionnés pour la période visée.

- d. L’information n’est pas disponible.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 336

Raison de la non-attribution de la prime de 8 % aux employés de l'organisme AQDR Chicoutimi pour les heures de répit pour les proches aidants d'aînés (celles offertes par le CHSLD, et non par l'Appui).

.....

RÉPONSE NO 336

L'Arrêté ministériel numéro 2020-015 du 4 avril 2020 a été pris le 4 avril 2020. Cet Arrêté accorde une prime de 8% pour certains groupes de travailleurs pour compenser pour les risques liés à la COVID-19.

L'AQDR est visée par un tarif horaire établi à la suite d'une entente de services conclue après qu'un processus d'appel d'offres ait été mené par le CIUSSS du Saguenay-Lac-St-Jean.

D'autres organismes doivent composer avec une réalité qui ressemble à celle de l'AQDR.

L'entente qui lie l'AQDR au CIUSSS ne prévoit pas l'ajout de primes dans le contexte légal actuel et dans l'application des règles actuellement en vigueur.

QUESTION NO 337

Situation financière des établissements du réseau de la santé et des services, par établissement et par région (cibles visées, déficit annuel, déficit accumulé, intérêts payés par les établissements, etc.), pour les trois dernières années, ainsi que les prévisions pour 2022-2023. Indiquer le total par région et le total national.

.....

RÉPONSE NO 337

La réponse est fournie à la question no 146 du Deuxième groupe d’opposition.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d’opposition

QUESTION NO 338

Déficit autorisé dans les établissements du réseau de la santé et des services sociaux en 2021-2022, les prévisions pour 2022-2023 et le déficit cumulé.

RÉPONSE NO 338

La réponse est fournie à la question no 146 du Deuxième groupe d’opposition.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 339

Montant de la dette à assumer par le ministère de la Santé et des Services sociaux pour chaque établissement au 31 mars 2022. Fournir les prévisions de la situation au 31 mars 2023.

.....

RÉPONSE NO 339

La réponse à cette question est fournie à la question no 85 de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 340

Service de la dette :

- a. Détail de la croissance du service de la dette pour les cinq dernières années;
- b. Par année;
- c. Par programme (ministère) ainsi que celui du gouvernement

RÉPONSE NO 340

La réponse à cette question est fournie à la question no 86 de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 341

Montant dévolu, par région, au programme de santé mentale au cours des trois dernières années, ainsi que les prévisions pour 2022-2023:

- a. Clientèle adulte :
 - 1. 1^{re} ligne;
 - 2. 2^e ligne;
 - 3. autres.
- b. Clientèle jeune :
 - 1. 1^{re} ligne;
 - 2. 2^e ligne;
 - 3. autres.

RÉPONSE NO 341

La réponse à cette question est fournie à la question n° 49 des questions particulières du Deuxième groupe d'opposition.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 342

Montant dévolu par les établissements au programme de santé mentale au cours des trois dernières années, ainsi que les prévisions pour 2022-2023:

- a. Clientèle adulte (par région et au total) :
 1. 1^{re} ligne;
 2. 2^e ligne;
 3. autres.
- b. Clientèle jeune (par région et au total) :
 1. 1^{re} ligne;
 2. 2^e ligne;
 3. autres.

RÉPONSE NO 342

La réponse à cette question est fournie à la question n° 49 des questions particulières du Deuxième groupe d'opposition.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 343

Nombre de personnes en attente pour des services en santé mentale, par tranche d'âge et par région (1^{re} et 2^e ligne).

.....

RÉPONSE NO 343

La réponse à cette question est fournie à la question n° 46 des questions particulières du Deuxième groupe d'opposition.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 344

État de situation *per capita* régional pondéré, basé sur l'estimation des coûts de production de services en santé mentale en 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023.

.....

RÉPONSE NO 344

La réponse à cette question est fournie à la question n° 341 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 345

Suivi des mesures prises à la suite du Forum Adultes et santé mentale d'octobre 2019.

RÉPONSE NO 345

Les informations recueillies et travaux qui ont découlés du Forum Adultes et santé mentale de même que des autres consultations effectuées par le ministère de la Santé et des Services sociaux ont grandement contribué à l'élaboration du Plan d'action interministériel en santé mentale 2022-2026 – S'unir pour un mieux-être collectif, lancé par le ministre délégué à la Santé et aux Services sociaux, monsieur Lionel Carmant.

Les actions prévues à ce plan d'action sont présentement en cours d'implantation.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 346

Suivi des mesures prises à la suite du Forum Jeunes et santé mentale de mai 2019.

RÉPONSE NO 346

Les informations recueillies et travaux qui ont découlés du Forum Jeunes et santé mentale de même que des autres consultations effectuées par le ministère de la Santé et des Services sociaux ont grandement contribué à l'élaboration du Plan d'action interministériel en santé mentale 2022-2026 – S'unir pour un mieux-être collectif, lancé par le ministre délégué à la Santé et aux Services sociaux, monsieur Lionel Carmant.

Les actions prévues à ce plan d'action sont présentement en cours d'implantation.

QUESTION NO 347

Liste des mesures prises pour améliorer l’accès aux services en santé mentale, par région et par établissement, en 2021-2022. Prévisions pour 2022-2023.

RÉPONSE NO 347

Pour toutes les régions et tous les établissements du Québec, les mesures annoncées en 2021-2022 pour améliorer l’accès aux services de santé mentale sont :

Mesure	Montants alloués en 2021-2022	Objectifs
Programme québécois pour les troubles mentaux (PQPTM) Annonce de la récurrence du financement.	35 M\$	Le PQPTM vise à assurer le meilleur accès possible à un ensemble de services en santé mentale allant des autosoins à la psychothérapie.
	5 M\$	Poursuivre le déploiement du PQPTM par l’harmonisation des pratiques entre les services sociaux généraux et les services en santé mentale. Mesure portée par la direction des services sociaux généraux.
Achat de services en santé mentale	25 M\$	Favoriser l’accès à des services en santé mentale pour des personnes en attente de ces services dans le réseau public, dans les programmes spécifiques et spécialisés de santé mentale jeunesse et adulte par; • L’achat de services de psychothérapie par des professionnels habilités œuvrant exclusivement au privé; • L’achat de services d’évaluation du trouble mental par des professionnels habilités œuvrant exclusivement au privé.
Rehaussement des services psychosociaux et les services en santé mentale	31,1 M\$	En réponse à l’augmentation des besoins dans le cadre de la pandémie, améliorer l’accessibilité aux services en offrant des interventions ponctuelles de courte durée et en orientant les personnes vers les ressources appropriées, lorsque requis.
Poursuivre le déploiement des Programmes pour premiers épisodes psychotiques (PPEP)	10 M\$	Viser le dépistage rapide de la clientèle afin de limiter les conséquences du premier épisode de psychose dans la trajectoire de vie du jeune et offrir des activités de sensibilisation aux partenaires de la communauté. • Augmenter ou de consolider le nombre de places offertes.

Mesure	Montant alloué en 2021-2022	Objectifs
Déployer des infirmières praticiennes spécialisées en santé mentale (IPSSM) dans les services de proximité et certaines urgences*	1,5 M\$	Viser notamment à améliorer l’accessibilité, la qualité, la sécurité et la continuité des soins et des services ainsi que les transitions entre les différents services.
Innover en intégrant les interventions numériques dans les services en santé mentale*	3 M\$	Valoriser davantage l’utilisation des données en santé, pour intégrer le numérique dans la prestation des soins et des services, améliorer la fluidité des services, améliorer la qualité des services de santé ainsi que favoriser la recherche et l’innovation. • Implanter le dossier de santé numérique unique pour chaque usager, disponible dans tous les points de services du RSSS.
Rehaussement des services de santé mentale jeunesse	25 M\$	Viser à améliorer la santé émotionnelle des jeunes par la diminution de la détresse psychologique ou encore de symptômes associés à un trouble mental, tels que l’anxiété ou la dépression. Il permettra de : • Bonifier l’accessibilité aux services pour les jeunes, leur famille et leurs proches; • Consolider les équipes déjà existantes et de bonifier l’arrimage entre elles; • D’augmenter le soutien aux intervenants œuvrant en santé mentale jeunesse.
Procéder à la hiérarchisation des services en psychiatrie légale relevant du Code criminel afin d’améliorer l’efficacité et la sécurité des trajectoires y étant associées*	8,9 M\$	Faciliter le cheminement des personnes faisant l’objet de services spécialisés ou surspécialisés en matière de psychiatrie légale par le biais de critères spécifiques (ex. : risque que représente la personne, proximité géographique des soins) : • S’assurer de la fluidité du processus entre les dispensateurs de soins et de services ainsi que les parties prenantes; • Veiller à une complémentarité des actions posées, dans le but de limiter les risques d’enjeux légaux et d’enjeux d’efficacité des interventions et d’efficacité du continuum de soins et de services.
Poursuivre l’implantation des équipes du Programme d’accompagnement justice et santé mentale (PAJ-SM)	2 M\$ MSSS	Ce plan vise à favoriser le rétablissement et la réinsertion sociale. Le PAJ-SM vise à favoriser un meilleur fonctionnement social de la personne et ainsi à limiter la récidive, tout en contribuant à la protection des plaignants, des victimes et de la société.
	2 M\$ MJQ	
Projet Accès aux services de santé mentale. Annonce de la récurrence du financement.	20 M\$	Améliorer l’accès aux services en santé mentale tant pour les jeunes que les adultes par l’élimination des listes d’attente en santé mentale.

*Les montants alloués ne peuvent être ventilés par établissements.

Voici la répartition des mesures annoncées en 2021-2022 pour chaque région et établissement du Québec pour améliorer l'accès aux services de santé mentale :

Mesures	Achat de services en santé mentale	Rehaussement des services psychosociaux et des services en santé mentale dans les établissements	Projet Accès aux services de santé mentale	Rehaussement des services de santé mentale jeunesse	PQPTM	PQPTM, harmonisation des pratiques SSG et services de santé mentale	Poursuivre le déploiement des Programmes pour premiers épisodes psychotiques (PPEP)	PAJ-SM
Régions - Établissements		2021-2022						
01 CISSS du Bas-Saint-Laurent	153 686 \$	938 832 \$	518 000 \$	27 500 \$	876 900 \$	101 500 \$	86 000 \$	51 000 \$
02 CISSS du Saguenay - Lac-Saint-Jean	205 665 \$	1 180 227 \$	634 500 \$	128 417 \$	1 051 700 \$	140 600 \$	699 900 \$	150 000 \$
03 CIUSSS de la Capitale-Nationale	639 512 \$	2 225 501 \$	1 176 000 \$	617 609 \$	1 864 000 \$	304 100 \$	709 000 \$	200 000 \$
04 CIUSSS de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec	387 469 \$	1 976 768 \$	1 268 000 \$	258 024 \$	2 001 900 \$	329 400 \$	255 000 \$	200 000 \$
05 CIUSSS de l'Estrie - Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke	422 844 \$	2 031 825 \$	1 376 300 \$	276 153 \$	2 164 400 \$	321 400 \$	228 900 \$	80 000 \$
06 CIUSSS de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal	222 842 \$	1 422 481 \$	1 112 000 \$	177 034 \$	1 659 800 \$	257 100 \$	503 400 \$	
06 CIUSSS du Centre-Ouest-de-l'Île-de-Montréal	225 874 \$	1 897 417 \$	466 600 \$	426 324 \$	774 900 \$	206 800 \$	729 100 \$	
06 CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal	255 693 \$	938 832 \$	491 100 \$	53 036 \$	797 900 \$	177 800 \$	163 500 \$	400 000 \$
06 CIUSSS du Nord-de-l'Île-de-Montréal	304 436 \$	1 290 343 \$	892 300 \$	146 085 \$	1 359 800 \$	213 300 \$	1 081 200 \$	
06 CIUSSS de l'Est-de-l'Île-de-Montréal	544 585 \$	1 891 297 \$	1 585 600 \$	391 946 \$	2 307 100 \$	401 700 \$	535 000 \$	
06 Centre hospitalier de l'Université de Montréal			338 200 \$		588 900 \$	257 100 \$	\$	
06 Centre universitaire de santé McGill			444 200 \$		746 400 \$		\$	
06 Centre hospitalier universitaire Sainte-Justine			43 200 \$		159 600 \$		\$	
06 Institut Philippe-Pinel de Montréal					565 400 \$		\$	
06 Total	1 553 430 \$	7 440 369 \$	5 373 200 \$	1 194 425 \$	8 959 800 \$	1 513 800 \$	3 012 200 \$	400 000 \$
07 CISSS de l'Outaouais	235 394 \$	1 803 205 \$	898 500 \$	504 714 \$	1 447 800 \$	226 700 \$	540 000 \$	100 000 \$
08 CISSS de l'Abitibi-Témiscamingue	130 960 \$	580 990 \$	429 100 \$	77 852 \$	743 700 \$	94 400 \$	397 200 \$	30 000 \$
09 CISSS de la Côte-Nord	117 863 \$	628 654 \$	407 300 \$	88 845 \$	711 000 \$	50 000 \$		
09 CLSC de Naskapi	12 624 \$			27 500 \$		25 000 \$		
09 Total	130 488 \$	738 654 \$	407 300 \$	116 345 \$	711 000 \$	75 000 \$	219 300 \$	0 \$
10 CRSSS de la Baie-James	18 047 \$	200 000 \$	65 000 \$	27 500 \$	197 500 \$	200 000 \$		
11 CISSS de la Gaspésie	86 379 \$	200 000 \$	303 100 \$	27 500 \$	554 700 \$	50 000 \$	37 300 \$	
11 CISSS des îles	10 908 \$	200 000 \$	95 000 \$	27 500 \$	242 500 \$	50 000 \$	150 000 \$	
11 Total	97 287 \$	400 000 \$	398 100 \$	55 000 \$	797 200 \$	100 000 \$	187 300 \$	90 250 \$
12 CISSS de Chaudière-Appalaches	271 371 \$	1 450 836 \$	794 300 \$	348 217 \$	1 291 500 \$	218 000 \$	866 400 \$	
13 CISSS de Laval	235 267 \$	1 395 778 \$	759 900 \$	308 495 \$	1 239 800 \$	200 400 \$	738 200 \$	100 000 \$
14 CISSS de Lanaudière	276 489 \$	1 724 813 \$	1 093 800 \$	625 262 \$	1 740 800 \$	306 800 \$	615 200 \$	100 000 \$

Mesures	Achat de services en santé mentale	Rehaussement des services psychosociaux et des services en santé mentale dans les établissements	Projet Accès aux services de santé mentale	Rehaussement des services de santé mentale jeunesse	PQPTM	PQPTM, harmonisation des pratiques SSG et services de santé mentale	Poursuivre le déploiement des Programmes pour premiers épisodes psychotiques (PPEP)	PAJ-SM
15 CISSS des Laurentides	571 483 \$	2 031 825 \$	1 335 600 \$	370 611 \$	2 103 400 \$	377 100 \$	265 300 \$	310 000 \$
16 CISSS de la Montérégie-Centre	252 432 \$	1 746 836 \$	1 092 700 \$	402 791 \$	1 739 100 \$	291 300 \$	202 400 \$	100 000 \$
16 CISSS de la Montérégie-Est	335 048 \$	1 660 055 \$	1 220 600 \$	607 857 \$	1 930 900 \$	293 000 \$	264 000 \$	40 000 \$
16 CISSS de la Montérégie-Ouest	297 848 \$	1 301 354 \$	819 100 \$	248 227 \$	1 328 600 \$	213 600 \$	177 700 \$	100 000 \$
16 Total	885 328 \$	4 708 245 \$	3 132 400 \$	1 258 875 \$	4 998 600 \$	797 900 \$	644 100 \$	240 000 \$
17 RRSSS du Nunavik	16 992 \$	200 000 \$	215 000 \$	27 500 \$	622 500 \$	50 000 \$	\$	
18 CCSSS de la Baie-James	18 291 \$	200 000 \$	125 000 \$	27 500 \$	287 500 \$	50 000 \$	\$	
Total - Québec	6 250 000 \$	31 117 869 \$	20 000 000 \$	6 250 000 \$	33 100 000 \$	5 000 000 \$	9 464 000 \$	2 051 250 \$

Une somme de 110 000\$ a également été versée au CLSC Naskapi pour le rehaussement des services psychosociaux et des services en santé mentale. Cette somme s’inscrit en supplément du fonds d’aide d’urgence de 31,1 M\$.

Les prévisions 2022-2023 pour les différentes mesures ne sont pas disponibles.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION No 348

Nombre de psychologues dans le réseau de la santé, par région et par établissement, en 2021-2022.

RÉPONSE No 348

La réponse à cette question est fournie à la question n° 107 des questions particulières du Deuxième groupe d'opposition.

QUESTION No 349

Nombre de conseillers en orientation dans le réseau de la santé, par région et par établissement, en 2021-2022.

RÉPONSE No 349

En 2020-2021, nombre de conseillers en orientation en équivalents temps complet (ETC), par région :

Région	ETC
01 - Bas-Saint-Laurent	0
02 - Saguenay - Lac-Saint-Jean	0
03 - Capitale-Nationale	6,4
04 - Mauricie et Centre-du-Québec	0
05 - Estrie	0,8
06 - Montréal	9,1
07 - Outaouais	0
08 - Abitibi-Témiscamingue	0
09 - Côte-Nord	0
10 - Nord-du-Québec	0
11 - Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	0
12 - Chaudière-Appalaches	0
13 - Laval	0
14 - Lanaudière	3,0
15 - Laurentides	0
16 - Montérégie	3,9
17 - Nunavik	0
18 - Terres-Cries-de-la-Baie-James	0,4
Total	23,6

Note complémentaire: les données pour 2021-2022 ne seront disponibles qu’à l’automne 2022.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION No 350

Nombre de sexologues dans le réseau de la santé, par région et par établissement, en 2021-2022.

RÉPONSE No 350

En 2020-2021, nombre de sexologues en équivalents temps complet (ETC), par région:

Région	ETC
01 - Bas-Saint-Laurent	0
02 - Saguenay - Lac-Saint-Jean	1,0
03 - Capitale-Nationale	7,8
04 - Mauricie et Centre-du-Québec	1,8
05 - Estrie	0,2
06 - Montréal	11,2
07 - Outaouais	0
08 - Abitibi-Témiscamingue	0
09 - Côte-Nord	0
10 - Nord-du-Québec	0
11 - Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	0
12 - Chaudière-Appalaches	0
13 - Laval	4,2
14 - Lanaudière	1,1
15 - Laurentides	4,4
16 - Montérégie	2,6
17 - Nunavik	0
18 - Terres-Cries-de-la-Baie-James	0
Total	34,3

Note complémentaire: les données pour 2021-2022 ne seront disponibles qu'à l'automne 2022.

QUESTION No 351

Nombre de travailleurs sociaux dans le réseau de la santé, par région et par établissement, en 2021-2022.

.....

RÉPONSE No 351

La réponse à cette question est fournie à la question n° 107 des questions particulières du Deuxième groupe d'opposition.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 352

Subventions accordées aux organismes communautaires en santé mentale dans chacune des régions, pour chaque année depuis 2016, ainsi que les prévisions pour 2022-2023.

RÉPONSE NO 352

La réponse à cette question est fournie à la question n° 105 des questions particulières du Deuxième groupe d'opposition.

Les prévisions pour l'année 2022-2023 ne sont pas disponibles.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 353

Ressources d'accueil (nombre de ressources, nombres de places, nombre d'usagers, nombre de personnes en attente), selon les types de clientèle suivants, depuis 2016, ainsi que les prévisions pour 2022-2023 :

- a. Les jeunes;
- b. Les adultes;
- c. Les personnes âgées;
- d. Les personnes ayant une déficience physique;
- e. Les personnes ayant une déficience intellectuelle;
- f. Les personnes alcooliques et toxicomanes, ainsi que les joueurs pathologiques.

RÉPONSE NO 353

La réponse est fournie à la question n° 327 des questions particulières de l'Opposition officielle.

QUESTION NO 354

1. Plus récente version des délais d'accès par programme, incluant possiblement, mais pas exclusivement, les programmes suivants :
 - a. SIPPE;
 - b. services généraux psychosociaux;
 - c. perte d'autonomie et vieillissement;
 - d. déficience physique, déficience intellectuelle ou trouble du spectre de l'autisme;
 - e. jeunes en difficulté;
 - f. santé mentale;
 - g. santé mentale ambulatoire + 18 ans;
 - h. santé mentale ambulatoire - 18 ans;
 - i. orthophonie;
 - j. autres programmes.(

RÉPONSE NO 354

Les réponses aux questions sont fournies à la question 36 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d’opposition

QUESTION NO 355

Fournir la liste des organismes communautaires subventionnés par le MSSS par le biais du PSOC (organismes à rayonnement national et organismes à rayonnement régional) et les montants des subventions octroyées par organisme, par région et au total en 2021-2022. Ventilation par montant reçu comme financement à la mission globale ou pour des projets ponctuels, et par catégorie dans laquelle chaque organisme est classé.

.....

RÉPONSE NO 355

La réponse à cette question est fournie à la question n° 109 des questions particulières du Deuxième groupe d’opposition.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 356

Nombre d'organismes reconnus au PSOC en attente d'un premier financement, par région et au total, ainsi que les montants demandés, par région et au total, en 2021-2022.

RÉPONSE NO 356

La réponse à cette question est fournie à la question n° 110 des questions particulières du Deuxième groupe d'opposition.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 357

Ventilation par région et par mesure des sommes dépensées en 2021-2022 en lien avec la Politique gouvernementale de prévention en santé.

RÉPONSE NO 357

La réponse a été fournie à la question 90 de l'Opposition officielle.

QUESTION NO 358

Fournir les barèmes financiers et les seuils planchers utilisés par chaque CISSS-CIUSSS et par la Direction des services sociaux généraux et des activités communautaires (DSSGAC), selon chaque typologie, l’année de leur élaboration et le plan établi pour les atteindre.

.....

RÉPONSE NO 358

La réponse à cette question est fournie à la question no 111 des questions particulières du Deuxième groupe d’opposition.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 359

Fournir la liste des organismes communautaires ayant obtenu un rehaussement du PSOC – volet mission globale (organismes à rayonnement national et organismes à rayonnement régional) depuis 2018, et les montants des subventions octroyées par organisme, par région et au total, en détaillant les montants depuis 2018 et en précisant la typologie et la catégorie dans lesquelles chaque organisme est classé.

RÉPONSE NO 359

La réponse à cette question est fournie à la question n° 112 des questions particulières du Deuxième groupe d'opposition.

Les données par typologie ne sont pas disponibles.

QUESTION NO 360

Fournir la liste des organismes communautaires n’ayant pas obtenu un rehaussement du PSOC – volet mission globale (organismes à rayonnement national et organismes à rayonnement régional) depuis 2018, par région et au total, et les raisons de la situation, en précisant la typologie et la catégorie dans lesquelles chaque organisme est classé.

.....

RÉPONSE NO 360

La réponse à cette question est fournie à la question no 113 des questions particulières du Deuxième groupe d’opposition.

Les données par typologie ne sont pas disponibles.

QUESTION NO 361

Fournir les barèmes financiers utilisés par chaque CISSS-CIUSSS et par la DSSGAC quant à la distribution de chaque enveloppe de rehaussement depuis 2018, ainsi que les sources pour établir les montants.

.....

RÉPONSE NO 361

La réponse à cette question est fournie à la question no 114 des questions particulières du Deuxième groupe d’opposition.

QUESTION NO 362

Pour chaque fonds d’urgence COVID-19, fournir la liste des organismes en ayant bénéficié durant l’année 2021-2022 et les sommes octroyées par organisme, par région et au total, en précisant la typologie et la catégorie dans lesquelles chaque organisme est classé et en indiquant le solde du fonds au 31 mars 2022, ainsi qu’en spécifiant si la distribution est terminée ou en cours.

.....

RÉPONSE NO 362

La réponse à cette question est fournie à la question no 117 des questions particulières du Deuxième groupe d’opposition.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 363

Détailler les sommes annoncées par le Plan d'action en santé et bien-être des femmes 2020-2024, notamment :

- a. En fournissant la liste des organismes communautaires (organismes à rayonnement national et organismes à rayonnement régional) en ayant bénéficié durant l'année 2021-2022, les sommes octroyées par organisme, par région et au total, ainsi que les prévisions pour les prochaines années;
- b. En détaillant le mode de financement utilisé pour attribuer ces sommes (mission globale, projets et ententes de service, ou spécifique).

RÉPONSE NO 363

La réponse à cette question est fournie à la question n° 118 des questions particulières du Deuxième groupe d'opposition.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 364

Pour chacune de ces initiatives (Aires ouvertes, le déploiement des Carrefours jeunesse et le Projet Sentinelles), fournir les sommes attribuées depuis leur implantation, la liste des bénéficiaires, et l'utilisation qui a été faite des sommes allouées.

RÉPONSE NO 364

Pour Aire ouverte et le projet Sentinelles, la réponse à cette question est fournie à la question n° 119 des questions particulières du Deuxième groupe d'opposition.

Pour le Carrefour jeunesse, le ministère de la Santé et des Services sociaux ne dispose pas de ces données, car cette initiative est sous la responsabilité du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d’opposition

QUESTION NO 365

Ventilation détaillée du budget octroyé en matière de santé mentale en 2021-2022.

.....

RÉPONSE NO 365

La réponse est fournie ci-après.

PROGRAMME SANTÉ MENTALE 2020-2021

Gammes de services	C/A	NOM C/A	Total
		Total organismes communautaires	138 324 702
Services d'hospitalisation	5410	Soutien aux services de santé mentale (LSSSS)	7 510 602
	5504	Unités de vie pour jeunes - Santé mentale (LPJ - LSJPA - LSSSS)	23 972 184
	6010	Unités d'hospitalisation en pédopsychiatrie (0 - 17 ans)	27 972 130
	6020	Unités d'hospitalisation en psychiatrie pour adultes	263 067 854
	6030	Unités d'hospitalisation en gériopsychiatrie	15 425 241
		Total services d'hospitalisation	337 948 011
L'urgence	6240	L'urgence	79 804 170
Psychiatrie légal	6100	Total services de psychiatrie légale	63 235 214
Services ambulatoires	5922	Intervention et suivi de crise - Santé mentale	9 829 137
	5930	Services ambulatoires de santé mentale en première ligne	168 084 964
	6330	Services d'évaluation et de traitement de deuxième et troisième ligne en santé mentale	157 717 545
		Total services ambulatoires	335 631 646
Services d'hébergement et ressources intermédiaires	5513	Ressources intermédiaires - Santé mentale	140 749 663
	5523	Familles d'accueil - Santé mentale	49 181
	5533	Résidences d'accueil - Santé mentale	56 393 991
	5543	Autres ressources - Santé mentale	28 053 660
	5553	Supervision et suivi des usagers en RNI - Santé mentale	17 993 691
	6270	Unité d'hébergement et de soins de longue durée aux adultes avec diagnostic psychiatrique	38 170 838
	6430	Encadrement des ressources non institutionnelles (RNI)	9 319 970
	6985	Foyers de groupe en santé mentale - Jeunes (0 - 17 ans)	5 766 594
	6986	Foyers de groupe en santé mentale - Adultes (18 - 100 ans)	25 841 852
	7043	Ressources résidentielles - Assistance résidentielle continue (santé mentale)	11 453 557
	7053	Ressources résidentielles avec allocations pour assistance continue - Santé mentale	98 405
		Total services d'hébergement et RI	333 891 402
Activités de jour	6280	Hôpital de jour en santé mentale	9 596 488
	6978	Centre de jour en santé mentale - Adultes (18 - 100 ans)	2 830 137
		Total activités de jour	12 426 625
Services de réinsertion et d'intégration socioprofessionnelle	5940	Soutien dans la communauté aux personnes souffrant d'un trouble mental grave	107 405 720
	7013	Atelier de travail - Santé mentale	747 568
	7023	Support des stages en milieu de travail - Santé mentale	103 275
	7033	Intégration à l'emploi - Santé mentale	638 554
	7105	Adaptation et soutien à la personne, à la famille et aux proches - Santé mentale	25 740
		Total réinsertion et intégration socioprofessionnelle	108 920 857
Services à domicile	6172	Soins infirmiers à domicile (santé mentale)	1 968 569
	6173	Soins infirmiers à domicile réguliers (non répartis)	5 438 647
	6531	Aide à domicile régulière	1 676 307
	6561	Services psychosociaux à domicile	1 589 483
	7151	Gestion et soutien des services à domicile	592 558
	7163	Prêt d'équipement aux usagers des services à domicile	71 732
		Total services à domicile	11 337 296
Autres services	5950	Formation donnée par le personnel infirmier	1 191 187
	6390	Service de soins spirituels	526 336
	6564	Psychologie	11 544 086
	6565	Services sociaux	17 073 054
	6570	Aire ouverte	895 477

	6803	Pharmacie - Usagers externes en CH	6 758 332
	6804	Pharmacie - Usagers hospitalisés	28 341 329
	6805	Pharmacie - usagers hébergés	2 253 267
	6870	Physiothérapie	1 227 251
	6880	Ergothérapie	8 407 213
	6890	Animation-Loisirs	1 681 228
	7152	Gestion et soutien aux autres programmes	55 236 557
	7690	Transport externe des usagers	447 258
	7910	Besoins spéciaux	3 227 473
	7983	Activités spéciales - Santé mentale	671 198
		Total autres services	139 481 247
		TOTAL PROGRAMME	1 561 001 169

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 366

Répartition des ressources en santé mentale entre les soins de 2^e ligne, de 1^{re} ligne et les organismes communautaires en 2021-2022.

RÉPONSE NO 366

Ces données ne sont pas disponibles, car elles ne sont pas colligées par le MSSS.

QUESTION NO 367

Salaire moyen des employés dans les organismes communautaires depuis 2018

.....

RÉPONSE NO 367

Ces données ne sont pas disponibles, car elles ne relèvent pas du MSSS.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d’opposition

QUESTION NO 368

Ventilation détaillée des 25 M\$ annoncés en octobre 2020 pour les services en santé mentale jeunesse, ainsi que le nombre de ressources supplémentaires engagées, le nombre d’équipes multidisciplinaires créées et le nombre de jeunes pris en charge.

RÉPONSE NO 368

Le tableau suivant présente la ventilation de la répartition financière du 25 M\$ pour les services en santé mentale jeunesse.

	Répartition 25 M\$ services santé mentale jeunesse	Montant par région
01	CISSS du Bas-Saint-Laurent	110 000 \$
02	CIUOSS du Saguenay – Lac-Saint-Jean	513 368 \$
03	CIUOSS de la Capitale-Nationale	2 470 438 \$
04	CIUOSS de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec	1 032 095 \$
05	CIUOSS de l’Estrie – CHUS	1 104 611 \$
06	CIUOSS de l’Ouest-de-l’Île-de-Montréal	708 135 \$
06	CIUOSS du Centre-Ouest-de-l’Île-de-Montréal	1 705 295 \$
06	CIUOSS du Centre-Sud-de-l’Île-de-Montréal	212 144 \$
06	CIUOSS du Nord-de-l’Île-de-Montréal	584 341 \$
06	CIUOSS de l’Est-de-l’Île-de-Montréal	1 567 784 \$
07	CISSS de l’Outaouais	2 018 857 \$
08	CISSS de l’Abitibi-Témiscamingue	311 408 \$
09	CISSS de la Côte-Nord	355 381 \$
09	CLSC Naskapi	110 000 \$
10	CRSSS de la Baie-James	110 000 \$
11	CISSS de la Gaspésie	110 000 \$
11	CISSS des Îles	110 000 \$
12	CISSS de Chaudière-Appalaches	1 392 869 \$
13	CISSS de Laval	1 233 981 \$
14	CISSS de Lanaudière	2 501 047 \$
15	CISSS des Laurentides	1 482 446 \$
16	CISSS de la Montérégie-Est	1 611 165 \$
16	CISSS de la Montérégie-Ouest	2 431 427 \$
16	CISSS de la Montérégie-Centre	992 909 \$
17	RRSSS du Nunavik	110 000 \$
18	CCSSS de la Baie-James	110 000 \$
Total		25 000 000 \$

Les autres données demandées ne sont pas disponibles.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 369

Ventilation détaillée des 100 M\$ annoncés en novembre 2020 pour améliorer l'offre de soins et de services psychosociaux en santé mentale, ainsi que l'état de situation du déploiement des nouvelles mesures sur le terrain, l'état de la liste d'attente des services dans le réseau public et le nombre d'équipes d'éclaireurs créées sur le terrain.

RÉPONSE NO 369

Ventilation des 100 M\$

- 20 M\$ pour favoriser l'accès à des services en santé mentale aux personnes en attente de services de psychothérapie ou encore d'évaluation du trouble mental dans le réseau public de la santé (MSSS).
- 5 M\$ pour réaliser de l'achat de services en santé mentale au privé.
- 10 M\$ pour favoriser l'accès à des services en santé mentale pour les jeunes de 17 à 29 ans, présentement en attente de services psychologiques au niveau collégial et universitaire (MES).
- 19 M\$ pour la création et l'implantation de réseaux d'éclaireurs sur le terrain qui iront à la rencontre des clientèles vulnérables.
- 10 M\$ pour reconduire le financement supplémentaire accordé aux organismes communautaires en santé mentale en 2021-2022.
 - o La répartition de ce montant est fournie à la question no 117 des questions particulières du Deuxième groupe d'opposition.
- 31,1 M\$ pour le maintien du rehaussement des services psychosociaux et des services en santé mentale dans les CISSS et les CIUSSS (ressources professionnelles additionnelles embauchées lors de la première vague).
 - o 19,4 M\$ pour les services sociaux généraux
 - o 11,7 M\$ aux services en santé mentale
- 4 M\$ pour le déploiement accéléré de la stratégie numérique en prévention du suicide.
 - o Financement alloué à l'Association québécoise de prévention du suicide :
 - pour l'année financière 2020-2021 : 1,5 M\$
 - pour l'année financière 2021-2022 : 2,5 M\$
- 900 000 \$ pour rehausser la capacité de réponse à la ligne d'intervention en prévention du suicide 1 866 APPELLE.
 - o La répartition de ce montant est fournie à la question no 117 des questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

L'état de situation du déploiement des nouvelles mesures sur le terrain

Favoriser l'accès à des services en santé mentale pour les personnes qui sont en attente de services de psychothérapie ou encore d'évaluation du trouble mental dans le réseau public (20 M\$)

en date du 26 mars 2022 : 236 218 personnes ont eu accès à des services de santé mentale pour l'année financière 2021-2022.

Réaliser de l'achat de services en santé mentale au privé (5 M\$)

1881 usagers différents ont reçu des services du privé au montant de 2 M\$ pour l'année 2021-2022.

Création et implantation d'équipes d'éclaireurs sur le terrain pour aller à la rencontre des clientèles vulnérables (19 M\$)

La dernière reddition de comptes datant du 1^{er} novembre 2021, on estime actuellement qu'il y a plus de 2500 éclaireurs actifs sur le terrain. Présence d'un coordonnateur par RLS.

Maintien du rehaussement des services psychosociaux et des services en santé mentale dans les CISSS et les CIUSSS (31,1 M\$)

19,4 M\$ pour les services sociaux généraux et 11,7 M\$ aux services en santé mentale. L'objectif d'embaucher 300 ETC a été atteint en date du 15 octobre 2020. À titre indicatif, en février 2022, le nombre d'ETC était de 797. Ce financement a entre autres permis le rehaussement d'Info-Social.

L'état de la liste d'attente des services dans le réseau public

La réponse à cette question est fournie à la question n° 49 des questions particulières du Deuxième groupe d'opposition.

Le nombre d'équipes d'éclaireurs créées sur le terrain

Ces données ne sont pas disponibles.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 370

Nombre de psychologues supplémentaires intégrés dans les services psychologiques au niveau collégial ou universitaire depuis l'annonce de novembre 2020.

RÉPONSE NO 370

Cette réponse relève de la responsabilité du ministère de l'Enseignement supérieur.

QUESTION NO 371

Ventilation détaillée des 10 M\$ annoncés en novembre 2020 pour les organismes communautaires en santé mentale, ainsi que la liste des organismes ayant reçu les sommes.

.....

RÉPONSE NO 371

Les tableaux listant les organismes communautaires ayant reçu des sommes dans le cadre des 10 M\$ annoncés pour les organismes en santé mentale se trouvent dans les pages suivantes.

Répartition du financement d'urgence de 10 M\$ en santé mentale aux organismes communautaires.

Région 1

Région	Nom de l'organisme	Montant totale accordé
01	Périscopes des Basques	15 578 \$
01	Association Kamouraskoise en Santé mentale La Traversée	15 578 \$
01	Centre alt. En Santé mentale et sociale Le Marigot de Matane	15 578 \$
01	Rayon de partage	15 578 \$
01	Maison des Tournesols	15 578 \$
01	Santé mentale Québec	18 910 \$
01	Centre de prévention suicide et intervention de crise du BSL	18 910 \$
01	La Lueur de l'Espoir du Bas Saint-Laurent	18 910 \$
01	P.L.A.I.D.D. du Bas-du-Fleuve	18 910 \$
01	Centre d'entraide l'horizon de Rivière-du-Loup	15 578 \$
01	Centre prévention suicide du KRTB	15 507 \$
01	Source d'espoir du Témis	15 578 \$
01	Maison d'Hébergement La Bouffée d'air du KRTB	15 507 \$
Total		215 700 \$

Région 2

Région	Nom de l'organisme	Montant totale accordé
02	Association Panda SLSJ	26 133 \$
02	Comité Enfaim	24 233 \$
02	GRTP	26 133 \$
02	Ass. canadienne pour la santé mentale sect. Saguenay	25 083 \$
02	Santé mentale Québec - LSJ	17 633 \$
02	Centre de prévention du suicide région 02	26 133 \$
02	Centre le Phare	25 083 \$
02	Centre L'Escale	13 792 \$
02	Centre de santé mentale L'Arrimage	13 792 \$
02	Centre Le Bouscueil de Roberval	13 792 \$
02	Centre Nelligan (Centre en santé mentale)	13 792 \$
02	GPDDSM (Groupe de promotion et défense des droits en SM de la région 02)	7 552 \$
02	Centre de rétablissement Le Renfort	21 241 \$
02	Le Maillon	17 633 \$
02	Maison du cheminement	25 083 \$
02	Les Services d'intégration sociale Nouvel essor du Saguenay	13 792 \$
Total		310 900 \$

Région 3

Région	Nom de l'organisme	Montant totale accordé
03	Amarrage (L')	25 040 \$
03	Arc-en-ciel Organisme communautaire en santé mentale	25 040 \$
03	Archipel d'entraide (L')	25 040 \$
03	Association canadienne pour la santé mentale (région de Québec) inc.	25 040 \$
03	Association des personnes utilisatrices de services de santé mentale de la région de Québec (03)	25 040 \$
03	Boussole (La), Regroupement des parents et amis de la personne atteinte de maladie mentale	25 040 \$
03	Centre Communautaire l'Amitié inc. (Le)	25 040 \$
03	Centre de jour Feu Vert inc.	25 040 \$
03	Centre de jour L'Envol inc.	25 040 \$
03	Centre d'entraide du trouble affectif bipolaire de Québec L'Équilibre	25 040 \$
03	Centre d'entraide Émotions	25 040 \$
03	Centre de parrainage civique de Québec inc. (Le)	25 040 \$
03	Centre de prévention du suicide C.P.S.	25 040 \$
03	Centre de prévention du suicide de Charlevoix	25 040 \$

Région	Nom de l'organisme	Montant totale accordé
03	Centre social de la Croix Blanche (région de Québec)	25 040 \$
03	Cercle Polaire (Le)	25 040 \$
03	Croissance-Travail	25 040 \$
03	Demi-Lune	25 040 \$
03	Éveil Charlevoisien (L')	25 040 \$
03	Libre Espace Côte-de-Beaupré inc.	25 040 \$
03	Maison l'Éclaircie	25 040 \$
03	Marée (La) Regroupement des parents & amis de la personne atteinte de maladie mentale	25 040 \$
03	Odyssée Bleue inc. (L')	25 040 \$
03	Organisation communautaire d'écoute et d'aide naturelle (OCÉAN)	25 040 \$
03	Organisation pour la santé mentale oeuvrant à la sensibilisation et à l'entraide (O.S.M.O.S.E.)	25 040 \$
03	Parents-Espoir	25 040 \$
03	Pavois (Le) Programme d'activités valorisantes offrant interaction et soutien	25 040 \$
03	Relais la Chaumine inc.	25 040 \$
03	Service d'Entraide l'Espoir (Québec)	25 040 \$
03	Tel-Aide Québec inc.	25 040 \$
03	Perséides, soutien au deuil périnatal (Les)	25 040 \$
03	AutonHommie (L'), Centre de ressources sur la condition masculine (Québec) inc.	25 040 \$
03	Communautés Solidaires	25 040 \$
03	Verger (Le), centre communautaire en santé mentale	25 040 \$
03	Alliance des groupes d'intervention pour le rétablissement (AGIR en santé mentale)	25 040 \$
Total		876 400 \$

Région 4

Région	Nom de l'organisme	Montant totale accordé
4	Réseau d'aide Le tremplin inc.	38 406 \$
4	Centre d'écoute et de prévention suicide Drummond	19 895 \$
4	Le phénix, ECJ, Centre Mauricie/Mékinac	16 912 \$
4	La Traverse du sentier	18 617 \$
4	Association des proches de la personne atteinte de maladie mentale – Drummond	19 229 \$
4	Centre Le Havre de Trois-Rivières inc.	32 931 \$
4	Centre Roland-Bertrand	24 788 \$
4	Regroupement des organismes de base en santé mentale Régions 04-17	10 000 \$
4	Pivot Centre-du-Québec	21 460 \$
4	Maison de Transition de la Batiscan	24 348 \$
4	Solidarité régionale d'aide et d'accompagnement pour la défense des droits en santé mentale du Centre-du-Québec/Mauricie	18 790 \$
4	Le Gyroscopie du bassin de Maskinongé	14 692 \$
4	Groupe d'entraide La lanterne	18 890 \$
4	Association Le P.A.S.	19 086 \$
4	Groupe d'entraide "L'entraîn"	19 241 \$
4	L'avenue libre du bassin de Maskinongé inc.	15 634 \$
4	Le traversier, Centre de jour et d'entraide en santé mentale	18 878 \$
4	Le Périscope, Association des familles et des proches des personnes atteintes de maladie mentale du Centre Mauricie, Secteur Mékinac et du Secteur Haut-St-Maurice (AFPPAMM)	17 136 \$
4	Groupe d'entraide Facile d'accès	15 423 \$
4	Centre de prévention suicide Arthabaska-Érable inc.	19 812 \$
4	La passerelle, Association de familles et amis de la personne atteinte de maladie mentale de Bécancour-Nicolet-Yamaska	16 963 \$
4	Ensoleilvent	28 160 \$

Région	Nom de l'organisme	Montant totale accordé
4	Les parents-partenaires inc.	16 694 \$
4	SIT-Mauricie (Service d'intégration au travail)	28 445 \$
4	La Maison Le Réverbère inc.	28 744 \$
4	La chrysalide Maison d'hébergement communautaire en santé mentale	28 152 \$
4	Le réseau d'habitation communautaire de la Mauricie inc.	12 463 \$
4	TDA/H Mauricie Centre du Québec	14 841 \$
4	Centre de prévention du suicide : Accalmie	48 719 \$
4	Anna et la mer	11 651 \$
Total		639 000 \$

Région 5

Région	Nom de l'organisme	Montant totale accordé
05	Alternative en santé mentale l'Autre Versant inc.	22 992 \$
05	Association d'entraide en santé mentale «L'Éveil» de Brome-Missisquoi	22 992 \$
05	Association des proches de personnes atteintes de maladie mentale de l'Estrie (APPAMM-Estrie)	22 992 \$
05	Autre-Rive (L')	22 992 \$
05	Centre communautaire Partage St-François	22 992 \$
05	Centre de prévention du suicide de la Haute-Yamaska inc.	22 992 \$
05	Centre l'Élan	22 992 \$
05	Cordée, Ressource alternative en santé mentale (La)	22 992 \$
05	Croisée des sentiers (La)	22 992 \$
05	Ensoleillée : ressource communautaire en santé mentale (L')	22 992 \$
05	Entrée Chez-Soi Brome-Missisquoi	22 992 \$
05	Entr'Elles Granby inc.	22 992 \$
05	JEVI Centre de prévention du suicide - Estrie	22 992 \$
05	Maison d'hébergement pour personnes en difficulté de Granby Inc.	22 992 \$
05	Maison d'hébergement R.S.S.M.	22 992 \$
05	Mon Shack... Mes choix... Mon avenir!	22 992 \$
05	Oasis Santé Mentale Granby et région	22 992 \$
05	Phare source d'entraide (Le)	22 992 \$
05	Promotion et défense en santé mentale de l'Estrie (PRO-DEF)	22 992 \$
05	Ressource communautaire en santé mentale "L'Éveil"	22 992 \$
05	Rivage du Val St-François (Le)	22 992 \$
05	Santé Mentale Estrie Inc. / Mental Health Estrie Inc.	22 992 \$
05	Secours-Amitié Estrie	22 992 \$
05	TDA/H Estrie	22 992 \$
05	Virage Santé Mentale	22 992 \$
Total		574 800 \$

Région 6

Région	Nom de l'organisme	Montant totale accordé
06	Abri en Ville (L')	32 977 \$
06	Accès Santé Mentale Cible Travail	32 977 \$
06	Action Santé de Pointe St-Charles	32 977 \$
06	Action-Autonomie le collectif pour la défense des droits en santé mentale de Montréal	32 977 \$
06	Agence Ometz	32 977 \$
06	Alternative, Centre de jour en santé mentale (L')	32 977 \$
06	Ami-Québec Agir contre la maladie mentale	32 977 \$
06	Amis de la santé mentale (banlieue Ouest) (Les)	32 977 \$
06	Anorexie et boulimie Québec	32 977 \$
06	Antenne communications	32 977 \$
06	Art-Rivé centre de jour de Rivière-des-Prairies (L')	32 977 \$
06	Association Bénévole Amitié Inc.	32 977 \$
06	Association canadienne pour la santé mentale / filiale de Montréal	32 977 \$
06	Association de parents pour la santé mentale de Saint-Laurent-Bordeaux-Cartierville	32 977 \$
06	Association québécoise des parents et amis de la personne atteinte de maladie mentale Inc. (AQPAMM)	32 977 \$
06	Association québécoise pour les troubles d'apprentissage Section Saint-Léonard	32 977 \$
06	Atelier d'artisanat Centre-Ville Inc. (L')	32 977 \$
06	Ateliers Quatre Saisons Inc. (Les)	32 977 \$
06	C.A.D.R.E. Centre d'action, de développement et de recherche en employabilité	32 977 \$
06	Carrefour populaire de St-Michel Inc.	32 977 \$
06	Centre d'activités pour le maintien de l'équilibre émotionnel de Montréal-Nord (CAMEE)	32 977 \$
06	Centre d'apprentissage parallèle de Montréal C.A.P. (Le)	32 977 \$
06	Centre de crise de l'Ouest de l'île	32 977 \$
06	Centre de crise Le Transit	32 977 \$
06	Centre de Jour de St-James	32 977 \$
06	Centre de soir Denise Massé	32 977 \$
06	Centre d'écoute et de référence Halte-Ami	32 977 \$
06	Centre d'écoute et de référence Multi-Écoute	32 977 \$
06	Centre d'écoute et d'intervention Face à Face (Le)	32 977 \$
06	Centre d'écoute Le Havre Inc.	32 977 \$
06	Centre d'entraide Le Pivot, C.E.L.P.	32 977 \$
06	Centre d'intervention de crise Tracom	32 977 \$
06	Centre famille & ressource A.D.D.	32 977 \$
06	Centre l'autre maison Inc.	32 977 \$
06	Centre Local d'Initiatives Communautaires du Nord-Est de Montréal	32 977 \$
06	Centre Montréalais pour les troubles d'apprentissage	32 977 \$
06	Centre Soutien-Jeunesse de Saint-Laurent	32 977 \$
06	Clé des champs, réseau d'entraide pour personnes souffrant de troubles anxieux (La)	32 977 \$
06	Club ami, la santé mentale par l'entraide et l'intégration socio-professionnelle Inc.	32 977 \$
06	Communauté thérapeutique la Chrysalide Inc. (La)	32 977 \$
06	Diogène, suivi communautaire	32 977 \$
06	Écoute Entraide Inc.	32 977 \$
06	Entraide Saint-Michel	32 977 \$
06	Entreprise sociale en santé mentale	32 977 \$
06	Équipe Entreprise (L')	32 977 \$
06	Étincelle de l'amitié Inc. (L')	32 977 \$
06	Expression LaSalle centre communautaire en santé mentale	32 977 \$
06	Fondation pour l'art thérapeutique et l'art brut au Québec	32 977 \$

Région	Nom de l'organisme	Montant totale accordé
06	Groupe d'Entraide Lachine	32 977 \$
06	GymnO Montréal	32 977 \$
06	Impact-Groupe d'aide en santé mentale	10 000 \$
06	Maison des amis du Plateau Mont-Royal Inc. (La)	32 977 \$
06	Maison Le Parcours Inc.	32 977 \$
06	Maison L'Échelon Inc.	32 977 \$
06	Maison L'Éclaircie de Montréal	32 977 \$
06	Maison Les Étapes Inc.	32 977 \$
06	Maison multiethnique Myosotis Inc.	32 977 \$
06	Maison St-Dominique	32 977 \$
06	Maison St-Jacques Inc.	32 977 \$
06	Mûrier Inc. (Le)	32 977 \$
06	P.R.I.S.E. II (Programme éducatif de revalorisation individuelle, sociale) Inc.	32 977 \$
06	Paradis urbain	32 977 \$
06	Parentrie du Nord de Montréal (La)	32 977 \$
06	Parents et Amis du bien-être mental du Sud-Ouest de Montréal	32 977 \$
06	Parrainage Civique de la Banlieue Ouest de Montréal	32 977 \$
06	Parrainage civique de l'Est de l'île de Montréal	32 977 \$
06	Perspective Autonomie en Santé Mentale	32 977 \$
06	Perspective Communautaire en Santé Mentale (W.I.)	32 977 \$
06	Pracom Inc.	32 977 \$
06	Projet P.A.L. Inc.	32 976 \$
06	Projets P.A.R.T.	32 976 \$
06	Rebond, ressource alternative en santé mentale dans la Petite-Patrie (Le)	32 976 \$
06	Relax-Action Montréal	32 976 \$
06	Répit «Une heure pour moi» Inc.	32 976 \$
06	Ressources Communautaires OMÉGA	32 976 \$
06	Services communautaires Cyprès	32 976 \$
06	Société québécoise de la schizophrénie	32 976 \$
06	Suicide-Action Montréal Inc.	32 976 \$
06	Suivi communautaire Le Fil	32 976 \$
06	Tel-Aide	32 976 \$
06	Tel-Écoute	32 976 \$
06	Vers L'équilibre	32 976 \$
06	Réseau alternatif et communautaire des organismes (RACOR) en santé mentale	32 976 \$
Total		2 714 100 \$

Région 7

Région	Nom de l'organisme	Montant totale accordé
07	Centre Inter-Sect ion	24 050 \$
07	Centre Inteivalle Pontiac	24 050 \$
07	Droits-Accès de !'Outaouais	24 050 \$
07	Entraide-Deuil de l'Outaouais	24 050 \$
07	L' Apogée	24 050 \$
07	La Maison Alonzo Wright	24 050 \$
07	Le Boulev'Art de la Vallée	48 100 \$
07	L'Envol S.R.T. Service de retour au travail	24 050 \$
07	Les Habitations NouveauDépart	24 050 \$
07	Maison amitié de la Haute-Gatineau	24 050 \$
07	Maison le Ricochet	24 050 \$
07	Maison Réalité inc.	24 050 \$
07	Service d'accompagnement pour l'inclusion sociale S.A.I.S	24 050 \$
07	Suicide Détour	24 050 \$
07	Tel-Aide Outaouais	24 050 \$

Région	Nom de l'organisme	Montant totale accordé
07	Regroupement des organismes communautaires en santé mentale (ROCSMO)	50 000 \$
Total		434 800 \$

Région 8

Région	Nom de l'organisme	Montant totale accordé
08	Accueil Amos(0385-7976)	16 371 \$
08	Association de parents PANDA Abitibi-Ouest (0732-8156)	3 000 \$
08	Besoin d'aide 24/7 (0570-9241)	3 000 \$
08	Bouée d’Espoir inc. (La)(0654-1361)	7 195 \$
08	Centre de prévention du suicide d’Abitibi-Ouest (0603-8368)	5 381 \$
08	Centre de prévention du suicide Amos (0603-8350)	7 089 \$
08	Centre de prévention du suicide de Malartic (0603-8376)	3 993 \$
08	Centre de prévention du suicide de Rouyn-Noranda inc.(0374-2285)	8 465 \$
08	Centre prévention suicide Senneterre (0603-8384)	5 389 \$
08	Centre de prévention du suicide du Témiscamingue (0603-8392)	5 972 \$
08	Centre prévention suicide Vallée de l'Or (0452-8386)	7 512 \$
08	Entretoise (0570-9266)	9 039 \$
08	Groupe Soleil de Malartic	9 465 \$
08	Groupe en toute amitié de Senneterre (0657-3158)	5 385 \$
08	La Rescousse (0643-9053)	7 198 \$
08	Le Pont (0542-1862)	5 000 \$
08	Le Portail (0573-7762)	7 388 \$
08	Le Repère 649	10 386 \$
08	Le Résilient (0570-9233)	7 399 \$
08	Maison 4 saisons (0635-6471)	10 444 \$
08	Maison du Soleil Levant de Rouyn-Noranda (0438-6074)	12 890 \$
08	RAIDDAT (0571-2229)	3 000 \$
08	Résidence hébergement Chaumière (0570-9225)	9 203 \$
08	Trait d'union de La Sarre (0571-2237)	13 336 \$
Total		183 500 \$

Région 9

Région	Nom de l'organisme	Montant totale accordé
09	Association des parents et amis du malade émotionnel Baie-Comeau inc. (APAME)	6 580 \$
09	Association des parents et amis du malade émotionnel de l'Est de la Côte-Nord inc. (APAME)	6 580 \$
09	Association des troubles anxieux de la Côte-Nord	6 580 \$
09	Âtre de Sept-Îles	6 580 \$
09	Centre d'action bénévole le Nordest	6 580 \$
09	Centre de prévention du suicide Côte-Nord	6 580 \$
09	Créam	6 580 \$
09	Droits et recours en santé mentale Côte-Nord	6 580 \$
09	Éki-Lib Santé Côte-Nord	6 580 \$
09	Habitations communautaires Le Gîte inc.	6 580 \$
09	Maison de transition Baie-Comeau inc. "Le Gîte"	6 580 \$
09	Point de rencontre inc.	6 580 \$
09	Ressource de réinsertion « Le Phare »	6 580 \$
09	Santé mentale Québec-Côte-Nord	6 580 \$
09	Transit Sept-Îles	6 580 \$
Total		98 700 \$

Région 10

Région	Nom de l’organisme	Montant totale accordé
10	La Corporation le Zéphir	50 000 \$
Total		50 000 \$

Région 11

Région	Nom de l’organisme	Montant totale accordé
11	Centre Accalmie inc.	14 330 \$
11	La Maison à Damas	13 574 \$
11	Accueil Blanche Goulet de Gaspé inc.	17 675 \$
11	Centre Émilie Gamelin	14 052 \$
11	Groupe d’action sociale et psychiatrique des Monts inc.	17 845 \$
11	Association d’entraide pour la santé mentale en Gaspésie	5 049 \$
11	Nouveau Regard, Association de parents et amis de la personne atteinte de maladie mentale de la Gaspésie	10 425 \$
11	Centre de ressourcement, de réinsertion et d’intervention (CRRI)	5 339 \$
11	Centre communautaire l’Éclaircie des Îles	5 759 \$
11	Droits et recours en santé mentale Gaspésie/Les Îles	4 552 \$
Total		108 600 \$

Région 12

Région	Nom de l’organisme	Montant totale accordé
12	S.O.S. Onde Amitié	10 684 \$
12	Aux Quatre Vents, groupe d’entraide pour personnes en difficulté psychologique ou psychiatrique	21 300 \$
12	Centre la Barre du Jour	17 750 \$
12	La Croisée – regroupement de parents, amis(es) de la personne atteinte de maladie mentale – MRC des Appalaches	16 470 \$
12	La Passerelle, groupe d’aide et d’entraide pour personnes vivant avec un problème de santé mentale	29 289 \$
12	La Rencontre, groupe d’entraide pour personnes atteintes de maladie mentale	17 285 \$
12	L’Ancre, regroupement des parents et amis des personnes atteintes de maladie mentale	16 298 \$
12	Le Contrevent, pour l’entourage d’une personne ayant un trouble majeur de santé mentale	27 468 \$
12	Le Havre, groupe d’aide et d’entraide pour la personne vivant avec un problème de santé mentale	18 815 \$
12	Le Murmure, groupe d’entraide de personnes ayant ou ayant eu un problème de santé mentale	16 707 \$
12	Le Rappel groupe d’entraide de personnes atteintes d’une maladie mentale	22 437 \$
12	Le Sillon regroupement des parents et amis de la personne atteinte d’une maladie mentale	24 704 \$
12	Le Trait d’Union, groupe d’entraide pour personnes ayant des troubles de santé mentale	18 334 \$
12	Les nouveaux sentiers de la MRC de L’Islet	16 470 \$
12	L’Éveil, groupe d’entraide pour personnes atteintes de maladie mentale	16 470 \$
12	L’Oasis de Lotbinière inc.	17 054 \$
12	Santé Mentale Québec – Chaudière-Appalaches	21 008 \$
12	Intervalle	36 905 \$
12	Société de réadaptation et d’intégration communautaire (S.R.I.C.)	44 130 \$
12	L’A-Droit de Chaudière-Appalaches	18 495 \$
12	Convergence action bénévole	17 184 \$
12	Centre d’écoute et de prévention du suicide Beauce-Etchemins	11 643 \$
Total		456 900 \$

Région 13

Région	Nom de l'organisme	Montant totale accordé
13	Association des loisirs pour personnes handicapées psychiques de Laval (ALPHPL)	37 290 \$
13	Association IRIS	20 990 \$
13	Association lavalloise de parents et amis pour le bien-être mental inc. (ALPABEM)	40 990 \$
13	CAFGRAF – Groupe d'entraide en santé mentale de Laval	44 690 \$
13	Centre d'implication libre de Laval en réadaptation sociale C.I.L.L.	48 890 \$
13	L’En-droit de Laval	33 190 \$
13	La Ressource ATP groupe de soutien pour personnes anxieuses et trouble panique	29 190\$
13	L’Îlot - Service régional de crise de Laval	101 190 \$
13	Maison 100 Limites	25 390 \$
13	Service populaire de psychothérapie (S.P.P.)	37 990 \$
Total		419 800 \$

Région 14

Région	Nom de l'organisme	Montant totale accordé
14	Association de parents PANDA MRC Des Moulins	22 984 \$
14	Bonne étoile Joliette inc. (La)	26 474 \$
14	Centre d'entraide en santé mentale du secteur Brandon "Le Croissant de Lune"	24 290 \$
14	Centre de prévention du suicide de Lanaudière (Le)	40 815 \$
14	Groupe d'entraide en santé mentale de la région Berthier/Lavaltrie "L'Envol"	24 445 \$
14	Habitat jeunesse, Mascouche	32 276 \$
14	Lueur du phare de Lanaudière (La)	33 699 \$
14	Maison L'Intersection (La)	24 867 \$
14	Mi-Zé vie inc.	23 661 \$
14	PANDA de la MRC L'Assomption	23 149 \$
14	Pleins droits de Lanaudière inc.	28 470 \$
14	Propulsion Lanaudière	32 419 \$
14	Regroupement des organismes communautaires et alternatifs en santé mentale de Lanaudière	20 938 \$
14	Rescousse amicale (La)	26 159 \$
14	Rescousse Montcalm (La)	25 597 \$
14	Services de crise de Lanaudière (Les)	56 327 \$
14	Tournesol de la Rive-Nord inc. (Le)	27 191 \$
14	Vaisseau d'or (Des Moulins) (Le)	39 840 \$
Total		533 600 \$

Région 15

Région	Nom de l'organisme	Montant totale accordé
15	Arc-en-Soi, centre de prévention et d intervention en santé mentale (L)	40 419 \$
15	Association Laurentienne des proches de la personne atteinte de maladie mentale inc. (ALPPAMM) (Aussi appelé Halte des proches)	54 413 \$
15	Association Panda Thérèse-De Blainville et des Laurentides	38 274 \$
15	Atelier Ensemble on se tient	45 248 \$
15	Centre aux sources d'Argenteuil	37 507 \$
15	Centre prévention suicide le Faubourg	105 167 \$
15	C.E.S.A.M.E. Centre pour l'enfance en santé mentale Deux-Montagnes	34 598 \$
15	Collectif des Laurentides en santé mentale	17 620 \$
15	Droits et recours Laurentides	45 959 \$
15	Échelon des Pays d'en Haut inc. (L)	33 436 \$
15	Groupe Harfang des Neiges des Laurentides (Le)	51 108 \$
15	Groupe La Licorne MRC Thérèse-De Blainville	46 310 \$

Région	Nom de l'organisme	Montant totale accordé
15	Hébergement Fleur de Macadam	15 096 \$
15	L'Envolée, ressource alternative en santé mentale	33 946 \$
15	Maison Clothilde	31 768 \$
15	Panda Basses-Laurentides sud-ouest	33 331 \$
Total		664 200 \$

Région 16

Région	Nom de l'organisme	Montant totale accordé
16	Accolade Santé Mentale (L')	33 553 \$
16	Alternative - Centregens	31 812 \$
16	Ancre et Ailes du Haut St-Laurent	28 525 \$
16	Arc-en-ciel (Vaudreuil-Soulanges)	28 039 \$
16	Arc-en-ciel des Seigneuries, groupe d'entraide en santé mentale (L')	30 211 \$
16	Association des parents et amis de la personne atteinte de maladie mentale - Rive-Sud APAMM-RS	31 192 \$
16	Association Le Vaisseau d'Or	27 906 \$
16	Ateliers Transition inc. (Les)	30 099 \$
16	Au Second Lieu	28 549 \$
16	Avant-garde en santé mentale (L')	29 714 \$
16	Centre de crise et de prévention du suicide du Haut-Richelieu-Rouville	28 628 \$
16	Centre de crise et de prévention du suicide La Traversée	40 152 \$
16	Centre de soutien en santé mentale - Montérégie	35 298 \$
16	Centre de transition Perceval inc.	35 057 \$
16	Centre psychosocial Richelieu-Yamaska (Le)	21 550 \$
16	Collectif de défense des droits de la Montérégie	21 550 \$
16	Contact Richelieu-Yamaska	37 400 \$
16	D'un couvert à l'autre	39 550 \$
16	Éclusier du Haut-Richelieu	30 122 \$
16	Groupe d'entraide G.E.M.E.	35 033 \$
16	Groupe d'entraide L'Arrêt-Court, Sorel-Tracy	31 697 \$
16	Groupe d'entraide le Dahlia de Beauharnois (Le)	32 221 \$
16	Havre à nous (le) / Our Harbour	35 300 \$
16	Hébergement l'Entre-Deux	36 132 \$
16	Hyper-Lune	39 550 \$
16	Maison alternative de développement humain (MADH) inc.	39 645 \$
16	Maison d'intervention Vivre	27 563 \$
16	Maison du Goéland de la Rive-Sud (La)	21 020 \$
16	Maison Jacques-Ferron	36 568 \$
16	Maison le Point Commun	28 129 \$
16	Maison sous les arbres	21 020 \$
16	Phare, Saint-Hyacinthe et régions Inc. (Le)	33 942 \$
16	Pont du Suroît (Le)	31 928 \$
16	Psychhésion inc.	31 788 \$
16	Regroupement des organismes communautaires en santé mentale de la Montérégie (ROCSMM)	39 550 \$
16	Réseau d'habitations Chez soi	28 614 \$
16	Ressource de transition le Tournant	21 020 \$
16	Santé mentale Québec - Haut-Richelieu	29 558 \$
16	Santé mentale Québec - Pierre-De Saurel	26 383 \$
16	Santé mentale Québec - Rive-Sud	39 550 \$
16	Service d'intervention en santé mentale - ESPOIR	21 020 \$
16	Tel-aide région du Suroît	25 298 \$
16	Toits d'Émile (Les)	35 321 \$
16	Trait-d'Union Montérégien	28 126 \$
16	Traversée (Rive-Sud) (La)	39 550 \$

Région	Nom de l'organisme	Montant totale accordé
16	Versant (Le, réseau d'entraide pour les personnes souffrant de troubles anxieux	39 567 \$
Total		1 444 000 \$

Un montant forfaitaire de 50 000 \$ a été attribué à la région 17 et à la région 18 dans le cadre de ce fonds.

Organismes nationaux

Région	Nom de l'organisme	Montant totale accordé
National	Association des groupes d’intervention en défense de droits en santé mentale du Québec	8 750 \$
National	Association québécoise pour la réadaptation psychosociale	8 750 \$
National	Réseau communautaire de santé mentale (COSME)	8 750 \$
National	Mouvement Santé mentale Québec	8 750 \$
National	Regroupement des associations de parents PANDA du Québec	8 750 \$
National	Regroupement des centres de prévention du suicide du Québec	8 750 \$
National	Regroupement des ressources alternatives en santé mentale du Québec	8 750 \$
National	Réseau Avant de Craquer	8 750 \$
National	Regroupement des services d’intervention de crise du Québec (RESICQ)	8 750 \$
National	Association québécoise de prévention du suicide	19 250 \$
National	Au coeur familles agricoles	19 250 \$
National	Phobies-Zéro	19 250 \$
National	Les Porte-voix du rétablissement (Asso Vox Québec)	19 250 \$
National	Relief - Le chemin de la santé mentale	19 250 \$
Total		175 000 \$

QUESTION NO 372

État de situation quant au suivi des recommandations du rapport de la Commission de la santé et des services sociaux portant sur l'augmentation préoccupante de la consommation de psychostimulants chez les enfants et les jeunes en lien avec le trouble déficitaire de l'attention avec hyperactivité (TDAH), déposé en décembre 2020.

RÉPONSE NO 372

À la suite des recommandations de la Commission de la santé et des services sociaux portant sur l'augmentation préoccupante de la consommation de psychostimulants chez les enfants et les jeunes en lien avec le trouble déficitaire de l'attention avec hyperactivité (TDAH), déposé en décembre 2020, le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) a inscrit une action au Plan d'action interministériel en santé mentale (2022-2026) concernant des mesures à mettre en place afin de donner suite aux recommandations :

Action 4.10 : Revoir la trajectoire de services et de diagnostic pour le trouble déficitaire de l'attention avec ou sans hyperactivité :

- Afin d'améliorer la qualité, la fluidité et l'efficience de la trajectoire de services et de diagnostic pour le TDAH, le MSSS mettra sur pied un comité interministériel comprenant notamment le ministère de l'Éducation du Québec (MEQ), le ministère de l'Enseignement supérieur (MES) et le Collège des médecins du Québec.
- Afin d'améliorer l'accompagnement et l'accès à une diversité de services pour les enfants, les adolescents et leur famille, le MSSS déposera à l'intention des établissements un appel de projets ciblant les innovations ou les traitements complémentaires à la médication pour les enfants et adolescents présentant des symptômes ou un diagnostic de TDAH.

QUESTION No 373

État de situation quant à la pénurie de psychologues dans le réseau public ainsi que les mesures entreprises pour atténuer cette pénurie.

.....

RÉPONSE No 373

La réponse à cette question est fournie, dans ce même cahier, à la question n° 35 des questions particulières du Troisième groupe d'opposition.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 374

État de situation au sujet de la ligne 811 (nombre d'appels reçus, nombre d'appels demeurés sans réponse, coûts engendrés, etc.).

- a. Nombre de régions où les appels au 1 866 APPELLE sont transférés au service 811. Prévisions à court, à moyen et à longs terme.
- b. Nombre de régions où le transfert au service 811 permet de parler directement à un intervenant.
- c. Économies anticipées à l'échelle du Québec par cette mesure.
- d. Procédure transmise par le MSSS aux CISSS et aux CIUSSS dans le cadre de cette mesure

RÉPONSE NO 374

La réponse est fournie à la question n° 110 des questions particulières de l'Opposition officielle.

QUESTION NO 375

État de situation quant au développement d'une stratégie nationale en prévention du suicide.

.....

RÉPONSE NO 375

La réponse est fournie à la question n° 112 des questions particulières de l'Opposition officielle.

QUESTION NO 376

État de situation quant au nombre de suicides par année au cours des 5 dernières années.

RÉPONSE NO 376

Les nombres de décès par suicide observés au cours des dernières années sont les suivants :

- 2015 : 1 150 décès;
- 2016 : 1 105 décès;
- 2017 : 1 059 décès;
- 2018 : 1 094 décès;
- 2019 : 1 128 décès.

Selon les données provisoires émises par le Bureau du coroner, il y aurait eu 1 016¹ suicides en 2020 (première année de pandémie). Pour l'instant, il s'agit de 112 suicides de moins qu'en 2019. Les observations tirées de ces données sont préliminaires et légèrement sous-estimées puisque 12,2 % des investigations du coroner étaient toujours en cours au moment de l'extraction, le 5 janvier 2022. Elles doivent donc être interprétées avec prudence.

Un délai moyen de 10,4 mois est requis pour terminer une investigation du coroner.

1. Ce nombre est sous-estimé et doit être utilisé avec précaution.

Source : Levesque, P., Rassy, J., Genest, C. (2022). Le suicide au Québec : 1981 à 2019 — Mise à jour 2022. Québec, Bureau d'information et d'études en santé des populations, Institut national de santé publique du Québec. 56 pages.

QUESTION NO 377

Subventions octroyées aux centres de prévention du suicide (au national et par région) en 2021-2022 ainsi que les prévisions 2022-2023.

RÉPONSE NO 377

Subventions octroyées par le biais du Programme de soutien aux organismes communautaires (PSOC) en 2021-2022

La réponse à cette question est fournie à la question n° 113 des questions particulières de l’Opposition officielle.

Subventions octroyées dans le cadre de la Stratégie nationale de prévention du suicide

Financement régional

Dans son budget 2021-2022, le gouvernement du Québec a annoncé un investissement de 5 M\$ pour le déploiement d’une nouvelle stratégie nationale de prévention du suicide. Dans ce contexte, un montant de 1,074 M\$ a été réparti dans les 18 régions sociosanitaires pour la mise en œuvre d’actions découlant de l’une ou l’autre des trois mesures suivantes :

- 1. Soutenir l’implantation de réseaux de sentinelles dans les milieux de vie, notamment dans les milieux de travail;
- 2. Sensibiliser la population sur le suicide et sur les moyens de le prévenir, en cohérence avec les activités déployées dans le cadre de la Semaine de prévention du suicide;
- 3. Renforcer le soutien des proches endeuillés par suicide.

Le financement est destiné aux centres de prévention du suicide ou autres organismes communautaires reconnus comme œuvrant en prévention du suicide. Les organismes bénéficiaires sont identifiés par les directions de santé de publique des CISSS et CIUSSS, en cohérence avec les réalités et besoins sur le plan régional et local, incluant les actions déjà en place.

	Régions	Financement alloué
01	Bas-Saint-Laurent	42 828 \$
02	Saguenay-Lac-Saint-Jean	48 037 \$
03	Capitale-Nationale	77 841 \$
04	Mauricie-et-Centre-du-Québec	63 288 \$
05	Estrie	60 925 \$
06	Montréal	157 532 \$
07	Outaouais	55 018 \$
08	Abitibi-Témiscamingue	39 500 \$
09	Côte-Nord	35 902 \$
10	Nord-du-Québec	30 747 \$

	Régions	Financement alloué
11	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	35 741 \$
12	Chaudière-Appalaches	57 542 \$
13	Laval	57 650 \$
14	Lanaudière	62 375 \$
15	Laurentides	68 604 \$
16	Montérégie	118 868 \$
17	Nunavik	30 694 \$
18	Terres-Cries-de-la-Baie-James	30 908 \$
	TOTAL	1 074 000 \$

Note : la même réponse a été fournie à la question 119 des questions particulières du deuxième groupe d’opposition

Financement aux organismes nationaux

Organisme	Subvention octroyée en 2021-2022
Association québécoise de prévention du suicide	3,386 \$
Regroupement des centres de prévention du suicide du Québec	75 000 \$

Les données 2022-2023 ne sont pas disponibles.

Subventions octroyées dans le cadre de l’investissement de 100 M\$ annoncé le 2 novembre 2020 pour améliorer l’offre de soins et de services psychosociaux en santé mentale

- 4 M\$ pour déployer de façon accélérée la stratégie numérique en prévention du suicide (financement alloué à l’Association québécoise de prévention du suicide) :
 - o pour l’année financière 2020-2021 : 1,5 M\$;
 - o pour l’année financière 2021-2022 : 2,5 M\$.
- 900 000 \$ pour rehausser la capacité de réponse à la ligne 1 866 APPELLE

CISSS ou CIUSSS	Centre de prévention du suicide (CPS)	Montants 2020-2021	Montants 2021-2022	Montants totaux
CISSS du Bas-Saint-Laurent	CPS et d'intervention de crise du Bas-Saint-Laurent	21 391 \$	74 868 \$	96 259 \$
CIUSSS du Saguenay-Lac Saint-Jean	CPS 02	13 591 \$	47 568 \$	61 159 \$
CIUSSS de la Capitale-Nationale	CPS de Québec	20 791 \$	72 768 \$	93 559 \$
CIUSSS de la Mauricie-et-Centre-du-Québec	CPS Accalmie	14 591 \$	51 068 \$	65 659 \$
CIUSSS du Centre-Sud-de-l’Île-de-Montréal	Suicide Action Montréal	51 691 \$	180 918 \$	232 609 \$
CISSSS de l’Abitibi-Témiscamingue	Ligne d'intervention en prévention du suicide de l'Abitibi-Témiscamingue-Malartic	13 091 \$	45 818 \$	58 909 \$
CISSS de la Côte-Nord	CPS Côte-Nord	11 691 \$	40 918 \$	52 609 \$
CISSS de Laval	L’Îlot - Centre de crise et de prévention du suicide de Laval	10 391 \$	36 368 \$	46 759 \$
CISSS de Lanaudière	CPS de Lanaudière	11 391 \$	39 868 \$	51 259 \$
CISSS des Laurentides	CPS le Faubourg	12 291 \$	43 019 \$	55 310 \$

CISSS ou CIUSSS	Centre de prévention du suicide (CPS)	Montants 2020-2021	Montants 2021-2022	Montants totaux
CISSS de la Montérégie-Centre	CPS du Haut-Richelieu	19 090 \$	66 819 \$	85 909 \$
	TOTAUX :	200 000 \$	700 000 \$	900 000 \$

Note : les mêmes réponses ont été fournies à la question no 369 du Troisième groupe d’opposition (subventions dans le cadre du 100 M\$) et à la question no 45 du Deuxième groupe d’opposition (financement ligne 1 866 APPELLE)

Les données 2022-2023 ne sont pas disponibles.

QUESTION NO 378

État de situation et sommes investies en 2021-2022, ainsi que les prévisions pour 2022-2023, quant à la mise en place des recommandations du Protecteur du citoyen sur les services gouvernementaux destinés aux enfants présentant un trouble envahissant du développement.

RÉPONSE NO 378

Sommes investies :

- Depuis 2017-2018, un financement annuel récurrent de 29 M\$ est alloué pour soutenir les mesures du *Plan d'action sur le trouble du spectre de l'autisme 2017-2022 – Des actions structurantes pour les personnes et leur famille* (Plan d'action). Le Plan d'action cible les personnes ayant un diagnostic de trouble du spectre de l'autisme (TSA) de tous les âges, ainsi que leur famille. Il vise à :
 - améliorer l'accès aux services pour les enfants, les adolescents et les adultes;
 - offrir un soutien spécialisé aux personnes dans leur milieu de vie;
 - renforcer les services de répit, dépannage et gardiennage;
 - réduire la liste d'attente pour l'allocation directe de soutien aux familles.

Actions réalisées et en cours pour donner suite aux recommandations du Protecteur du citoyen :

En mai 2018, un bilan final a été déposé au Protecteur du citoyen par le MSSS. Il comprend l'ensemble des recommandations des deux rapports spéciaux du Protecteur du citoyen qui ont été intégrées dans le Plan d'action.

- Protecteur du citoyen : *Rapport spécial n°1 sur les services gouvernementaux destinés aux enfants présentant un trouble envahissant du développement* :
 - Les quatorze recommandations formulées au ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) sont réalisées, ou donnent lieu à des activités en continu, et sont soutenues par la mise en œuvre du Plan d'action.
- Protecteur du citoyen : *Rapport spécial n°2 sur les services aux jeunes et aux adultes présentant un trouble envahissant du développement : de l'engagement gouvernemental à la réalité* :
 - Les actions réalisées en continu en suivi des recommandations de ce rapport spécial ont été intégrées dans le Plan d'action et s'articulent autour de huit axes :
 - des services d'évaluation en temps opportun;
 - des modes d'intervention qui répondent aux besoins et aux profils variés des jeunes enfants;

- des ententes locales et des services intersectoriels adaptés et complémentaires pour les enfants et les adolescents;
- une gamme variée de services pour répondre aux besoins des adultes et à leur projet de vie;
- une gamme variée de ressources pour répondre aux besoins des familles;
- des milieux de vie au choix des personnes ayant un TSA;
- un meilleur accès aux services des différents réseaux pour les personnes présentant des troubles graves du comportement ou de multiples problématiques;
- un transfert de connaissances à la portée de tous les partenaires et une diversification plus large de la recherche.

Le Plan d'action sur le trouble du spectre de l'autisme 2017-2022 – Des actions structurantes pour les personnes et leur famille est accessible sur le site internet du MSSS : <https://publications.msss.gouv.qc.ca/msss/fichiers/2016/16-824-06W.pdf>

Les données 2022-2023 ne sont pas disponibles.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 379

Nombre de personnes en attente, délais d'attente moyens et coûts estimés pour améliorer l'accessibilité aux services pour chacun des services spécialisés de réadaptation en déficience physique, selon la région sociosanitaire, au 31 mars 2021 et au 31 mars 2022 :

- a. Adultes;
- b. Aînés;
- c. Enfants.

RÉPONSE NO 379

La réponse à cette question est fournie à la question n° 375 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 380

Nombre de personnes en attente, délais d'attente moyens et coûts estimés pour améliorer l'accessibilité aux services pour chacun des services spécialisés de réadaptation en déficience intellectuelle, selon la région sociosanitaire, au 31 mars 2021 et au 31 mars 2022 :

- a. Adultes;
- b. Aînés;
- c. Enfants.

RÉPONSE NO 380

La réponse à cette question est fournie à la question n° 376 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 381

Nombre de personnes en attente, délais d'attente moyens et coûts estimés pour améliorer l'accessibilité aux services spécialisés pour chacun des services spécialisés de réadaptation pour les TSA, selon la région sociosanitaire, 31 mars 2021 et au 31 mars 2022 :

- a. Adultes;
- b. Aînés;
- c. Enfants.

RÉPONSE NO 381

La réponse à cette question est fournie à la question n° 377 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 382

Liste d'attente pour un premier service de réadaptation DI, DP et TSA (ventilation par région).

.....

RÉPONSE NO 382

La réponse à cette question est fournie à la question n° 378 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 383

Délai moyen d'attente pour une demande d'évaluation diagnostique de trouble du spectre de l'autisme et pour une demande d'évaluation globale des besoins, par région.

RÉPONSE NO 383

La réponse à cette question est fournie à la question n° 379 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 384

Liste des organismes communautaires subventionnés par le MSSS par le biais du PSOC (organismes à rayonnement national et organismes à rayonnement régional) et montant des subventions octroyées par organisme, par région et au total, en 2021-2022.

.....

RÉPONSE NO 384

La réponse à cette question est fournie à la question no 103 des questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 385

Ventilation des nouvelles sommes (supplémentaires) octroyées par le PSOC en 2021-2022 et prévisions pour 2022-2023.

.....

RÉPONSE NO 385

La réponse à cette question est fournie à la question no 104 des questions particulières du Deuxième groupe d'opposition.

QUESTION NO 386

Nombre d’organismes qui sont reconnus au PSOC, mais qui sont en attente de financement, par région. Indiquer aussi le nombre de demandes de reconnaissances reçues, par région.

.....

RÉPONSE NO 386

La réponse à cette question est fournie à la question no 110 des questions particulières du Deuxième groupe d’opposition

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d’opposition

QUESTION NO 387

Évolution et ventilation des sommes investies dans le cadre du programme Agir tôt, par région, en 2021-2022 et prévisions pour 2022-2023.

.....

RÉPONSE NO 387

Les budgets octroyés en 2021-2022 sont les suivants :

Région	Établissement	Montant
6 - Montréal	CHU de Sainte-Justine	444 060\$
7- Outaouais	CISSS de l’Outaouais	32 880\$

Les prévisions 2022-2023 ne sont pas disponibles.

QUESTION NO 388

Évolution et ventilation des sommes investies dans le déploiement de la plateforme informatique de dépistage sur le développement de l’enfant dans le cadre du programme Agir tôt en 2021-2022 et prévisions pour 2022-2023.

RÉPONSE NO 388

2021-2022 : Phase I – Paramétrisation, développement de la plateforme, hébergement au CTIP, déploiement dans les établissements de santé (activation de la solution, Formation des ressources, démarrage et accompagnement).

Activités	Coûts réels 2021-2022* (au 28 février 2022)
Ressources humaines Centre d’opérationnalisation – CHU Sainte-Justine	739 937 \$
Ressources humaines Accompagnement CCSMTL	86 414 \$
Accompagnement et suivi du projet Ressources MSSS	0 \$
Équipements informatiques	281 \$
Architecture hébergement	137 475 \$
Plateforme	489 600 \$
Contingence	0 \$
TOTAL	1 453 707 \$

*Ces informations sont basées sur les M050 mensuels et sur la demande budgétaire 2022-2023 du CO Agir tôt. L’ensemble des coûts réels sera fourni dans la reddition de comptes 2021-2022 du CO, le 16 mai 2022.

QUESTION NO 389

Nombre de personnes embauchées au sein des équipes d'intervention précoce dans le cadre du programme Agir tôt, par poste, par région, par établissement en 2021-2022 et prévisions pour 2022-2023.

.....

RÉPONSE NO 389

La réponse est fournie dans les tableaux ci-après.

Les prévisions 2022-2023 ne sont pas disponibles.

Portait – Embauches des ressources par région territoriale de service / établissement dans le cadre du programme Agir tôt
En date du 31 janvier 2022
Programme-services Jeunes en difficultés et Déficience physique, déficience intellectuelle et trouble du spectre de l’autisme

Région territoriale de service /établissement	Nombre de postes prévus	Nombre de postes dotés	Nombre de postes en processus de dotation
01 - Bas-Saint-Laurent	13,6	13,0	0,0
02 - Saguenay–Lac-Saint-Jean	19,6	14,8	1,6
03 - Capitale-Nationale	56,0	54,9	1,1
04 - Mauricie et Centre-du-Québec	37,7	36,3	1,4
05 - Estrie	30,5	25,9	4,6
06 - Ouest-de-l'Île-de-Montréal	28,5	26,8	1,7
06 - CHU Ste-Justine	9,0	8,5	0,5
06 - Centre-Ouest-de-l'Île-de-Montréal	31,9	29,5	2,4
06 - Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal	46,8	43,9	2,9
06 - Nord-de-l'Île-de-Montréal	36,7	36,7	0,0
06 - Est-de-l'Île-de-Montréal	47,0	46,2	0,8
07 - Outaouais	28,8	22,8	6,0
08 - Abitibi-Témiscamingue	14,5	14,3	0,2
09 - Côte-Nord	15,1	12,8	2,3
10 - Nord-du-Québec	9,0	6,0	2,0
11 - Gaspésie	14,3	8,3	6,0
11 - Îles-de-la-Madeleine	4,8	4,8	0,0
12 - Chaudière-Appalaches	32,5	32,5	0,0
13 - Laval	34,2	32,2	2,0
14 - Lanaudière	35,5	33,1	1,6
15 - Laurentides	41,6	40,2	1,4
16 - Montérégie-Centre	29,4	25,0	2,4
16 - Montérégie-Est	38,9	32,1	6,8
16 - Montérégie-Ouest	51,6	43,3	8,3
17 - RRSSS du Nunavik	15,0	12,0	3,0
18 - Conseil cri de la SSS de la Baie James	0,0	0,0	0,0
Total général	722,5	655,9	59,0

Source: Données P10 2021-2022, Gestred 41400 et 41500

Portait – Embauches des ressources par titre d’emploi dans le cadre du programme Agir tôt
En date du 31 janvier 2022
Programme-services Jeunes en difficultés et Déficience physique, déficience intellectuelle et trouble
du spectre de l’autisme

Titre d'emploi	Nombre de postes prévus (Cible)	Nombre de postes dotés (Occupés)	Nombre de postes en processus de dotation (À combler)
Infirmier, infirmière	4,3	3,7	0,0
Infirmier clinicien, infirmière clinicienne	20,6	16,4	4,2
Agent ou agente de relations humaines	0,6	0,6	0,0
Agents administratifs	44,1	38,5	5,6
Dietétiste-Nutritionniste	19,0	16,3	1,9
Éducateur, Éducatrice	75,8	71,0	4,8
Équipe plateau CIRENE - CHU Sainte Justine seulement (Réf.: 19-PF-00117-02)	5,0	5,0	0,0
Ergothérapeute	87,8	79,0	6,6
Orthophoniste	145,8	130,4	15,4
Physiothérapeute	34,6	28,3	5,3
Psychoéducateur, Psychoéducatrice	85,7	78,5	5,2
Psychologue	10,9	8,5	2,4
Responsables cliniques	56,9	56,9	0,0
Technicien ou Technicienne en éducation spécialisée	103,4	96,8	5,6
Technicien ou Technicienne en travail social	5,8	4,8	1,0
Travailleur social, Travailleuse sociale	22,2	21,2	1,0
Total général	722,5	655,9	59,0

Source: Données P10 2021-2022, Gestred 41400 et 41500

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 390

Nombre de dépistages précoces effectués en 2021-2022 dans le cadre du programme Agir tôt, comparativement au nombre effectué au cours des trois années précédentes.

RÉPONSE NO 390

Le nombre d'enfants dont le dépistage a été complété par la plateforme Agir tôt est de 7 582 enfants différents au 31 mars 2022.

Les données des 3 années précédentes ne sont pas disponibles, considérant que la plateforme numérique de dépistage est déployée dans toutes les régions du Québec (hormis les régions 17 et 18) seulement depuis septembre 2021.

QUESTION NO 391

État d’avancement de l’implantation du projet Aire ouverte, le nombre de personnes embauchées selon la catégorie d’emploi, le nombre de jeunes qui utilisent ce service ainsi que les sommes dépensées, ventilées par région, depuis 2020.

.....

RÉPONSE NO 391

Les réponses et tableaux sont fournies ci-après.

Les données pour l’année 2021-22 ne sont pas disponibles.

Dépensées déclarées pour Aire ouverte du 1^{er} avril 2020 au 31 mars 2021 :

Établissements	Dépenses (\$)
1. Centre intégré de la santé et des services sociaux du Bas-Saint-Laurent	20 195
2. Centre intégré universitaire de la santé et des services sociaux du Saguenay – Lac-Saint-Jean	415 427
3. Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale	114 704
4. Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec	39 777
5. Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Estrie – Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke	282 630
6.1 Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Ouest-de-l île-de-Montréal	82 456
6.2 Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de Centre-Ouest-de-l île-de-Montréal	132 365
6.3 Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-l île-de-Montréal	60 522
6.4 Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Nord-de-l île-de-Montréal	875 940
6.5 Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Est-de-l île-de-Montréal	410 000
7. Centre intégré de la santé et des services sociaux de l’Outaouais	6 678
8. Centre intégré de la santé et des services sociaux de l’Abitibi-Témiscamingue	48 491
9. Centre intégré de la santé et des services sociaux de la Côte-Nord	529 389
10. Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James	29 402
11.1 Centre intégré de santé et de services sociaux de la Gaspésie	690 037
11.2 Centre intégré de santé et de services sociaux des Îles	0
12. Centre intégré de santé et de services sociaux de Chaudière-Appalaches	8 954
13. Centre intégré de santé et de services sociaux de Laval	624 051
14. Centre intégré de santé et de services sociaux de Lanaudière	22 562
15. Centre intégré de santé et de services sociaux des Laurentides	30 516
16.1 Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Centre	731 623
16.2 Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Est	25 579
16.3 Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Ouest	97 865
17. Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik	44 742
18. Conseil Cri de la santé et des services sociaux de la Baie James	0
Total pour les sites Aire ouverte	5 323 905

État d’avancement: la réponse à cette question est fournie à la question n° 343 des questions particulières de l’Opposition officielle.

Nombre de jeunes 12-25 ans qui ont utilisé les services Aire ouverte en 2020-2021 :

1167 pour 5 sites en fonction.

Ressources humaines 2020-2021 :

Titres d’emploi	ETC
Encadrement :	
Conseiller cadre	10
Chargé de projet	4
Agent de planification et programmation recherche - Coordonnatrice de projet	1
Agent de planification et programmation recherche - Chargée de projet Aire ouverte	1
Organisatrice communautaire- Chargé de projet	1
Spécialiste en activités cliniques	8
Spécialiste en activités cliniques Ergothérapeute/Coordonnatrice clinique AO	1
Organisatrice communautaire	8
Agent de planification et programmation recherche	6
Coordonnatrice professionnelle	1
Coordonnatrice continuum santé mentale jeunesse	1
Coordonnatrice (volet clinique)	1
Coordonnatrice des services préventifs et généraux à la petite enfance et à la jeunesse	1
Coordonnateur continuum 0-25 et Aire ouverte	1
Chef de service, Santé mentale jeunesse 1ère ligne et AO	1
Chef de service Santé mentale jeunesse et psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent	1
Spécialiste en procédés administratifs (sécurisation culturelle)	1
Conseillère clinique	1
Agent administratif	1
Agente administrative classe 2	1
Personnel clinique :	
Infirmière clinicienne	5,4
Infirmier	1
Sexologue	2,6
Travailleuse sociale	12,1
Psychoéducatrice	4
Technicien en éducation spécialisée	7,4
Éducateur	1
Psychologue	2,8
Orthopédagogue	1
Travailleur de rue	1

QUESTION NO 392

392. Concernant l'entente MEES-MSSS :

- a) Pour chacune des régions, nombre de cas où elle a été appliquée au cours des cinq dernières années (ventilation par année);
- b) Nombre de plans d'intervention et de plans de services individualisés et intersectoriels élaborés au cours des cinq dernières années (ventilation par année);
- c) Taux de respect et d'application de ces plans;
- d) Nombre de rencontres ayant eu lieu au cours des cinq dernières années (ventilation par année) pour chacune des tables régionales MEES-MSSS, qui ont pour mandat de coordonner les rôles et les responsabilités de chacun.

RÉPONSE NO 392

Cette réponse relève de la responsabilité du ministère de l'Éducation.

QUESTION NO 393

Indiquer les mesures et les sommes engagées par votre ministère ou organisme en 2021-2022 pour prévenir et lutter contre les violences sexuelles dans les communautés autochtones.

.....

RÉPONSE NO 393

La réponse à cette question est fournie dans le tableau de la page suivante.

Lutte contre les violences sexuelles dans les communautés autochtones		
Mesures mises en œuvre en 2021-2022 nécessitant un investissement		
	Mesures	Montant
Femmes autochtones du Québec	Soutenir financièrement Femmes autochtones du Québec inc. pour l'exercice des activités de la coordonnatrice santé en matière d'agression sexuelle.	75 000 \$
	Soutenir financièrement Femmes autochtones du Québec inc. afin d’offrir la formation en matière d'agression sexuelle – « Sortir de l’ombre, marcher vers la lumière » – aux intervenantes et intervenants qui travaillent auprès de la clientèle des centres d’amitié autochtones du Québec.	50 000 \$
Conseil cri de la santé et des services sociaux de la Baie James	Consolidation de l'offre de service en matière d’agression sexuelle dans le réseau de la santé et des services sociaux	100 000 \$
Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik		100 000 \$
CLSC Naskapi		10 000 \$
Total :		335 000 \$

QUESTION NO 394

Indiquer les mesures et les sommes engagées par votre ministère ou organisme en 2021-2022 pour prévenir et lutter contre la violence conjugale. Ventilation par mesure, par région et prévisions pour 2022-2023

RÉPONSE NO 394

La réponse est fournie dans les tableaux des pages suivantes.

Les données pour 2022-2023 ne sont pas disponibles.

Tableau récapitulatif des investissements en violence conjugale pour les organismes communautaires et les établissements du RSSS dans les plans d'action de 2018 à 2027		Financements alloués en 2021-2022
<i>En millions</i>		
a) Plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023 (mesures 16, 17 et 18)		
Action 16 – MH1		0
Action 17 – Ressource pour hommes ⁽¹⁾		0,2
Action 18 – MH2		0
Total des mesures 16, 17 et 18		0,2
b) Plan d'action spécifique pour prévenir les situations à haut risque de dangerosité et accroître la sécurité des victimes 2020-2025		
Action 3 – Rehaussement du financement des maisons d'hébergement d'urgence		10
Action 4 – Consolider le financement d'actions du MSSS inscrites aux Plans d'action 2018-23	Action 16 - MH1	4,0
	Action 17 - Ressources pour hommes	1,0
	Action 18 - MH2	8,8
	Action 31 – Intervenant pivot dans les CISSS/CIUSSS	1,8
Total des actions 3 et 4		25,6
c) Mesure annoncée au budget 2021-2022 et actions prioritaires pour prévenir et contrer les féminicides en contexte conjugal 2021-2026		
Rehaussement du financement des maisons d'aide et d'hébergement d'urgence (MH1) (budget 2021-2022)		4,5
Rehaussement du financement MH1		15,5
Rehaussement du financement des organismes intervenant auprès des conjoints ayant des comportements violents		3,6
Soutien au développement de services en matière de violence conjugale et familiale au Nunavik		1,0
Rehaussement du financement des MH1 autochtones ⁽²⁾		—
Total des mesures du budget 21-22 et des actions prioritaires		24,6
Total des financements récurrents pour les organismes communautaires		47,4
Total des financements non-récurrents pour les organismes communautaires		0,2
Total du financement récurrent pour les établissements du RSSS		1,8
d) Autres mesures du Plan d'action 2018-2023		1,9
Grand total avec mesures autofinancées du Plan d'action 2018-2023		52,3

(1) Mesure visant le développement d'une plateforme web par à cœur d'homme pour la prévention et l'intervention auprès des hommes aux comportements violents. Cette action a été élaborée dans le cadre des mesures visant à prévenir et à contrer les féminicides, mais a été provisionnée dans le budget alloué à la mesure 17 qui vise l'adaptation des services à la hauteur de 174 970 \$.

(2) Les mesures annoncées pour la bonification du financement des MH1 visent également les maisons autochtones en milieu urbain et celles situées dans les communautés conventionnées (Inuite, Crie et Naskapie).

* Le total présente uniquement les montants récurrents annoncés. Les sommes du Plan d'action 2018-2023 sont non récurrentes.

** Grand total incluant les montants non récurrents.

Ventilation par mesure et par région

a) Plan d’action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023
Répartition du financement non récurrent 2021-2021 pour les mesures 16, 17 et 18

Mesures	Destinataires	Montant accordé en 2021-2022
Mesure 16 Financement des maisons d’hébergement d’urgence	s.o.	0 \$
Mesure 17 Financement des organismes intervenant auprès des auteurs de violence Création d’une plateforme web dans le cadre des mesures pour contrer les féminicides pour la prévention et l’intervention auprès des hommes aux comportements violents	Association provinciale : Réseau pour une société sans violence – à cœur d’hommes	174 970 \$
Mesure 18 Financement des maisons de 2 ^e étape	s.o.	0 \$
Total		174 970 \$
Total arrondi		0,2 M \$

**b) Plan d'action spécifique pour prévenir les situations de violence conjugale à haut
risque de dangerosité et accroître la sécurité des victimes (2020-2025)
Répartition du financement récurrent pour les actions 3 et 4 en 2021-2022**

Région socio-sanitaire	Rehaussement (action 3) et adaptation des services aux populations vulnérables (action 4) des maisons d'urgence	Consolidation des services des maisons de 2^e étape (action 4)	Adaptation des services des organismes œuvrant auprès des conjoints ayant des comportements violents aux clientèles particulières (action 4)	Désignation d'une personne ressource en violence conjugale dans les CISSS- CIUSSS (action 4)
1	405 011 \$	240 350 \$	42 530 \$	70 000 \$
2	737 208 \$	531 300 \$	38 915 \$	70 000 \$
3	1 161 655 \$	1 359 875 \$	76 410 \$	77 086 \$
4	795 989 \$	347 875 \$	77 880 \$	73 216 \$
5	692 819 \$	727 375 \$	56 445 \$	72 745 \$
6	3 454 038 \$	2 730 138 \$	127 145 \$	356 804 \$
7	857 491 \$	265 650 \$	93 925 \$	71 136 \$
8	498 505 \$	NA	32 085 \$	70 000 \$
9	435 503 \$	275 766 \$	41 290 \$	70 000 \$
9 (CLSC Naskapi)	100 000 \$	NA	NA	10 000 \$
10	128 131 \$	NA	25 325 \$	70 000 \$
11	570 367 \$	385 825 \$	39 580 \$	140 000 \$
12	512 060 \$	562 925 \$	97 665 \$	71 662 \$
13	380 974 \$	113 850 \$	32 665 \$	71 827 \$
14	397 355 \$	202 400 \$	33 320 \$	73 194 \$
15	627 363 \$	NA	73 035 \$	74 987 \$
16	1 370 855 \$	1 026 181 \$	132 635 \$	217 344 \$
17	674 676 \$	NA	NA	70 000 \$
18	200 000 \$	NA	NA	70 000 \$
National	NA	NA	NA	NA
Total	14 000 000 \$	8 769 510 \$	1 020 850 \$¹	
Total arrondis	14 000 000 \$	8 800 000 \$	1 000 000 \$	1 800 000 \$
Sous-totaux	23 790 360 \$			1 800 000 \$
Grand total arrondi	25, 6 M \$			

¹ La mesure prévoyait 1 M\$ non récurrent. Cependant, un organisme supplémentaire a été financé en Outaouais.

c) Actions prioritaires pour prévenir et contrer les féminicides en contexte conjugal
2021-2026 et budget 2021-2022

Établissements	Rehaussement des services des maisons d’hébergement d’urgence et création et consolidation de nouvelles places (Budget 21-22 et actions prioritaires visant à prévenir et contrer les féminicides : total de 20 M\$)	Consolidation des organismes intervenant auprès des conjoints aux comportements violents (3,6M\$)
Région 01 - CISSS du Bas-Saint-Laurent	505 114 \$	215 171 \$
Région 02 - CIUSSS du Saguenay – Lac-Saint-Jean	1 066 834 \$	194 603 \$
Région 03 - CIUSSS de la Capitale-Nationale	1 671 835 \$	164 622 \$
Région 04 - CIUSSS de la Mauricie-Centre-et-du-Québec	1 092 229 \$	256 617 \$
Région 05 - CIUSSS de l'Estrie - CHUS	948 761 \$	222 724 \$
Région 06 - CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal	5 339 710 \$	339 897 \$
Région 07 - CISSS de l’Outaouais	1 231 188 \$	382 989 \$
Région 08 - CISSS de l’Abitibi-Témiscamingue	644 740 \$	111 362 \$
Région 09 - CISSS de la Côte-Nord	470 471 \$	164 622 \$
Région 09 - CLSC Naskapi	100 000 \$	30 000 \$
Région 10 - CRSSS de la Baie-James (Nord-du-Québec)	222 052 \$	48 418 \$
Région 11 - CISSS de la Gaspésie	764 249 \$	145 255 \$
Région 12 - CISSS de Chaudière-Appalaches	685 612 \$	222 724 \$
Région 13 - CISSS de Laval	614 769 \$	145 255 \$
Région 14 - CISSS de Lanaudière	617 725 \$	87 153 \$
Région 15 - CISSS des Laurentides	1 050 664 \$	193 673 \$
Région 16 - CISSS de la Montérégie-Centre	1 993 655 \$	469 658 \$
Région 18 - Conseil Cri de la santé et des services sociaux de la Baie James	200 000 \$	30 000 \$
Région 17 - Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik	780 392 \$	30 000 \$
Association nationale	-	145 255 \$*
Total	20 00 000 \$	3 600 000 \$
Total arrondi	20 M \$	3,6 M \$

* à cœur d’homme Réseau d’aide aux hommes pour une société sans violence

d) Financement alloué dans le cadre des autres mesures du Plan d’action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023¹

Plan d’action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023	Financements non-récurrents alloués 2021-2022
Mesure 9 : Soutenir les initiatives en milieu de travail (INSPQ)	50 000 \$
Mesure 14 : Soutien aux initiatives régionales (et mesure sur la concertation intersectorielle reconduite du plan 2012-2017)	1 240 000 \$
Mesure 21 : Activité de sensibilisation pour les intervenantes aux réalités des personnes âgées qui vivent VC	60 000 \$
Mesure 50 : Poursuivre la recherche et soutenir le transfert des connaissances en lien avec la violence conjugale chez les femmes, les hommes et les enfants vivant dans un contexte de vulnérabilité (FQRSC)	300 000 \$
Mesure 52 : Mener un projet de recherche rétrospectif dans le cadre des travaux du comité sur les décès liés à la violence conjugale (INSPQ)	20 000 \$
Autres	Financements non-récurrents alloués 2021-2022
Financement du CRAIP pour poursuivre la formation des formateurs et des formatrices des CISSS-CIUSSS qui forment le personnel ciblé du Réseau de la santé et des services sociaux à l’évaluation et à la gestion et à l’évaluation du risque d’homicide. Ajout d’un groupe par année pour un total de 3 groupes annuels.	34 500 \$
Diffusion de la campagne de SOS Violence conjugale C’est pas violent	150 000 \$
Total	1 854 500\$
Total arrondi	1,9 M\$

1 Excluant les mesures 16, 17, 18 et 31 présentées dans le tableau ci-haut. Ces mesures sont autofinancées par le budget de fonctionnement du MSSS en violence conjugale.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d’opposition

QUESTION NO 395

Indiquer les mesures et les sommes engagées par votre ministère ou organisme en 2021 2022 pour soutenir les femmes et les enfants victimes de violence. Ventilation par mesure, par région et prévisions pour 2022-2023

.....

RÉPONSE NO 395

La réponse à cette question est fournie aux questions n° 394 et n° 396 des questions particulières du Troisième groupe d’opposition.

Les données 2022-2023 ne sont pas disponibles.

QUESTION NO 396

Indiquer la ventilation détaillée et le budget récurrent accordé en 2021-2022 au réseau complet des maisons d’hébergement de première étape pour les femmes et les enfants victimes de violence ou de violence conjugale, par région et par maison, incluant le financement des groupes, des organismes et des programmes.

.....

RÉPONSE NO 396

La réponse à cette question est fournie dans le tableau de la page suivante.

PROGRAMME DE SOUTIEN AUX ORGANISMES COMMUNAUTAIRES (PSOC) –

FINANCEMENT DU 1ER AVRIL 2021 AU 31 JANVIER 2022

PROGRAMME-SERVICE : SERVICES GÉNÉRAUX, ACTIVITÉS CLINIQUES ET D'AIDE

CATÉGORIE : MAISONS D'HÉBERGEMENT POUR FEMMES VIOLENTÉES OU EN DIFFICULTÉ

Type de maison d’hébergement (MH) MH-1 : violence conjugale 1re étape; MH-2 : violence conjugale 2e étape; Autre : exclut MH en violence conjugale; Regr. : regroupement de MH pour femmes

Région/Catégorie	Type de MH	Hors PSOC		Total Hors PSOC	PSOC			Total PSOC	Total général
		ES	PP		ES	MG	PP		
1		251 519 \$		251 519 \$		3 203 267 \$		3 203 267 \$	3 454 786 \$
Débrouille inc.	MH-1	5 263 \$		5 263 \$		1 123 276 \$		1 123 276 \$	1 128 539 \$
Gigogne	MH-1 + MH-2	242 734 \$		242 734 \$		1 048 605 \$		1 048 605 \$	1 291 339 \$
L'Autre-Toit du KRTB	MH-1	3 522 \$		3 522 \$		1 031 386 \$		1 031 386 \$	1 034 908 \$
2						7 073 268 \$	980 \$	7 074 248 \$	7 074 248 \$
Auberge de l'amitié Roberval	MH-1					1 100 869 \$		1 100 869 \$	1 100 869 \$
Centre féminin du Saguenay	MH-1					1 039 822 \$		1 039 822 \$	1 039 822 \$
Le Séjour Marie-Fitzbach	Autre					73 412 \$		73 412 \$	73 412 \$
Maison d'acc. & héb. Chambrée	MH-1					1 030 299 \$		1 030 299 \$	1 030 299 \$
Maison halte secours	MH-1					987 961 \$		987 961 \$	987 961 \$
Maison héb. Rivage de la Baie	MH-1 + MH-2					1 693 934 \$	980 \$	1 694 914 \$	1 694 914 \$
Passerelle d'Alma inc.	MH-1 + MH-2					1 146 971 \$		1 146 971 \$	1 146 971 \$
3			569 250 \$	569 250 \$		10 102 985 \$		10 102 985 \$	10 672 235 \$
L'Inter-Elles	MH-2		569 250 \$	569 250 \$					569 250 \$
Mais. femmes Québec	MH-1					1 057 023 \$		1 057 023 \$	1 057 023 \$
Mais. Hélène Lacroix	MH-1 + MH-2					1 163 938 \$		1 163 938 \$	1 163 938 \$
Maison communautaire Missinak	MH-1					932 562 \$		932 562 \$	932 562 \$
Maison du Coeur pour femmes	MH-1 + MH-2					1 061 163 \$		1 061 163 \$	1 061 163 \$
Maison La Montée	MH-1					1 014 822 \$		1 014 822 \$	1 014 822 \$
Maison Marie-Rollet	MH-1 + MH-2					1 214 371 \$		1 214 371 \$	1 214 371 \$
Maison pour femmes immigrantes	MH-1					1 083 068 \$		1 083 068 \$	1 083 068 \$
Mirepi, Maison d'hébergement	MH-1					1 366 209 \$		1 366 209 \$	1 366 209 \$
YWCA de Québec	MH-1 + MH-2					1 209 829 \$		1 209 829 \$	1 209 829 \$
4					173 938 \$	7 242 714 \$		7 416 652 \$	7 416 652 \$
F.A.R. (fam. acc. référence)	MH-1					1 096 449 \$		1 096 449 \$	1 096 449 \$
La Séjournelle	MH-1 + MH-2				50 600 \$	1 037 339 \$		1 087 939 \$	1 087 939 \$
Maison de connivence	MH-1					1 023 746 \$		1 023 746 \$	1 023 746 \$
Maison D'héberg. la Volte-Face	MH-1					1 026 401 \$		1 026 401 \$	1 026 401 \$
Maison La Nacelle	MH-1					1 018 360 \$		1 018 360 \$	1 018 360 \$
Rose des vents de Drummond	MH-1 + MH-2				123 338 \$	1 035 224 \$		1 158 562 \$	1 158 562 \$
Toit de l'amitié	MH-1					1 005 195 \$		1 005 195 \$	1 005 195 \$
5		2 380 040 \$		2 380 040 \$		5 310 364 \$		5 310 364 \$	7 690 404 \$
Escale Estrie	MH-1 + MH-2	686 133 \$		686 133 \$		994 113 \$		994 113 \$	1 680 246 \$
Horizon pour elle	MH-1	327 809 \$		327 809 \$		868 575 \$		868 575 \$	1 196 384 \$
La Bouée rég. Lac Mégantic	MH-1 + MH-2	567 616 \$		567 616 \$		767 637 \$		767 637 \$	1 335 253 \$
La Maison Séjour	MH-1	250 301 \$		250 301 \$		774 414 \$		774 414 \$	1 024 715 \$
Maison Alice Desmarais	MH-1	298 023 \$		298 023 \$		853 661 \$		853 661 \$	1 151 684 \$
Méridienne 1990	MH-1	250 158 \$		250 158 \$		787 111 \$		787 111 \$	1 037 269 \$
Transition pour elles Inc.	Autre					264 853 \$		264 853 \$	264 853 \$
6		46 072 \$		46 072 \$	207 943 \$	35 237 704 \$		35 445 647 \$	35 491 719 \$
Arrêt-source	MH-1 + MH-2					1 315 558 \$		1 315 558 \$	1 315 558 \$
Ass. chrét. jeunes femmes Mtl	MH-1				43 675 \$	1 018 116 \$		1 061 791 \$	1 061 791 \$
Ass. d'entraide le Chaînon	MH-1	46 072 \$		46 072 \$	45 465 \$	937 129 \$		982 594 \$	1 028 666 \$
Assistance aux femmes de Mtl	MH-1					1 037 012 \$		1 037 012 \$	1 037 012 \$
Auberge Madeleine	MH-1					1 296 432 \$		1 296 432 \$	1 296 432 \$
Auberge Shalom pour femmes	MH-1					1 037 862 \$		1 037 862 \$	1 037 862 \$
Auberge transition	MH-1					1 108 561 \$		1 108 561 \$	1 108 561 \$
Bouclier d'Athéna, serv.famil.	MH-1					1 073 443 \$		1 073 443 \$	1 073 443 \$
Conseil Armée du Salut Canada	MH-1					1 275 533 \$		1 275 533 \$	1 275 533 \$
Dauphinelle	MH-1 + MH-2					1 419 301 \$		1 419 301 \$	1 419 301 \$
Escale pour elle (Montréal)	MH-1					1 048 742 \$		1 048 742 \$	1 048 742 \$

Région/Catégorie	Type de MH	Hors PSOC		Total Hors PSOC	PSOC			Total PSOC	Total général
Foyer femmes autochtones Mtl	MH-1					1 062 012 \$		1 062 012 \$	1 062 012 \$
Inter-Val 1175	MH-1					1 112 126 \$		1 112 126 \$	1 112 126 \$
La rue des femmes de Montréal	MH-1					1 423 300 \$		1 423 300 \$	1 423 300 \$
Logifem	MH-1					1 223 962 \$		1 223 962 \$	1 223 962 \$
Mais. Dalauze c.héb. fem. viol	MH-1 + MH-2					1 372 584 \$		1 372 584 \$	1 372 584 \$
Mais. Marguerite Montréal	MH-1				50 307 \$	1 134 035 \$		1 184 342 \$	1 184 342 \$
Maison d'hébergement Anjou	MH-1					1 253 091 \$		1 253 091 \$	1 253 091 \$
Maison du réconfort	MH-1					1 036 627 \$		1 036 627 \$	1 036 627 \$
Maison Flora Tristan	MH-1 + MH-2					1 574 229 \$		1 574 229 \$	1 574 229 \$
Maison grise Montréal	MH-1					1 088 930 \$		1 088 930 \$	1 088 930 \$
Maison L'Océane	MH-2					473 041 \$		473 041 \$	473 041 \$
Maison secours aux femmes Mtl	MH-1					1 037 861 \$		1 037 861 \$	1 037 861 \$
maisons de l'Ancre	MH-1 + MH-2				35 301 \$	1 211 479 \$		1 246 780 \$	1 246 780 \$
Multi-Femmes	MH-1					1 112 509 \$		1 112 509 \$	1 112 509 \$
Nouvelle-Étape	MH-2					387 364 \$		387 364 \$	387 364 \$
Parados	MH-1					1 165 785 \$		1 165 785 \$	1 165 785 \$
Passages:ress. jeunes femmes	MH-1				33 195 \$	1 125 353 \$		1 158 548 \$	1 158 548 \$
Passerelle (R06)	MH-2					520 773 \$		520 773 \$	520 773 \$
Pavillon Patricia MacKenzie	Autre					378 335 \$		378 335 \$	378 335 \$
Refuge femmes Ouest de l'Ile	MH-1 + MH-2					1 797 029 \$		1 797 029 \$	1 797 029 \$
Transit 24	MH-1					1 179 590 \$		1 179 590 \$	1 179 590 \$
7						7 315 280 \$		7 315 280 \$	7 315 280 \$
Autre chez soi inc.	MH-1					1 124 494 \$		1 124 494 \$	1 124 494 \$
Centre Mechtilde	MH-1					1 049 971 \$		1 049 971 \$	1 049 971 \$
Entourelle	MH-1					1 020 006 \$		1 020 006 \$	1 020 006 \$
Halte-femme Haute-Gatineau	MH-1					1 001 608 \$		1 001 608 \$	1 001 608 \$
Maison héb. pr Elles 2 Vallées	MH-1					1 025 449 \$		1 025 449 \$	1 025 449 \$
Maison Libère-Elles	MH-1					1 009 128 \$		1 009 128 \$	1 009 128 \$
Maison unies vers femmes	MH-1					1 084 624 \$		1 084 624 \$	1 084 624 \$
8						4 210 862 \$		4 210 862 \$	4 210 862 \$
Alternative pour elles	MH-1					1 229 182 \$		1 229 182 \$	1 229 182 \$
Maison héberg. Le Nid VD	MH-1					1 032 057 \$		1 032 057 \$	1 032 057 \$
Maison Mikana	MH-1					1 017 899 \$		1 017 899 \$	1 017 899 \$
Maison. d'hébergement Équinoxe	MH-1					931 724 \$		931 724 \$	931 724 \$
9						4 047 841 \$		4 047 841 \$	4 047 841 \$
Autour d'Elles, maison d'aide	MH-1					796 472 \$		796 472 \$	796 472 \$
Mais. aide et héberg. Fermont	MH-1					779 845 \$		779 845 \$	779 845 \$
Mais. Anita-Lebel	MH-2					386 126 \$		386 126 \$	386 126 \$
Maison des femmes Baie-Comeau	MH-1					1 037 599 \$		1 037 599 \$	1 037 599 \$
Maison l'amie d'elle	MH-1					1 047 799 \$		1 047 799 \$	1 047 799 \$
10						1 120 646 \$		1 120 646 \$	1 120 646 \$
Maison hébergement Aquarelle	MH-1					1 120 646 \$		1 120 646 \$	1 120 646 \$
11		385 825 \$		385 825 \$		4 877 152 \$		4 877 152 \$	5 262 977 \$
Le centre Louise-Amélie	MH-1					1 045 894 \$		1 045 894 \$	1 045 894 \$
Mais. héberg. Émergence	MH-1 + MH-2	385 825 \$		385 825 \$		1 002 347 \$		1 002 347 \$	1 388 172 \$
Mais. héberg. L'Aid'elle	MH-1					1 007 788 \$		1 007 788 \$	1 007 788 \$
Maison aide et héb l'Accalmie	MH-1					888 798 \$		888 798 \$	888 798 \$
Maison aide héberg.Blanche Mor	MH-1					932 325 \$		932 325 \$	932 325 \$
12			604 925 \$	604 925 \$		4 525 986 \$		4 525 986 \$	5 130 911 \$
Gitée Inc.	MH-1 + MH-2		186 125 \$	186 125 \$		1 113 179 \$		1 113 179 \$	1 299 304 \$
Havre des femmes	MH-1					1 030 226 \$		1 030 226 \$	1 030 226 \$
Hâvre Éclaircie	MH-1 + MH-2		197 425 \$	197 425 \$		1 087 518 \$		1 087 518 \$	1 284 943 \$
La Jonction pour elle inc.	MH-1 + MH-2		221 375 \$	221 375 \$		1 295 063 \$		1 295 063 \$	1 516 438 \$
13						3 582 881 \$		3 582 881 \$	3 582 881 \$
Maison de Lina	MH-1					1 149 371 \$		1 149 371 \$	1 149 371 \$
Maison le Prélude inc.	MH-1 + MH-2					1 333 319 \$		1 333 319 \$	1 333 319 \$
Maison l'Esther	MH-1					1 100 191 \$		1 100 191 \$	1 100 191 \$
14						3 603 643 \$		3 603 643 \$	3 603 643 \$
Maison d'accueil La traverse	MH-1					1 156 418 \$		1 156 418 \$	1 156 418 \$
Regard en elle	MH-1 + MH-2					1 465 342 \$		1 465 342 \$	1 465 342 \$
Regroup'elles inc.	MH-1					981 883 \$		981 883 \$	981 883 \$
15						5 746 532 \$		5 746 532 \$	5 746 532 \$
Citad'elle de Lachute (La)	MH-1					1 173 772 \$		1 173 772 \$	1 173 772 \$
Maison d'accueil le Mitan inc.	MH-1					1 202 778 \$		1 202 778 \$	1 202 778 \$
Maison d'Ariane	MH-1					1 198 724 \$		1 198 724 \$	1 198 724 \$

Région/Catégorie	Type de MH	Hors PSOC		Total Hors PSOC	PSOC			Total PSOC	Total général
Ombre-Elle, Maison pour femmes	MH-1					1 119 880 \$		1 119 880 \$	1 119 880 \$
Passe r elle Hautes-Laurent.	MH-1					1 051 378 \$		1 051 378 \$	1 051 378 \$
16						12 403 210 \$		12 403 210 \$	12 403 210 \$
Accueil pour elle (L')	MH-1 + MH-2					1 398 230 \$		1 398 230 \$	1 398 230 \$
Carrefour pour elle	MH-1					1 328 639 \$		1 328 639 \$	1 328 639 \$
Clé sur la porte maison d'héb.	MH-1					1 280 559 \$		1 280 559 \$	1 280 559 \$
Héb.urg.viol.conj.Vaud.-Soul.	MH-1 + MH-2					1 269 782 \$		1 269 782 \$	1 269 782 \$
M. aide hébg.la Re-Source	MH-1 + MH-2					1 502 002 \$		1 502 002 \$	1 502 002 \$
Maison hébergement Simonne-M-C	MH-1					1 114 746 \$		1 114 746 \$	1 114 746 \$
Maison Hina inc.	MH-1					1 101 715 \$		1 101 715 \$	1 101 715 \$
Maison La Source du Richelieu	MH-1					1 133 115 \$		1 133 115 \$	1 133 115 \$
Pavillon Marguerite Champlain	MH-1					1 201 886 \$		1 201 886 \$	1 201 886 \$
Rés. Elle Haut St-Laurent	MH-1 + MH-2					1 072 536 \$		1 072 536 \$	1 072 536 \$
17						530 753 \$		530 753 \$	530 753 \$
Ajapirvik Women's Shelter	MH-1					98 870 \$		98 870 \$	98 870 \$
Cent. fem. Initsiak	MH-1					242 024 \$		242 024 \$	242 024 \$
Centre pour femmes Tungasuvvik	MH-1					189 859 \$		189 859 \$	189 859 \$
National						494 038 \$		494 038 \$	494 038 \$
All.mais.héb.2e étape fem-enf. (voir NAT)	Regr.					110 000 \$		110 000 \$	110 000 \$
Féd.mais. hébergement femmes (voir NAT)	Regr.					166 448 \$		166 448 \$	166 448 \$
Regroup.maisons femmes victime (voir NAT)	Regr.					217 590 \$		217 590 \$	217 590 \$
Total général		3 063 456 \$	1 174 175 \$	4 237 631 \$	381 881 \$	120 629 126 \$	980 \$	121 011 987 \$	125 249 618 \$

ES : Entente spécifique, MS : mission globale, PP : projet ponctuel
 Les noms des organismes proviennent du logiciel comptable SBFR, d’où les abréviations.

- En plus des montants présentés dans le tableau ci-dessus, des montants forfaitaires ont été remis en 2021-2022 au Conseil cri de la santé et des services sociaux de la Baie-James et au CLSC Naskapi.
- Un montant forfaitaire de 200 000\$ récurrent a été versé au Conseil cri de la santé et des services sociaux de la Baie-James afin de soutenir les deux maisons d’aide et d’hébergement d’urgence sur leur territoire.
 - Un montant forfaitaire de 100 000\$ récurrent a été versé au CLSC Naskapi afin de soutenir la maison d’aide et d’hébergement d’urgence sur leur territoire.

QUESTION NO 397

Indiquer la ventilation détaillée et le budget récurrent accordé en 2021-2022 au réseau complet des maisons d’hébergement de deuxième étape pour les femmes et les enfants victimes de violence ou de violence conjugale, par région et par maison, incluant le financement des groupes, des organismes et des programmes.

.....

RÉPONSE NO 397

La réponse à cette question est fournie à la question no 396 des questions particulières du Troisième groupe d’opposition.

QUESTION NO 398

Indiquer la ventilation détaillée et le budget récurrent accordé en 2021-2022 au réseau d’aide aux hommes pour une société sans violence, par région, incluant le financement des groupes, des organismes et des programmes.

.....

RÉPONSE NO 398

La réponse à cette question est fournie dans le tableau de la page suivante.

Financement 2021-2022 au réseau d’aide aux hommes pour une société sans violence
Données au 1^{er} février 2022.

Région/Organisme	Hors PSOC		Total Hors PSOC	PSOC			Total PSOC	Total général
	ES	PP		ES	MG	PP		
0					366 363 \$	174 970 \$	541 333 \$	541 333 \$
A coeur d'homme					366 363 \$	174 970 \$	541 333 \$	541 333 \$
1					920 799 \$	10 000 \$	930 799 \$	930 799 \$
C-TA-C/Choix, Transit. action					480 832 \$		480 832 \$	480 832 \$
Trajectoires hommes du KRTB					439 967 \$	10 000 \$	449 967 \$	449 967 \$
2		81 346 \$	81 346 \$	402 393 \$	1 469 823 \$	26 083 \$	1 898 299 \$	1 979 645 \$
Ass. can. Santé mentale Sague		28 180 \$	28 180 \$	402 393 \$	934 420 \$	25 083 \$	1 361 896 \$	1 390 076 \$
Ctre ress. hommes Optimum SLSJ		53 166 \$	53 166 \$		535 403 \$	1 000 \$	536 403 \$	589 569 \$
3					1 054 275 \$		1 054 275 \$	1 054 275 \$
GAPI/Groupe aide pers. impuls.					632 148 \$		632 148 \$	632 148 \$
Ser. hommes impulsifs Charlev.					422 127 \$		422 127 \$	422 127 \$
4					1 539 231 \$		1 539 231 \$	1 539 231 \$
Accord Mauricie inc.					505 687 \$		505 687 \$	505 687 \$
Cent. ress. hommes Drummond					632 360 \$		632 360 \$	632 360 \$
Halte Bois-Francis (Homme Alte)					401 184 \$		401 184 \$	401 184 \$
5	280 072 \$		280 072 \$		606 219 \$		606 219 \$	886 291 \$
Ress. pr hommes Haute-Yamaska	117 142 \$		117 142 \$		272 769 \$		272 769 \$	389 911 \$
Seuil Estrie	162 930 \$		162 930 \$		333 450 \$		333 450 \$	496 380 \$
6					1 887 659 \$		1 887 659 \$	1 887 659 \$
Option: alternat. violen.conj.					665 570 \$		665 570 \$	665 570 \$
Pro gam					653 470 \$		653 470 \$	653 470 \$
S.A.C. serv. d'aide conjointes					568 619 \$		568 619 \$	568 619 \$
7					1 141 379 \$		1 141 379 \$	1 141 379 \$
Donnes-toi une chance					641 001 \$		641 001 \$	641 001 \$
L'Impact - Rivière Gatineau					500 378 \$		500 378 \$	500 378 \$
8				25 510 \$	428 394 \$		453 904 \$	453 904 \$
SATAS-Serv.aide trait.app.soci				25 510 \$	428 394 \$		453 904 \$	453 904 \$
9					897 190 \$		897 190 \$	897 190 \$
Homme Aide Manicouagan					462 856 \$		462 856 \$	462 856 \$
Hommes Sept-îles					434 334 \$		434 334 \$	434 334 \$
11					760 739 \$		760 739 \$	760 739 \$
Convergence					476 777 \$		476 777 \$	476 777 \$
Hommes & Gars					283 962 \$		283 962 \$	283 962 \$
12		28 027 \$	28 027 \$	246 000 \$	1 318 275 \$	12 000 \$	1 576 275 \$	1 604 302 \$
Centre Ex-Equo		14 027 \$	14 027 \$	178 421 \$	659 949 \$		838 370 \$	852 397 \$
Entraide au masculin Côte-Sud		14 000 \$	14 000 \$	67 579 \$	319 466 \$	12 000 \$	399 045 \$	413 045 \$
Se parler D'Hommes à Hommes					338 860 \$		338 860 \$	338 860 \$
13	124 359 \$		124 359 \$	38 617 \$	567 545 \$		606 162 \$	730 521 \$
CHOC Carrefour hommes changeme	124 359 \$		124 359 \$	38 617 \$	567 545 \$		606 162 \$	730 521 \$
14	70 000 \$		70 000 \$		518 907 \$		518 907 \$	588 907 \$
Coeur il, Centre Ianaudois	70 000 \$		70 000 \$		518 907 \$		518 907 \$	588 907 \$
15		5 000 \$	5 000 \$		567 616 \$		567 616 \$	572 616 \$
A.C.C.R.O.C. Acc. coll. conjo.		5 000 \$	5 000 \$		567 616 \$		567 616 \$	572 616 \$
16					2 077 663 \$		2 077 663 \$	2 077 663 \$
AVIF (Act. viol.interv. fami.)					428 242 \$		428 242 \$	428 242 \$
Entraide pour hommes V.-du-.R.					793 956 \$		793 956 \$	793 956 \$
Maison Le Passeur					355 185 \$		355 185 \$	355 185 \$
Via l'Anse					500 280 \$		500 280 \$	500 280 \$
Total général	474 431 \$	114 373 \$	588 804 \$	712 520 \$	16 122 077 \$	223 053 \$	17 057 650 \$	17 646 454 \$

ES : Entente spécifique, MS : mission globale, PP : projet ponctuel
Les noms des organismes proviennent du logiciel comptable SBFR, d’où les abréviations.

QUESTION NO 399

Préciser les sommes dégagées en 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023 pour aider les femmes victimes de violences sexuelles et conjugales. Ventiler selon les mesures potentielles suivantes :

- i. Maisons d'hébergement pour elles;
 - ii. Aide psychologique adaptée;
 - iii. Soutien aux enfants;
 - iv. Sensibilisation;
-

RÉPONSE NO 399

La réponse à la question i) se trouve à la question n° 395 du Troisième groupe d'opposition.

Les informations demandées pour les points ii) iii) et iv) ne sont pas disponibles, tout comme les prévisions pour 2022-2023.

QUESTION NO 400

Préciser les sommes dégagées en 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023 pour aider les personnes prostituées ou les victimes d’exploitation sexuelle à quitter ce milieu. Ventiler selon les mesures potentielles suivantes :

- i. Maisons d’hébergement;
- ii. Services de désintoxication;
- iii. Aide psychologique adaptée;
- iv. Soutien aux enfants;
- v. Sensibilisation;
- vi. Autres.

RÉPONSE NO 400

Ces données ne sont pas disponibles, car cette typologie n’existe pas dans les systèmes de données du MSSS.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d’opposition

QUESTION NO 401

Préciser les sommes dégagées en 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023 pour aider les hommes ayant des comportements violents ou des difficultés comportementales. Ventiler selon les mesures potentielles suivantes :

- i. Aide psychologique adaptée;
- ii. Sensibilisation;
- iii. Autres.

RÉPONSE NO 401

La réponse à la question i) se trouve dans le tableau de la page suivante.

Les informations demandées pour les points ii) et iii) ne sont pas disponibles, tout comme les prévisions pour 2022-2023.

Financements 2021-2022 pour aider les hommes ayant des comportements violents ou des difficultés comportementales (Aide psychologique adaptée) – données au 1^{er} février 2022.

Région/Organisme	Hors PSOC		Total Hors PSOC	PSOC		Total PSOC		Total général
	ES	PP		ES	MG	PP		
0					366 363 \$	174 970 \$	541 333 \$	541 333 \$
A coeur d'homme					366 363 \$	174 970 \$	541 333 \$	541 333 \$
1					920 799 \$	10 000 \$	930 799 \$	930 799 \$
C-TA-C/Choix, Transit. action					480 832 \$		480 832 \$	480 832 \$
Trajectoires hommes du KRTB					439 967 \$	10 000 \$	449 967 \$	449 967 \$
2		81 346 \$	81 346 \$	402 393 \$	1 469 823 \$	26 083 \$	1 898 299 \$	1 979 645 \$
Ass. can. Santé mentale Sague		28 180 \$	28 180 \$	402 393 \$	934 420 \$	25 083 \$	1 361 896 \$	1 390 076 \$
Ctre ress. hommes Optimum SLSJ		53 166 \$	53 166 \$		535 403 \$	1 000 \$	536 403 \$	589 569 \$
3					1 054 275 \$		1 054 275 \$	1 054 275 \$
GAPI/Groupe aide pers. impuls.					632 148 \$		632 148 \$	632 148 \$
Ser. hommes impulsifs Charlev.					422 127 \$		422 127 \$	422 127 \$
4					1 539 231 \$		1 539 231 \$	1 539 231 \$
Accord Mauricie inc.					505 687 \$		505 687 \$	505 687 \$
Cent. ress. hommes Drummond					632 360 \$		632 360 \$	632 360 \$
Halte Bois-Francs (Homme Alte)					401 184 \$		401 184 \$	401 184 \$
5	280 072 \$		280 072 \$		606 219 \$		606 219 \$	886 291 \$
Ress. pr hommes Haute-Yamaska	117 142 \$		117 142 \$		272 769 \$		272 769 \$	389 911 \$
Seuil Estrie	162 930 \$		162 930 \$		333 450 \$		333 450 \$	496 380 \$
6					1 887 659 \$		1 887 659 \$	1 887 659 \$
Option: alternat. violen.conj.					665 570 \$		665 570 \$	665 570 \$
Pro gam					653 470 \$		653 470 \$	653 470 \$
S.A.C. serv. d'aide conjoints					568 619 \$		568 619 \$	568 619 \$
7					1 409 780 \$		1 409 780 \$	1 409 780 \$
Donnes-toi une chance					641 001 \$		641 001 \$	641 001 \$
Gr. entraide hommes Pontiac					268 401 \$		268 401 \$	268 401 \$
L'Impact - Rivière Gatineau					500 378 \$		500 378 \$	500 378 \$
8				25 510 \$	428 394 \$		453 904 \$	453 904 \$
SATAS-Serv.aide trait.app.soci				25 510 \$	428 394 \$		453 904 \$	453 904 \$
9					897 190 \$		897 190 \$	897 190 \$
Homme Aide Manicouagan					462 856 \$		462 856 \$	462 856 \$
Hommes Sept-îles					434 334 \$		434 334 \$	434 334 \$
10					537 625 \$		537 625 \$	537 625 \$
Réseau hommes QC Baie-James					537 625 \$		537 625 \$	537 625 \$
11					760 739 \$		760 739 \$	760 739 \$
Convergence					476 777 \$		476 777 \$	476 777 \$
Hommes & Gars					283 962 \$		283 962 \$	283 962 \$
12		28 027 \$	28 027 \$	246 000 \$	1 318 275 \$	12 000 \$	1 576 275 \$	1 604 302 \$
Centre Ex-Equo		14 027 \$	14 027 \$	178 421 \$	659 949 \$		838 370 \$	852 397 \$
Entraide au masculin Côte-Sud		14 000 \$	14 000 \$	67 579 \$	319 466 \$	12 000 \$	399 045 \$	413 045 \$
Se parler D'Hommes à Hommes					338 860 \$		338 860 \$	338 860 \$
13				38 617 \$	567 545 \$		606 162 \$	606 162 \$
CHOC Carrefour hommes changement				38 617 \$	567 545 \$		606 162 \$	606 162 \$

Région/Organisme	Hors PSOC		Total Hors PSOC	PSOC		Total PSOC	Total général
	ES	PP		ES	MG	PP	
14	70 000 \$		70 000 \$		518 907 \$		588 907 \$
Coeur il, Centre lanadois	70 000 \$		70 000 \$		518 907 \$		588 907 \$
15		10 000 \$	10 000 \$		930 461 \$		940 461 \$
A.C.C.R.O.C. Acc. coll. conjo.		5 000 \$	5 000 \$		567 616 \$		572 616 \$
Paix prog. aide interv. inc.		5 000 \$	5 000 \$		362 845 \$		367 845 \$
16					2 077 663 \$		2 077 663 \$
AVIF (Act. viol.interv. fami.)					428 242 \$		428 242 \$
Entraide pour hommes V.-du-.R.					793 956 \$		793 956 \$
Maison Le Passeur					355 185 \$		355 185 \$
Via l'Anse					500 280 \$		500 280 \$
17					156 551 \$		156 551 \$
RÉSEAU QAJAQ					78 275 \$		78 275 \$
UNAAQ					78 276 \$		78 276 \$
Total général	350 072 \$	119 373 \$	469 445 \$	673 903 \$	16 879 954 \$	223 053 \$	18 246 355 \$

ES : Entente spécifique, MS : mission globale, PP : projet ponctuel
Les noms des organismes proviennent du logiciel comptable SBFR, d’où les abréviations.

QUESTION NO 402

Nombre de maisons d'hébergement pour femmes victimes de violence conjugale et budget alloué, par maison, par région et au total, pour chaque année depuis trois ans, ainsi que les prévisions pour 2022-2023

.....

RÉPONSE NO 402

La réponse à cette question est fournie à la question no 328 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d’opposition

QUESTION NO 403

État de situation quant à la mise en œuvre des recommandations qui impliquent le MSSS du rapport
Rebâtir la confiance, déposé en décembre 2020.

.....

RÉPONSE NO 403

La réponse à cette question relève de la responsabilité du Secrétariat à la condition féminine.

QUESTION NO 404

Ventilation détaillée du financement des centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS), par CALACS, par région et au total, pour chacune des cinq dernières années, ainsi que les prévisions pour 2022-2023

.....

RÉPONSE NO 404

La réponse à cette question est fournie à la question no 331 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d’opposition

QUESTION NO 405

Ventilation détaillée des sommes accordées en 2021-2022 pour des mesures servant à soutenir les femmes et les enfants victimes de violence, excluant les CALACS et les CAVAC. Mesures engagées ou à prévoir et ventilation des sommes prévues pour 2022-2023

RÉPONSE NO 405

La réponse à cette question est fournie à la question no 332 des questions particulières de l’Opposition officielle.

QUESTION NO 406

Ventilation détaillée du financement des centres de femmes pour les cinq dernières années, ainsi que les prévisions pour 2022-2023. La ventilation demandée comprend la répartition interrégionale et régionale, de même que la liste de tous les centres financés et le détail de leur financement, ainsi que les critères de financement.

.....

RÉPONSE NO 406

La réponse à cette question est fournie à la question no 333 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d’opposition

QUESTION NO 407

Ventilation du financement des maisons de jeunes, par maison, par région et au total, pour chaque année depuis 2018, ainsi que les prévisions pour 2022-2023.

RÉPONSE NO 407

La réponse à cette question est fournie à la question n° 325 des questions particulières de l’Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 408

Subventions accordées à des organismes communautaires œuvrant auprès des hommes, pour chaque année depuis 2018, ainsi que les prévisions pour 2022-2023.

RÉPONSE NO 408

La réponse à cette question est fournie à la question no 403 des questions particulières de l'Opposition officielle.

Les prévisions pour l'année 2022-2023 ne sont pas disponibles.

QUESTION NO 409

État d'avancement du projet d'augmentation du nombre de places dans les maisons d'hébergement pour femmes victimes de violence conjugale de 1re étape et de 2e étape.

RÉPONSE NO 409

Maison d'aide et d'hébergement d'urgence (MH1) :

- En date du 30 septembre 2021, 147 nouvelles places ont été consolidées ou créées dans le cadre des actions prioritaires visant à prévenir et contrer les féminicides en contexte conjugal.
- Les données en date du 31 mars 2022 ne sont pas encore disponibles.

Maison de 2^e étape (MH2) :

- Six nouvelles unités de MH2 ont été reconnues en violence par le ministère de la Santé et des Services sociaux en 2021-2022.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 410

État de situation quant à la mise en place de la formation concernant le principe de sécurisation culturelle dans l'ensemble des établissements du réseau de la santé.

RÉPONSE NO 410

Le 1^{er} juin 2021, le ministère de la Santé et des Services sociaux lançait, sur l'environnement numérique d'apprentissage, la plateforme provinciale dédiée à la formation continue partagée pour les employés du réseau de la santé et des services sociaux, la formation en ligne asynchrone de « sensibilisation aux réalités autochtones ».

En date du 22 mars 2022, 90 119 employés ont complété la formation de « sensibilisation aux réalités autochtones ».

QUESTION NO 411

Nombre d’agents de liaison en sécurisation culturelle dans l’ensemble des établissements du réseau de la santé, par année, pour les cinq dernières années.

RÉPONSE NO 411

Nombre d’agents de liaison dans les établissements du réseau de la santé et des services sociaux

	2021-2022
02-CIUSSS Saguenay-Lac-Saint-Jean	2
03-CIUSSS Capitale-Nationale	1
03-CHU de Québec	1
04-CIUSSS Mauricie - Centre du Québec	1
06-CIUSSS Centre-Sud de l’Île de Montréal	2
07-CISSS Outaouais	1
08-CISSS Abitibi-Témiscamingue	1
09-CISSS Côte-Nord	1
10-CRSSS Baie James	1
11-CISSS Gaspésie	
14-CISSS Lanaudière	1
TOTAL	12

QUESTION NO 412

État d’avancement quant à l’implantation des recommandations qui touchent le MSSS du rapport sur l’exploitation sexuelle des mineurs, déposé en 2020.

RÉPONSE NO 412

ACTION	RESPONSABLE	LIVRABLES	ÉTAT DE LA MISE EN ŒUVRE
N°9 : Rendre disponibles et offrir des programmes d’éducation à la sexualité adaptés aux besoins des jeunes hébergés en centre de réadaptation pour jeunes en difficulté d’adaptation.	MSSS	Programme d’éducation à la sexualité élaboré et diffusé dans les CRJDA.	- Mandat à confier en cours d’élaboration; - Mandataire identifié; ** action à mettre en lien avec les travaux liés aux recommandations de la Commission Laurent concernant la réadaptation des jeunes en difficulté d’adaptation **
N°14 : Clarifier les règles de partage et de communication de renseignements confidentiels entre les professionnels travaillant avec des jeunes bénéficiant de services de protection de la jeunesse afin de mieux les protéger en situation de risque ou d’exploitation sexuelle.	MSSS	Entente multisectorielle relative aux enfants victimes d’abus sexuels, de maltraitance et de négligence grave révisée	- Les travaux relatifs à la révision de l’entente sont terminés; - L’entente multisectorielle révisée a été signée par tous les partenaires concernés; - La diffusion et la formation est à venir...
		Guide de pratique élaboré et diffusé	À venir après la diffusion de l’entente et après l’adoption du PL-15, actuellement à l’étude détaillée à l’Assemblée nationale, qui propose des modifications liées à la communication de renseignements confidentiels dans le but d’assurer une meilleure protection des enfants.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 413

État de la formation actuelle quant à l'exploitation sexuelle des mineurs chez les professionnels du réseau de la santé et des services sociaux en 2021-2022, et les prévisions pour 2022-2023.

RÉPONSE NO 413

Cette réponse relève de la responsabilité du ministère de la Sécurité publique.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 414

Nombre d'adoptions en cours et complétées par année au cours des cinq dernières années selon le pays d'origine.

.....

RÉPONSE NO 414

La réponse à cette question est fournie à la question n° 409 des questions particulières de l'Opposition officielle.

Les données pour les années antérieures sont disponibles dans les cahiers d'étude des crédits d'exercices précédents.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 415

Nombre de parents ayant eu accès à une formation pré-adoption en 2021-2022.

.....

RÉPONSE NO 415

La réponse à cette question est fournie à la question n° 410 des questions particulières de l'Opposition officielle.

QUESTION NO 416

Nombre de parents ayant eu accès à une formation post-adoption en 2021-2022.

RÉPONSE NO 416

La réponse à cette question est fournie à la question n° 411 des questions particulières de l’Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 417

Nombre d'établissements du réseau de la santé et des services sociaux offrant un suivi post-adoption.

RÉPONSE NO 417

La réponse à cette question est fournie à la question n° 412 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 418

État de situation et échéancier concernant l'entrée en vigueur du projet de loi 113, *Loi modifiant le Code civil et d'autres dispositions législatives en matière d'adoption et de communication de renseignements*.

RÉPONSE NO 418

Toutes les dispositions du projet de loi sont entrées en vigueur, soit au jour de sa sanction (le 16 juin 2017) ou le 16 juin 2018.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 419

État de situation au sujet du financement, de l'âge moyen et du nombre de familles d'accueil en 2021-2022, ainsi que les prévisions pour 2022-2023.

RÉPONSE NO 419

La réponse à cette question est fournie à la question n° 419 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 420

État de situation de 2018 à 2022, par région administrative, du nombre de dossiers de protection de la jeunesse confiés à chaque intervenant.

.....

RÉPONSE NO 420

La réponse à cette question est fournie à la question n° 424 des questions particulières de l'Opposition officielle.

QUESTION NO 421

État de situation pour 2021-2022, par région administrative, du nombre de signalements reçus et retenus en protection de la jeunesse

.....

RÉPONSE NO 421

La réponse à cette question est fournie aux questions n° 122 et n° 123 des questions particulières du Deuxième groupe d’opposition.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION N^o 422

État de situation pour 2021-2022 des différentes mesures mises en place en protection de la jeunesse dans le Grand Nord québécois.

.....

RÉPONSE N^o 422

La réponse à cette question est fournie à la question n^o 430 des questions particulières de l'Opposition officielle.

QUESTION N^o 423

Ventilation des sommes dévolues en développement pour chaque année depuis 2018, ainsi que les prévisions pour 2022-2023, pour les jeunes en difficulté, par région et par établissement.

RÉPONSE N^o 423

La réponse à cette question est fournie à la question n^o 124 des questions particulières du Deuxième groupe d’opposition.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 424

Liste des sommes dues par le gouvernement fédéral aux centres jeunesse desservant les communautés autochtones.

RÉPONSE NO 424

La réponse à cette question est fournie à la question n° 125 des questions particulières du Deuxième groupe d'opposition.

QUESTION NO 425

Listes d’attente, par région, en évaluation, en accès à l’hébergement et en application des mesures pour les personnes ayant une déficience intellectuelle, par groupe d’âge, pour chaque année depuis 2018, ainsi que les prévisions pour 2022-2023.

.....

RÉPONSE NO 425

La réponse à cette question est fournie à la question no 129 des questions particulières du Deuxième groupe d’opposition.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 426

Détail de l'état d'avancement des travaux sur la politique de services intégrés à la jeunesse pour une meilleure coordination entre les milieux scolaires, les CISSS-CIUSSS et les centres jeunesse.

.....

RÉPONSE NO 426

La réponse à cette question est fournie à la question n° 130 des questions particulières du Deuxième groupe d'opposition.

QUESTION N^o 427

Nombre de fugues des centres jeunesse, par centre jeunesse et par année, au cours des cinq dernières années.

.....

RÉPONSE N^o 427

La réponse à cette question est fournie à la question n^o 131 des questions particulières du Deuxième groupe d’opposition.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 428

Budgets octroyés aux centres jeunesse (CISSS et CIUSSS – direction responsable des programmes préalablement administrés par les centres jeunesse) en 2021-2022.

.....

RÉPONSE NO 428

La réponse à cette question est fournie à la question n° 437 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION N^o 429

État de situation quant au déploiement du programme d'intervention en négligence dans chacune des régions du Québec ; ventilation des sommes qui y sont consacrées.

.....

RÉPONSE N^o 429

La réponse à cette question est fournie à la question n^o 438 des questions particulières de l'Opposition officielle.

QUESTION N^o 430

Nombre d’enfants en centre jeunesse, par centre jeunesse, par genre et par année au cours des cinq dernières années.

.....

RÉPONSE N^o 430

Les données ne sont pas disponibles.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION No 431

Nombre d'employés des centres jeunesse ainsi que d'intervenants de la DPJ ayant démissionné depuis 2018

.....

RÉPONSE No 431

La réponse à cette question est fournie à la question n° 423 des questions particulières requis par l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 432

État d'avancement quant à l'implantation des recommandations préliminaires de la commission Laurent.

RÉPONSE NO 432

La réponse à cette question est fournie à la question n° 448 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 433

Pourcentage du nombre d'enfants sous la direction de la protection de la jeunesse ayant obtenu un diplôme d'études secondaires, collégiales ou universitaires.

RÉPONSE NO 433

Cette réponse relève de la responsabilité du ministère de l'Éducation pour l'information sur les études secondaires, et du ministère de l'Enseignement supérieur pour l'information en lien avec le collégial et l'universitaire.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 434

Taux de chômage des enfants sous la direction de la protection de la jeunesse maintenant devenu majeurs.

RÉPONSE NO 434

Les données ne sont pas disponibles.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d’opposition

QUESTION N^o 435

Nombre de jeunes qui demeurent dans leur famille d’accueil au-delà de la majorité, ventilé par région et par année, pour les 5 dernières années.

RÉPONSE N^o 435

Nombre d'usagers placés en RTF au programme-service Jeunes en difficulté au 31 décembre 2021, selon l'âge et la clientèle de la ressource.

Région		18 ans	19 ans	20 ans	21 ans et +
Bas-Saint-Laurent	LRR-Enfants	1	0	1	0
Saguenay–Lac-Saint-Jean	LRR-Enfants	13	1	1	14
Capitale-Nationale	LRR-Enfants	11	7	2	10
Mauricie et Centre-du-Québec	LRR-Enfants	24	8	1	15
Estrie	LRR-Enfants	7	0	0	6
Montréal	LRR-Enfants	39	12	8	14
Outaouais	LRR-Enfants	5	0	0	9
Abitibi-Témiscamingue	LRR-Enfants	5	3	1	7
Côte-Nord	LRR-Enfants	3	3	1	1
Gaspésie/Les Îles	LRR-Enfants	8	1	2	4
Chaudière-Appalaches	LRR-Enfants	1	2	1	2
Laval	LRR-Enfants	2	6	1	0
Lanaudière	LRR-Enfants	5	1	1	4
Laurentides	LRR-Enfants	7	4	4	1
Montréal	LRR-Enfants	5	1	1	9
Total		136	49	25	96

QUESTION N^O 436

Nombre de jeunes sous la Direction de la protection de la jeunesse qui bénéficient du Programme Qualification des jeunes, liste des critères pour accéder au programme et ressources financières associées, ventilées par région et par année, pour les 5 dernières années.

.....

RÉPONSE N^O 436

La réponse à cette question est fournie à la question no 441 des questions particulières de l'Opposition officielle.

Par ailleurs, les critères de participation sont les suivants :

- Bénéficier de services de protection de la jeunesse ;
- Être âgé de plus de 16 ans ;
- S'inscrire dans le programme sur une base volontaire ;
- Avoir connu de longues périodes de placement ;
- N'avoir aucune possibilité (ou une possibilité très réduite) de réintégrer le milieu familial ;
- Devoir développer des compétences liées à la vie autonome ;
- Ne pas avoir de projet précis par rapport à la scolarisation ou à une formation professionnelle ;
- Disposer d'un réseau social précaire ;
- Présenter un pronostic sombre pour l'intégration sociale à la majorité.

QUESTION NO 437

Pourcentage d'enfants sous la Direction de la protection de la jeunesse devenus majeurs qui :

- i. se retrouvent en situation de précarité de logement;
- ii. ont connu au moins un épisode d'itinérance visible;
- iii. sont sans emploi.

.....

RÉPONSE NO 437

Ces données ne sont pas disponibles.

QUESTION NO 438

Liste des mesures et des programmes en place pour soutenir les jeunes sous la Direction de la protection de la jeunesse dans leur scolarisation et leur qualification, ressources financières associées ainsi que le nombre de jeunes qui en bénéficient.

.....

RÉPONSE NO 438

Le programme Qualification des jeunes, financé par le MSSS, est implanté dans toutes les régions du Québec. Voir la réponse à la question n° 436 du Troisième groupe d'opposition pour plus de détails.

D'autres mesures et programmes sont sous la responsabilité des CISSS/CIUSSS ainsi que des ministères concernés (par exemple : MEQ, MTESS).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION N^O 439

Liste des mesures et des programmes en place pour soutenir les jeunes sous la Direction de la protection de la jeunesse dans leur transition à la vie adulte, ressources financières associées ainsi que le nombre de jeunes qui en bénéficient.

.....

RÉPONSE N^O 439

La réponse à cette question est fournie à la question no 436 des questions particulières du Troisième groupe d'opposition.

QUESTION NO 440

Ventilation du financement des ressources pour personnes itinérantes, par maison, par région et au total, pour chaque année depuis 2018, ainsi que les prévisions pour 20222023.

RÉPONSE NO 440

Le programme de soutien aux organismes communautaires (PSOC) ne prévoit pas de catégorisation spécifique aux ressources pour personnes itinérantes, cette dernière étant incluse dans la catégorie “Organismes œuvrant en hébergement d’urgence, femmes et hommes ».

Les données 2022-2023 ne sont pas disponibles.

La réponse à la question est fournie dans le tableau ci-après.

Maisons pour personnes itinérantes
Organismes œuvrant en hébergement d'urgence hommes, femmes ou mixte¹

Région	Organisme	2017-2018	2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022
02	Saguenay–Lac-Saint-Jean	1 152 198 \$	1 211 628 \$	1 512 959 \$	2 237 391 \$	2 357 433 \$
	Le Séjour Marie-Fitzbach	172,487 \$	198,308 \$	247,020 \$	254,059 \$	262,012 \$
	Mais. acc.Sans-abri Chicoutimi	180,222 \$	203,055 \$	306,710 \$	451,236 \$	394,673 \$
	Maison héb. Rivage de la Baie	799,489 \$	810,265 \$	959,229 \$	1,532,096 \$	1,700,748 \$
03	Capitale-Nationale	476 805 \$	477 582 \$	523 026 \$	637 438 \$	582 545 \$
	Maison de Lauberivière	476,805 \$	477,582 \$	523,026 \$	637,438 \$	582,545 \$
04	Mauricie et Centre-du-Québec	1 055 647 \$	1 075 956 \$	1 107 086 \$	1 346 919 \$	1 268 233 \$
	Centre le Havre Trois-Rivières	673,976 \$	684,760 \$	702,086 \$	851,286 \$	799,838 \$
	Ensoleilvent	381,671 \$	391,196 \$	405,000 \$	495,633 \$	468,395 \$
06	Montréal	10 936 882 \$	11 723,954 \$	12 732 935 \$	15 574 590 \$	25 589 227 \$
	Ass. d'entraide le Chaînon	212,303 \$	328,699 \$	373,358 \$	908,129 \$	1,108,666 \$
	Auberge Madeleine	822,031 \$	843,683 \$	884,869 \$	1,131,202 \$	1,403,214 \$
	Foyer femmes autochtones Mtl	755,908 \$	768,003 \$	1,007,827 \$	1,056,985 \$	1,062,012 \$
	La rue des femmes de Montréal	1,179,643 \$	1,227,933 \$	1,275,676 \$	1,294,905 \$	1,729,257 \$
	Mais. Marguerite Montréal	759,836 \$	771,993 \$	818,389 \$	1,106,305 \$	1,262,342 \$
	Maison du Père	1,911,451 \$	2,117,831 \$	2,480,802 \$	3,746,602 \$	5,561,184 \$
	Mission Bon Accueil	1,884,029 \$	2,038,625 \$	2,056,362 \$	2,209,570 \$	5,311,103 \$
	Mission Old Brewery Old BM	2,980,388 \$	3,066,577 \$	3,202,466 \$	3,346,348 \$	5,917,714 \$
	Pavillon Patricia Mackenzie	189,969 \$	306,009 \$	347,667 \$	418,095 \$	699,757 \$
	Projets autochtones du Québec	241,324 \$	254,601 \$	285,519 \$	356,449 \$	1,533,978 \$
07	Outaouais	713 044 \$	822 990 \$	1 042 950 \$	1 167 150 \$	1 118 312 \$
	Le Gîte ami	713,044 \$	822,990 \$	1,042,950 \$	1,167,150 \$	1,118,312 \$
08	Abitibi-Témiscamingue	432 728 \$	443 851 \$	455 941 \$	534 565 \$	514 605 \$
	Accueil d'Amos	432,728 \$	443,851 \$	455,941 \$	534,565 \$	514,605 \$
12	Chaudière-Appalaches	76 797 \$	93 646 \$	131 886 \$	183 068 \$	171 252 \$
	Cent. aide prév. jeun. Lévis	76,797 \$	93,646 \$	131,886 \$	183,068 \$	171,252 \$
14	Lanaudière	945 104 \$	960 226 \$	982 510 \$	1 049 204 \$	1 103 284 \$
	Serv. crise Lanaudière	945,104 \$	960,226 \$	982,510 \$	1,049,204 \$	1,103,284 \$

¹ Selon le système budgétaire financier régionalisé (SBFR) Inclut le financement en lien avec le Programme d'aide aux joueurs pathologiques.

Région	Organisme	2017-2018	2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022
15	Laurentides	244 381 \$	267 463 \$	312 933 \$	464 034 \$	373 002 \$
	Maison Lyse Beauchamp	244,381 \$	267,463 \$	312,933 \$	464,034 \$	373,002 \$
16	Montréal	898 757 \$	932 854 \$	997 845 \$	1 239 312 \$	1 151 893 \$
	Abri de la Rive-Sud	415,184 \$	431,719 \$	467,280 \$	620,485 \$	532,904 \$
	Mais. Jacques-Ferron	483,573 \$	501,135 \$	530,565 \$	618,827 \$	618,989 \$
	TOTAL PROVINCIAL	16 932 343 \$	18 010 150 \$	19 800 071 \$	24 433 671 \$	34 229 786 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 441

Taux d'occupation des refuges pour itinérants, par mois et par année, au cours des cinq dernières années, par région et par refuge.

RÉPONSE NO 441

La réponse à cette question est fournie à la question n° 451 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 442

État de situation sur le renouvellement de la SPLI et sur les conditions imposées par le gouvernement fédéral en ce qui a trait au modèle Logement d'abord.

.....

RÉPONSE NO 442

La réponse à cette question est fournie à la question n° 452 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 443

Nombre d'organismes communautaires œuvrant en itinérance, par région, dont les activités correspondent à l'approche « logement d'abord » que privilégie le gouvernement fédéral.

.....

RÉPONSE NO 443

Ces données ne sont pas disponibles, car elles ne sont pas colligées par le MSSS.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 444

Étude ou analyse des impacts de la nouvelle SPLI sur les organismes québécois qui luttent contre l'itinérance.

RÉPONSE NO 444

La réponse à cette question est fournie à la question n° 453 des questions particulières de l'Opposition officielle.

QUESTION NO 445

Données concernant l'évolution de l'itinérance des femmes au cours des cinq dernières années.

RÉPONSE NO 445

Au cours des cinq dernières années, deux rapports financés dans le cadre des actions concertées du Fonds de recherche du Québec - Société et Culture permettent d'approfondir spécifiquement les connaissances sur l'évolution de l'itinérance des femmes :

Bellot, C. (2018) Rendre visible l'itinérance au féminin. En ligne : https://frq.gouv.qc.ca/app/uploads/2021/08/rapport_rendre_visible_litinerance_au_feminin.pdf (consulté le 2 mars 2022)

Cousineau, M.-M. et Flynn, C. (2021) Violence faite aux femmes de la part de partenaires intimes et itinérance : mieux comprendre pour intervenir de façon concertée. En ligne : https://frq.gouv.qc.ca/app/uploads/2021/04/cousineau-et-flynn_rapport_violence-femmes-itinerance.pdf (consulté le 2 mars 2022).

L'évolution de l'itinérance des femmes fera également partie des enjeux traités dans le rapport final du Deuxième portrait de L'itinérance au Québec à paraître au printemps 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 446

Ventilation des sommes affectées à l'itinérance par le MSSS et par le gouvernement.

.....

RÉPONSE NO 446

La réponse à cette question est fournie à la question n° 454 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 447

Sommes budgétées en lien avec le déploiement du Plan d'action en itinérance pour l'année 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023.

RÉPONSE NO 447

La réponse à cette question est fournie à la question numéro 454 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 448

État de situation concernant les logements sociaux annoncés pour les personnes en situation d'itinérance. Prévisions pour 2022-2023.

RÉPONSE NO 448

Le ministère de la Santé et des Services sociaux ne dispose pas de ces données; la question relève de la responsabilité de la Société d'habitation du Québec.

QUESTION NO 449

Parmi les actions identifiées dans le Plan d'action en itinérance, fournir un état de situation et un échéancier.

RÉPONSE NO 449

La réponse à cette question est fournie à la question n° 189 des questions particulières du Deuxième groupe d'opposition.

QUESTION NO 450

Nombre et liste des organismes œuvrant auprès des personnes handicapées, par région, et sommes leur ayant été octroyées, par année depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2022-2023.

.....

RÉPONSE NO 450

La réponse à cette question est fournie à la question n° 106 des questions particulières du Deuxième groupe d’opposition.

QUESTION NO 451

Nombre et liste des organismes offrant du répit aux proches d'une personne handicapée, par région, et sommes leur ayant été octroyées, par année depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2022-2023.

.....

RÉPONSE NO 451

Ces données ne sont pas disponibles, puisque le MSSS ne collige pas ces données pour ce type spécifique d'organismes.

QUESTION NO 452

Listes d'attente par région et au total pour obtenir des services de répit.

.....

RÉPONSE NO 452

Ces données ne sont pas disponibles, car elles ne sont pas colligées par le MSSS.

QUESTION NO 453

Liste des organismes communautaires, par région, qui agissent auprès des personnes handicapées et qui ont obtenu ou à qui on a des subventions du ministère de la Santé et des Services sociaux (par le biais du PSOC), pour chaque année depuis 2018, ainsi que les prévisions pour 2022-2023.

.....

RÉPONSE NO 453

La réponse à cette question est fournie à la question n° 106 des questions particulières du Deuxième groupe d’opposition.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 454

Ventilation des places dans les centres d'hébergement publics, dans les centres de réadaptation et dans les centres de jour, pour chaque année depuis 2018, ainsi que les prévisions pour 2022-2023, par région.

.....

RÉPONSE NO 454

La réponse à cette question est fournie à la question n° 385 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 455

Nombre de centres de jour ayant fermé leurs portes en 2021-2022.

.....

RÉPONSE NO 455

La réponse à cette question est fournie à la question n° 387 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 456

Listes d'attente pour les programmes d'aide matérielle, par catégorie de programme, pour chaque année depuis 2018, ainsi que les prévisions pour 2022-2023.

.....

RÉPONSE NO 456

La réponse à cette question est fournie à la question no 389 des questions particulières de l'Opposition officielle.

QUESTION No 457

Nombre de postes non comblés de psychologues, de travailleurs sociaux, de psychoéducateurs en 2021-2022, par région et par établissement

.....

RÉPONSE No 457

La réponse à cette question est fournie à la question n° 7 des questions particulières de l’Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 458

État de situation et échéancier concernant l'adoption d'un règlement visant la mise en accessibilité des édifices construits avant 1976 par le ministre du Travail. Actions posées par la ministre déléguée en 2021-2022 pour faire avancer ce dossier.

RÉPONSE NO 458

La réponse est fournie à la question no 390 de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 459

État de situation concernant les mesures favorisant l'accessibilité universelle des commerces, incluant le nombre de demandes d'aide financière reçues et les sommes versées, par région.

RÉPONSE NO 459

La réponse à cette question est fournie à la question n° 391 des questions particulières de l'Opposition officielle.

QUESTION NO 460

Budget investi en prévention et en traitement du jeu pathologique depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2022-2023, par région et au total.

.....

RÉPONSE NO 460

La réponse à cette question est fournie à la question no 461 des questions particulières de l’Opposition officielle.

QUESTION NO 461

Études d'impact du MSSS par rapport à l'offre de jeu en ligne de la société d'État Loto-Québec.

RÉPONSE NO 461

Le ministère des Finances du Québec (MFQ) décidait, en 2010, de mettre sur pied un groupe de travail dont le mandat consistait à :

- Analyser les impacts sociaux du développement du jeu en ligne au Québec;
- Analyser le contexte d'ordre réglementaire, technique, économique et juridique permettant de contrer le jeu illégal;
- Formuler des recommandations à la lumière des éléments jugés importants issus des résultats du rapport.

Dans le cadre de ce mandat, les membres du groupe de travail ont utilisé la banque de données administrative portant sur les pratiques de jeu des Québécois issue du site Espacejeux.com. Ils ont développé un outil de monitoring et ont suivi l'évolution du phénomène sur une période de 27 mois dont les premières mesures, soit le temps « 0 », débutaient en 2010. Les données des enquêtes populationnelles sur les habitudes de jeu chez les Québécois (ENHJEU) de 2009 et de 2012 ont aussi été rapportées comme base pour contextualiser la pratique du jeu en ligne chez les Québécois permettant de tirer quelques tendances significatives. Les rapports de cette étude sont disponibles en ligne, à l'adresse suivante :

<https://www.concordia.ca/fr/recherche/chairejeu/recherche/projets/enhjeu-quebec.html>.

Plusieurs recommandations formulées par le groupe de travail ont été prises en compte dans le cadre du Plan d'action interministériel en dépendance (PAID). Le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) s'est prononcé, en novembre 2014, sur les grandes lignes des recommandations formulées par le groupe de travail dont :

R1 : Créer une fondation indépendante; le MSSS considère que tous les éléments de la mission proposée de cette dite fondation indépendante sont déjà sous la responsabilité de ministères et organismes gouvernementaux.

R2 : Favoriser l'approche de services intégrés qui tient compte des besoins spécifiques des personnes présentant un trouble lié au jeu de hasard et d'argent (JHA). Les orientations du PAID s'inscrivent en cohérence avec cette recommandation.

R3 et R4 : Créer un organisme indépendant et gérer les dimensions légales. Ces responsabilités relèvent de la Régie des alcools, des courses et des jeux et du MFQ selon leur mandat respectif. Advenant l'aval pour la création d'un organisme indépendant, un arrimage avec le MSSS serait à privilégier pour encadrer l'offre de jeu responsable qui y serait incluse.

R5 : Suivre les enjeux d’ordre sociosanitaire, socioéconomique et juridique liés au jeu en ligne qui sont sous la responsabilité des ministères et organismes concernés par ces volets. De par la Loi sur la santé publique (RLRQ, chapitre S-2.2), la Direction générale de santé publique (DGSP) a le mandat d’assurer la surveillance de l’état de santé et de ses déterminants, dont les comportements en matière de JHA. La surveillance des comportements en matière de consommation de substances psychoactives et la pratique de JHA se font dans le cadre du Plan national de surveillance.

Dans l’Enquête québécoise sur le tabac, l’alcool, la drogue et le jeu chez les élèves du secondaire (ETADJES) 2019, des indicateurs en lien avec la pratique du jeu en ligne ont été développés. Le rapport complet est disponible en ligne depuis le 11 mars 2021, à l’adresse suivante : <https://statistique.quebec.ca/fr/document/enquete-quebecoise-tabac-alcool-drogue-jeu-eleves-secondaire-2019>.

Les résultats d’une recherche, subventionnée par le Fonds de recherche du Québec – Société et culture (FRQSC), en collaboration avec le MSSS dans le cadre du Programme Actions concertées sur les impacts socioéconomiques des JHA, qui vise à identifier les impacts liés à la pratique du jeu en ligne et à répertorier les indicateurs disponibles, ont été diffusés au printemps 2016. Les résultats tendent à démontrer que le jeu en ligne présente effectivement un potentiel d’impacts significativement plus élevé que le jeu hors-ligne : sur une base comparable de joueurs réguliers, ceux qui jouent aussi en ligne cumulent un fardeau sociosanitaire plus prononcé, c’est-à-dire qui cumulent plusieurs facteurs de risque : pauvreté, sous-scolarité, problématiques psychosociales (ex. : dépendance ou santé mentale), etc.

Les recommandations de cette étude ont été prises en considération dans le cadre du PAID, lancé le 25 juillet 2018.

Toujours dans le cadre du Programme Actions concertées sur les impacts socioéconomiques des JHA :

- Des recherches en cours visent notamment à comprendre les liens entre les JHA et l’utilisation d’Internet ainsi qu’à connaître les nouvelles formes de jeux en ligne, notamment les jeux hybrides. Ces jeux comportent à la fois des caractéristiques des JHA (gambling) et des jeux vidéo (gaming) et peuvent induire une dépendance.
- Une subvention de recherche de 632 382 \$ consacrée à l’amélioration des connaissances sur les pratiques de jeu en ligne des adultes québécois était octroyée à Mme Sylvia Kairouz, de l’Université Concordia, le 18 septembre 2020. Les résultats de cette étude longitudinale d’une durée de trois ans, intitulée : *Portrait des jeux de hasard et d’argent en ligne au Québec : regards sur une transformation amorcée en temps de pandémie*, devraient contribuer à :
 - o Élaborer des pistes d’action fondée sur des données probantes ayant pour but l’élaboration et la mise en place de politiques publiques adaptées aux besoins des milieux (intervenants, gestionnaires et décideurs), visant à encadrer la pratique du jeu en ligne en favorisant : le déploiement d’une offre de jeu qui intègre une pratique responsable et sécuritaire des jeux en ligne;
 - o La mise en œuvre de moyens pour soutenir et améliorer les services de prévention des problèmes liés au jeu, de réduction des méfaits (ou des risques) et des traitements du trouble lié au JHA ainsi que des problématiques qui lui sont associées telles que les troubles liés à l’utilisation de substances, les autres troubles mentaux concomitants ou l’utilisation problématique d’Internet.

QUESTION NO 462

Nombre et liste des organismes financés pour la lutte contre la toxicomanie, par région, ainsi que le montant versé à chacun au cours des cinq dernières années.

.....

RÉPONSE NO 462

La réponse à cette question est fournie à la question n° 462 des questions particulières de l’Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 463

Bilan des ressources d'hébergement en toxicomanie ayant reçu leur certification.

RÉPONSE NO 463

La réponse à cette question est fournie à la question n° 464 des questions particulières de l'Opposition officielle.

QUESTION NO 464

Liste des ressources d’hébergement en processus de certification, par région, pour 2021-2022.

.....

RÉPONSE NO 464

La réponse à cette question est fournie à la question n° 465 des questions particulières de l’Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 465

Liste des organismes qui offrent des traitements de lutte contre la toxicomanie, par région, en 2021-2022.

.....

RÉPONSE NO 465

La réponse à cette question est fournie à la question n° 466 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 466

État de situation concernant l'encadrement et le financement des centres de lutte contre la dépendance, notamment la toxicomanie.

.....

RÉPONSE NO 466

La réponse à cette question est fournie à la question n° 468 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 467

Listes d'attente en désintoxication.

RÉPONSE NO 467

La réponse à cette question est fournie à la question n° 467 des questions particulières de l'Opposition officielle.

QUESTION NO 468

Montant prévu pour la lutte contre la toxicomanie pour les cinq dernières années, par région et par établissement, et prévisions pour 2022-2023.

RÉPONSE NO 468

La réponse à cette question est fournie à la question n° 470 des questions particulières de l’Opposition officielle.

QUESTION NO 469

Nombre de surdoses de drogues par région, par âge et par année, au cours des 5 dernières années.

RÉPONSE NO 469

L'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ) ne publie pas les données de surdoses par région en raison des petits nombres, surtout dans le contexte d'une mise à jour trimestrielle. Les données nationales sur les intoxications suspectées aux opioïdes au Québec sont disponibles sur le site de l'INSPQ :

<https://www.inspq.qc.ca/substances-psychoactives/opioides/surdose/indicateurs-intoxications-suspectees>.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 470

Nombre de morts à la suite d'une surdose de drogues par région, par âge et par année, au cours des 5 dernières années.

RÉPONSE NO 470

L'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ) ne publie pas les données par région en raison des multiples petits nombres, surtout dans le contexte d'une mise à jour trimestrielle et dont la cause de décès est seulement suspectée et non définitive.

Pour les données nationales de décès présumés non intentionnels reliés à une intoxication suspectée aux opioïdes ou autres drogues au Québec, elles sont disponibles sur le site de l'INSPQ : <https://www.inspq.qc.ca/substances-psychoactives/opioides/surdose/deces-intoxication/intoxication-suspectee>. Elles proviennent du Bureau du Coroner¹.

¹ Au moment de l'obtention des données, les causes de décès étaient encore sous investigation par les coroners, bien que les investigations menées par les coroners puissent être terminées depuis. Le système de vigie permettant le recensement de ces cas a débuté en juillet 2017.

QUESTION NO 471

Liste des actions entreprises pour répondre à la hausse des surdoses de drogues au cours de la dernière année.

RÉPONSE NO 471

Voici les mesures de prévention des surdoses qui ont pu être mises de l'avant en cette année de pandémie de COVID-19 :

- Mise en place de centres de prévention des surdoses à : Chicoutimi, Sherbrooke, Val D'Or, Gatineau et Québec.
- Poursuite de l'offre de services d'injection supervisée à Montréal dans 4 organismes communautaires.
- Soutien financier du ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) à 7 organismes communautaires nationaux (Association québécoise pour la promotion de la santé des personnes utilisatrices de drogues, Groupe de recherche et d'intervention psychosociale, Association des intervenants en dépendance du Québec, Association québécoise des centres d'intervention en dépendance, Commission de la santé et des services sociaux des Premières Nations du Québec et Labrador, Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec, Méta D'Âme)
- Soutien financier du MSSS aux directions régionales de santé publique pour la coordination régionale de la Stratégie nationale de prévention des surdoses d'opioïdes, la planification et le soutien financier aux organismes communautaires régionaux.
- Accès à la naloxone :
 - Poursuite de l'accessibilité à la naloxone distribuée en pharmacie communautaire dans le programme de gratuité (15 539 services de naloxone en 2021) et par les organismes communautaires désignés.
 - Depuis octobre 2019, la naloxone peut être remise par les CI-U-SSS aux personnes admises dans leur établissement (p. ex. : urgence, services préhospitaliers d'urgence, centres de réadaptation en dépendance, centres jeunesse et services de première ligne, etc.).
- Accès à un approvisionnement plus sécuritaire en opioïdes à Montréal dans le contexte de la COVID-19 dans le cadre du traitement de la dépendance aux opioïdes de personnes en situation d'itinérance.
- Au niveau de la vigie et de la surveillance :
 - Publication par l'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ) des données de vigie (<https://www.inspq.qc.ca/substances-psychoactives/opioides/surdose/deces-intoxication/intoxication-suspectee>)
 - Ajustement de l'indicateur lié au suivi de la remise de trousse de naloxone par les pharmacies communautaires pour suivre dorénavant le nombre de doses et non seulement le nombre de services pharmaceutiques.
 - Poursuite des travaux pour un suivi de l'administration de la naloxone par les techniciens ambulanciers d'urgence.

- Poursuite des travaux du Réseau national en santé publique sur les surdoses de substances psychoactives (MSSS, INSPQ et Directions régionales de santé publique) :
 - o Travaux sur l'implantation de projets d'analyse de substances psychoactives en collaboration avec et par des organismes communautaires.
- Poursuite de l'offre de programmes nationaux de formation :
 - o De l'INSPQ pour le personnel du réseau de la santé et des services sociaux.
 - o Du Centre hospitalier de l'Université de Montréal pour le personnel des urgences des centres hospitaliers du Québec.
 - o De Métad'Âme et de l'Association des intervenants en dépendance du Québec pour les intervenants communautaires et les pairs.
 - o De l'Association québécoise des pharmaciens propriétaires aux pharmaciens.
 - o De l'École nationale de police pour les policiers, agents correctionnels et constables spéciaux des palais de justice.
- Publications par l'INSPQ de :
 - o *Les mesures alternatives à la criminalisation des personnes interpellées pour possession simple de drogues : une perspective de santé publique :*
[Les mesures alternatives à la criminalisation des personnes interpellées pour possession simple de drogues : une perspective de santé publique \(inspq.qc.ca\)](https://www.inspq.qc.ca/publications/2712_etat_sante_personnes_substances_psychoactives_illicites.pdf)
 - o *Les Commissions de dissuasion de la toxicomanie au Portugal : mise à jour au regard de l'état de santé des personnes utilisatrices de drogues et de l'évolution de la consommation :*
https://www.inspq.qc.ca/sites/default/files/publications/2712_etat_sante_personnes_substances_psychoactives_illicites.pdf
 - o *Connaissances, attitudes et opinions de la population québécoise à l'égard des personnes qui consomment des substances psychoactives et des programmes de réduction des méfaits : étude qualitative 2020 :*
[Connaissances, attitudes et opinions de la population québécoise à l'égard des personnes qui consomment des substances psychoactives et des programmes de réduction des méfaits : étude qualitative 2020 \(inspq.qc.ca\)](https://www.inspq.qc.ca/publications/2712_etat_sante_personnes_substances_psychoactives_illicites.pdf)

QUESTION NO 472

État de situation quant au nombre de fumeurs et à l’augmentation ou à la diminution de leur consommation, par année au cours des 5 dernières années, par région et par tranche d’âge.

RÉPONSE NO 472

Données populationnelles (12 ans et +)

D’après les données de l’Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes (ESCC), la prévalence du tabagisme au Québec est établie à 15 %, ce qui représente près de 1,1 million de fumeurs de 12 ans et plus (voir tableau 1). Les Laurentides et l’Outaouais sont les régions qui présentent significativement les plus hauts taux de tabagisme, alors que Laval et la Capitale-Nationale présentent les plus bas taux (voir tableau 2).

Tableau 1 : Nombre et proportion (%) de Québécois qui fument actuellement, tous les jours ou à l’occasion, selon l’âge, ESCC 2016 à 2020

Groupe d’âge	2016	2017	2018	2019	2020
12 à 17 ans	24 400 ^E 5,2 ^E %	27 500 ^E 5,9 ^E %	19 100 ^E 4,0 ^E %	17 700 ^E 3,7 ^E %	F F
18 à 34 ans	419 300 23,6 %	397 500 22,6 %	392 100 22,4 %	376 300 21,4 %	322 600 18,5 %
35 à 49 ans	316 800 19,4 %	343 300 20,9 %	306 600 18,5 %	285 300 17,2 %	277 600 16,8 %
50 à 64 ans	378 900 21,1 %	373 800 20,8 %	365 000 20,5 %	391 300 22,0 %	325 400 18,3 %
65 ans et plus	145 300 10,2 %	164 500 11,1 %	174 700 11,4 %	164 300 10,3 %	167 800 10,4 %
Total, 12 ans et plus	1 284 700 18,1 %	1 306 700 18,3 %	1 257 600 17,5 %	1 235 000 17,0 %	1 105 200 15,2 %

E : À utiliser avec prudence
F : Trop peu fiable pour être publié

**Tableau 2 : Nombre et proportion (%) de fumeurs actuels de cigarettes, selon la région
socio-sanitaire, ESCC 2017-2018**

Région socio-sanitaire	Nombre	Proportion (%)
01 Bas-Saint-Laurent	29 300	16,8
02 Saguenay-Lac-Saint-Jean	40 600	17,0
03 Capitale-Nationale	94 100	14,6 ⁻
04 Mauricie et Centre-du-Québec	85 800	19,2
05 Estrie	80 100	19,1
06 Montréal	319 100	18,2
07 Outaouais	72 500	21,7 ⁺
08 Abitibi-Témiscamingue	22 700	18,3
09 Côte-Nord	14 600	20,7
11 Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	15 600	19,7
12 Chaudière-Appalaches	57 400	15,6
13 Laval	53 900	14,4 ⁻
14 Lanaudière	84 800	19,5
15 Laurentides	112 200	21,2 ⁺
16 Montérégie	197 000	16,5

(+) : Valeur significativement plus élevée au seuil de 1 %

(-) : Valeur significativement plus faible au seuil de 1 %

Données chez les élèves du secondaire

Selon les données de l’Enquête québécoise sur le tabac, l’alcool, la drogue et le jeu chez les élèves du secondaire (ETADJES), la prévalence d’usage d’au moins un produit du tabac au cours des 30 derniers jours chez les élèves du secondaire est passée de 12,2 % en 2013 à 8,6 % en 2019 (voir tableau 3).

**Tableau 3 : Usage d’au moins un produit du tabac au cours des 30 derniers jours selon le
niveau scolaire, élèves du secondaire, ETADJES 2013 et 2019**

Niveau scolaire	2013	2019
Secondaire 1	2,9 %	2 %
Secondaire 2	8 %	5 %
Secondaire 3	14,6 %	9,4 %
Secondaire 4	14 %	14,3 %
Secondaire 5	23 %	14,5 %
Total	12,2 %	8,6 %

QUESTION NO 473

État de situation quant à la consommation d'alcool au regard des limites recommandées, par année au cours des 5 dernières années, par région et par tranche d'âge.

RÉPONSE NO 473

Les données les plus récentes sur la consommation d'alcool proviennent de l'Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes (ESCC) menée par Statistique Canada. Il est à noter que les indicateurs de consommation d'alcool ne peuvent pas être comparés entre le cycle 2015-2016 et les autres cycles de l'enquête.

En 2015-2016, la proportion de la population québécoise âgée de 18 ans et plus ayant un dépassement des limites hebdomadaires en consommation d'alcool, soit plus de dix verres chez les femmes et 15 chez les hommes, est de 6,7 % et se divise ainsi selon les groupes d'âge :

- 7,7 % chez les 18-24 ans;
- 7,1 % chez les 25-44 ans;
- 7,3 % chez les 45-64 ans;
- 4,6 % chez les 65 ans et plus.

Ces différences sont significatives entre les 65 ans et plus et les autres groupes d'âge.

La proportion de la population québécoise ayant un dépassement des limites hebdomadaires en consommation d'alcool se présente ainsi selon les régions :

- Bas-Saint-Laurent : * 7,3 %
- Saguenay-Lac-Saint-Jean : 7,4 %
- Capitale-Nationale : 7,2 %
- Mauricie et Centre-du-Québec : * 5,9 %
- Estrie : 6,9 %
- Montréal : 6,8 %
- Outaouais : 6,1 %
- Abitibi-Témiscamingue : 8,8 %
- Côte-Nord : * 5,7 %
- Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine : * 6,3 %
- Chaudière-Appalaches : 8,8 %
- Laval : 4,8 %
- Lanaudière : * 5,9 %
- Laurentides : 6,8 %
- Montérégie : 6,4 %

* : Coefficient de variation supérieur à 15 % et inférieur ou égal à 25 %. La valeur de la proportion doit donc être interprétée avec prudence.

Pour l'indicateur de consommation excessive d'alcool, soit le fait de boire 4 verres chez les femmes ou 5 verres chez les hommes lors de la même occasion, au moins une fois par mois au cours des

12 derniers mois est présente chez 22 % de la population québécoise âgée de 12 ans et plus en 2017-2018. Selon les groupes d'âge, les proportions sont de :

- 7,3 % chez les 12-17 ans;
- 34,1 % chez les 18-24 ans;
- 30,7 % chez les 25-44 ans;
- 21,3 % chez les 45-64 ans;
- 9,2 % chez les 65 ans et plus.

Il est à noter que ces différences sont significatives entre chaque groupe d'âge, sauf entre les 12-17 ans et les 65 ans et plus et entre les 18-24 ans et les 25-44 ans.

La proportion de la population québécoise ayant une consommation excessive d'alcool se présente ainsi selon les régions :

- Bas-Saint-Laurent : 18,8 %
- Saguenay-Lac-Saint-Jean : 29,2 %
- Capitale-Nationale : 25,7 %
- Mauricie et Centre-du-Québec : 22,8 %
- Estrie : 20,5 %
- Montréal : 21,2 %
- Outaouais : 19,5 %
- Abitibi-Témiscamingue : 26 %
- Côte-Nord : 25,9 %
- Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine : 21,3 %
- Chaudière-Appalaches : 27,2 %
- Laval : 13,4 %
- Lanaudière : 21,3 %
- Laurentides : 21,4 %
- Montérégie : 21,9 %

Selon l'Enquête sur le tabac, l'alcool, les drogues et les jeux de hasard et d'argent chez les élèves du secondaire (ETADJES) de 2019, 32,2 % des élèves du secondaire ont consommé de l'alcool de façon excessive au cours des 12 derniers mois, soit 5 consommations ou plus au cours de la même occasion. En 2013, cette proportion était de 33,7 %.

QUESTION NO 474

État de situation quant à la consommation de cannabis, par année au cours des 5 dernières années, par région et par tranche d’âge.

RÉPONSE NO 474

- Différentes enquêtes sociosanitaires collectent des informations sur la consommation de cannabis :
- L’Enquête québécoise sur le cannabis (EQC) est une enquête à portée provinciale qui permet d’obtenir de l’information inédite sur les comportements associés à la consommation de cannabis, ainsi que sur les normes sociales à l’égard de cette substance dans la population québécoise âgée de 15 ans et plus. Une édition de l’enquête (EQC 2018) a été réalisée en 2018 afin d’obtenir une mesure prélégalisation et d’autres cycles sont planifiés pour les quatre années suivant la légalisation. La deuxième édition (EQC 2019) s’est déroulée en 2019. L’édition de 2020 a été annulée en raison de la pandémie de COVID-19. La troisième édition de l’enquête (EQC 2021) permet de suivre l’évolution la consommation de cannabis et les normes sociales à l’égard de cette substance avant et après la légalisation, tout en tenant compte du contexte particulier de la pandémie de COVID-19. Quelques données de l’EQC 2021, incluant la prévalence de consommation de cannabis au cours des 12 mois précédents l’enquête (prévalence totale et selon l’âge), ont été diffusées en automne 2021. Le rapport de l’EQC 2021 présentant la totalité des résultats sera diffusé à la mi-avril 2022. L’édition de 2022 (EQC 2022) est en cours de réalisation.
 - L’Enquête québécoise sur la santé de la population (EQSP) 2020-2021, est en cours de collecte. Les données seront diffusées au mois de mai 2023. Elle permettra de produire des données régionales sur la consommation de cannabis chez les personnes âgées de 15 ans et plus et de comparer avec les résultats de l’édition de 2014-2015.
 - L’Enquête sur le tabac, l’alcool, les drogues et les jeux de hasard et d’argent chez les élèves du secondaire (ETADJES), à portée provinciale, dont les données de la dernière édition ont été diffusées en mars 2021, permet de comparer la consommation de cannabis chez les élèves du secondaire âgés de 12 à 17 ans entre 2013 et 2019.
 - L’Enquête québécoise sur la santé des jeunes du secondaire (EQSJS) produit des données régionales sur différents indicateurs de santé chez les jeunes, dont la consommation de cannabis. La dernière édition remonte à 2016-2017.

Tableau 1 : Consommation de cannabis au cours des 12 derniers mois dans la population québécoise âgée de 15 ans et plus (EQC de 2018, 2019 et 2021)

Groupe d’âge	2018	2019	2021
15-17 ans	22,3 %	20,7 %	18,5 % (-) *
18-24 ans	36,5 %	38,1 %	39,9 %
25-34 ans	25,8 %	29,3 % (+)	36,5 % (+)
35-54 ans	12 %	15,3 % (+)	20,1 % (+)
55 ans et plus	4,5 %	6,6 % (+)	8,3 % (+)
Total	14 %	16,4 % (+)	19,7 % (+)

(+) indique une augmentation significative; (-) indique une diminution significative; * comparativement à 2018

Chez les élèves du secondaire, deux enquêtes collectent des résultats sur la consommation de cannabis chez les jeunes de 12 à 17 ans : l'ETADJES et l'EQSJS.

- Selon les données de l'ETADJES 2019, 16,8 % des élèves du secondaire ont consommé du cannabis au cours des 12 derniers mois, comparativement à 22,9 % en 2013.
- Selon l'EQSJS 2016-2017, 18,2 % des élèves du secondaire ont consommé du cannabis au cours des 12 derniers mois. Cette proportion se décline ainsi selon les régions :
 - o Bas-Saint-Laurent : 17,9 %
 - o Saguenay–Lac-Saint-Jean : 19,7 %
 - o Capitale-Nationale : 17 %
 - o Mauricie et Centre-du-Québec : 22,5 %
 - o Estrie : 21,2 %
 - o Montréal : 14 %
 - o Outaouais : 19 %
 - o Abitibi-Témiscamingue : 23,5 %
 - o Côte-Nord : 25,4 %
 - o Nord-du-Québec : 21,5 %
 - o Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine : 24 %
 - o Chaudière-Appalaches : 21,5 %
 - o Laval : 15,6 %
 - o Lanaudière : 17,4 %
 - o Laurentides : 20 %
 - o Montérégie : 19,3 %

QUESTION NO 475

État de situation quant à la consommation de produits de vapotage, par année au cours des 5 dernières années, par région et par tranche d’âge.

RÉPONSE NO 475

Données populationnelles (15 ans et +)

Selon les données de l’Enquête canadienne sur le tabac, l’alcool et les drogues (ECTAD), en 2015, la prévalence du vapotage au cours des 30 derniers jours chez les Québécois de 15 ans et plus était de 4 %. En 2020, selon l’Enquête canadienne sur le tabac et la nicotine (ECTN), la prévalence du vapotage au cours des 30 derniers jours chez les Québécois de 15 ans et plus est de 4 %. Il est à noter que l’ECTN a remplacé l’ECTAD en 2019. Toutefois, il n’est pas recommandé de comparer les données de ces deux enquêtes. Les données régionales ne sont pas disponibles pour ces enquêtes.

Tableau 1 : Prévalence de l’usage de produits de vapotage au cours des 30 derniers jours chez les 15 ans et plus, ECTN, Québec, 2019-2020

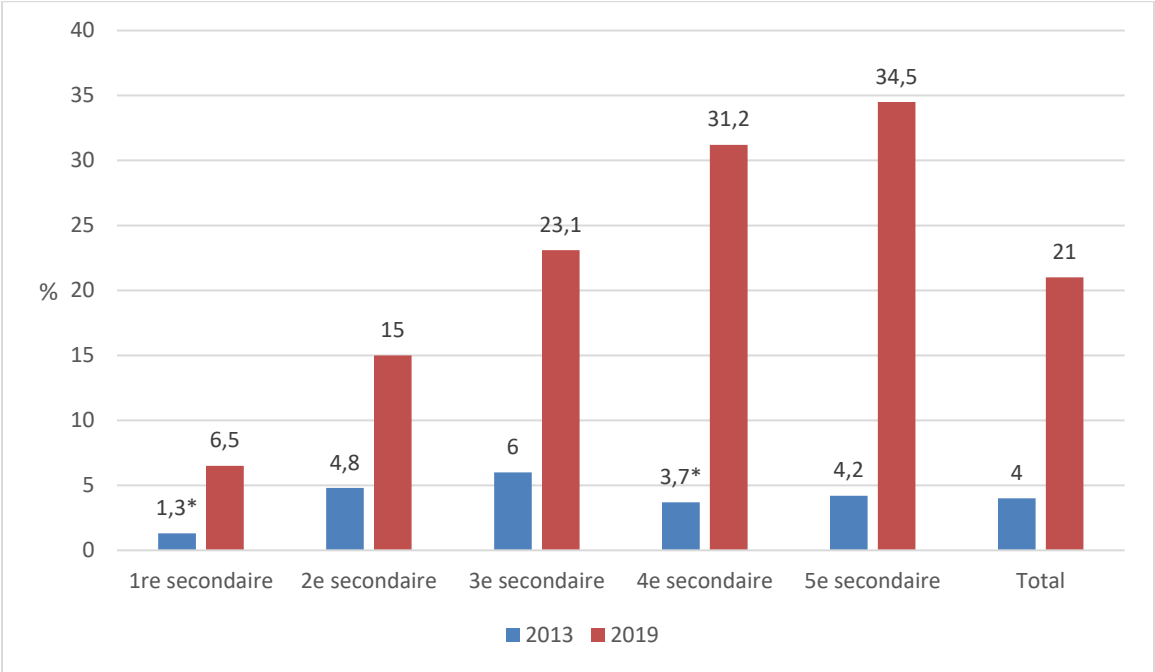
Groupe d’âge	2019	2020
15 à 19 ans	18 % 107 000	20 % 85 000
20 à 24 ans	10 % 35 000	7 % * 33 000
25 à 44 ans	25 ans et plus : 3 % 179 000	5 % * 114 000
45 ans et plus		2 % * 80 000
Total, 15 ans et plus	4,5 % 321 000	4 % 311 000

* Variabilité modérée de l’échantillonnage, interpréter avec prudence.

Données chez les élèves du secondaire

Les données de l’Enquête québécoise sur le tabac, l’alcool, la drogue et le jeu chez les élèves du secondaire (ETADJES) révèlent que la proportion d’élèves du secondaire ayant vapoté dans les 30 jours précédant l’enquête a quintuplé en 6 ans en passant de 4 % en 2013 à 21 % en 2019, ce qui représente près de 87 000 jeunes vapoteurs de 12 à 17 ans. L’usage des produits de vapotage augmente significativement avec le niveau scolaire.

Figure 1. Utilisation d’un produit de vapotage au cours des 30 derniers jours selon le niveau scolaire des élèves du secondaire, ETADJES 2013 et 2019



* Coefficient de variation supérieur à 25 %. La valeur de la proportion n’est présentée qu’à titre indicatif.

QUESTION NO 476

Liste des actions entreprises ainsi que les montants associés pour sensibiliser la population aux risques liés à la consommation de tabac.

.....

RÉPONSE NO 476

Les principaux investissements visant la sensibilisation de la population aux risques du tabagisme en 2021-2022 sont les suivants :

- 625 000 \$ pour la réalisation d'une offre de service et des projets en prévention du tabagisme et du vapotage chez les jeunes en milieux scolaire et communautaire (Conseil québécois sur le tabac et la santé [CQTS]);
- 850 000 \$ pour la réalisation de la campagne « De Facto » visant la dénormalisation des produits du tabac chez les étudiants du secondaire, du cégep et de l'université (Réseau québécois du sport étudiant [RSEQ]);
- 725 000 \$ pour la réalisation d'une campagne de prévention du tabagisme chez les 11 à 15 ans (RSEQ);
- 850 000 \$ pour la réalisation d'un projet de marketing social destiné à prévenir le tabagisme chez un sous-groupe de jeunes étant le plus à risque de s'initier au tabagisme et ayant un taux de prévalence élevé (CQTS);
- 548 000 \$ pour la réalisation du projet Nico-Bar visant la prévention du tabagisme chez les jeunes adultes de 18 à 24 ans dans les centres de formation professionnelle (Société canadienne du cancer);
- 800 000 \$ pour la réalisation de la campagne Famille sans fumée visant à sensibiliser la population, particulièrement les parents et les femmes enceintes, aux dangers de la fumée secondaire pour la santé des enfants (Capsana) (crédits provenant du Fonds de prévention et de recherche en matière de cannabis (FPRMC));
- 900 000 \$ pour la réalisation de la Semaine pour un Québec sans tabac visant à sensibiliser la population aux méfaits du tabac et d'encourager à cesser de fumer (CQTS).

QUESTION NO 477

Nombre de séjours hospitaliers liés au tabagisme, par région, par tranche d’âge et par année au cours des 5 dernières années

.....

RÉPONSE NO 477

Ces données ne sont pas disponibles.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d’opposition

QUESTION NO 478

Coût total associé aux soins de santé attribuables à la consommation de tabac, par année au cours des 5 dernières années.

RÉPONSE NO 478

La réponse a été fournie à la question no 97 de l’Opposition officielle.

QUESTION NO 479

Liste des actions entreprises ainsi que les montants associés pour sensibiliser la population aux risques liés aux produits de vapotage.

.....

RÉPONSE NO 479

Les principaux investissements visant la sensibilisation de la population aux risques du vapotage, en 2021-2022, sont les suivants :

- 625 000 \$ pour la réalisation d'une offre de service et des projets en prévention du tabagisme et du vapotage chez les jeunes en milieux scolaire et communautaire (Conseil québécois sur le tabac et la santé [CQTS]);
- Crédits provenant du Fonds de prévention et de recherche en matière de cannabis (FPRMC) :
 - ✓ 600 000 \$ pour la réalisation d'une campagne de prévention de l'usage des produits de vapotage chez les jeunes de 12 à 17 ans (CQTS);
 - ✓ 375 000 \$ pour la réalisation d'une campagne de sensibilisation à la problématique du vapotage chez les jeunes destinée aux parents d'adolescents de 12 à 17 ans (CQTS);
 - ✓ 800 000 \$ pour la réalisation d'un projet de prévention du vapotage chez les jeunes sportifs qui fait rayonner le mode de vie sans fumée des jeunes athlètes québécois par une stratégie d'engagement des leaders d'influence (Réseau du sport étudiant du Québec et CQTS);
 - ✓ 800 000 \$ pour la réalisation d'un projet de marketing social de prévention du vapotage chez un sous-groupe de jeunes étant le plus à risque de s'initier au vapotage et ayant un taux de prévalence élevé (CQTS).

QUESTION NO 480

État de situation quant à la consommation de boissons sucrées alcoolisées chez les jeunes, par année au cours des 5 dernières années, par région et par tranche d'âge.

RÉPONSE NO 480

L'Enquête sur le tabac, l'alcool, les drogues et les jeux de hasard et d'argent chez les élèves du secondaire (ETADJES) a développé de nouveaux indicateurs sur la consommation de boissons sucrées alcoolisées chez les jeunes lors de sa dernière édition en 2019. Cette enquête est à portée nationale.

En 2019, la proportion des élèves du secondaire ayant consommé de l'alcool mélangé avec une boisson énergisante ou une boisson alcoolisée caféinée déjà mélangée ou une boisson sucrée fortement alcoolisée au cours des 12 derniers mois est de 35,3 %. Cette proportion se décline ainsi selon le niveau scolaire :

- 12,5 % chez les élèves de 1^{re} secondaire;
- 27,7 % chez les élèves de 2^e secondaire;
- 38,2 % chez les élèves de 3^e secondaire;
- 50,2 % chez les élèves de 4^e secondaire;
- 55,6 % chez les élèves de 5^e secondaire.

La proportion d'élèves du secondaire ayant consommé ces boissons augmente significativement avec le niveau scolaire, à l'exception des proportions d'élèves de 4^e et 5^e secondaire.

Plus précisément, 29,9 % des élèves du secondaire ont consommé des boissons sucrées fortement alcoolisées au cours des 12 derniers mois. Les proportions selon le niveau scolaire sont les suivantes :

- * 8 % chez les élèves de 1^{re} secondaire;
- 22,5 % chez les élèves de 2^e secondaire;
- 31,9 % chez les élèves de 3^e secondaire;
- 45,1 % chez les élèves de 4^e secondaire;
- 49,8 % chez les élèves de 5^e secondaire.

* : Coefficient de variation supérieur à 15 % et inférieur ou égal à 25 %. La valeur de la proportion doit donc être interprétée avec prudence.

La proportion d'élèves du secondaire ayant consommé ce type de boissons augmente significativement avec le niveau scolaire, à l'exception des proportions d'élèves de 4^e et 5^e secondaire.

Parmi ceux qui ont consommé de l'alcool au cours des 12 derniers mois, 56,4 % ont consommé une boisson sucrée fortement alcoolisée pendant cette période; les filles en plus grande proportion que les garçons (62,7 % c. 50,3 %).

QUESTION NO 481

Liste des actions entreprises ainsi que les montants associés pour réduire la consommation de boissons sucrées alcoolisées chez les jeunes.

.....

RÉPONSE NO 481

Le 26 octobre 2017, l'Assemblée nationale du Québec a adopté une motion pour la production d'un avis scientifique sur la consommation de boissons sucrées alcoolisées chez les jeunes. L'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ) a été mandaté pour le réaliser en vue de la rentrée parlementaire de l'hiver 2018.

Le 12 juin 2018, l'Assemblée nationale a adopté le projet de loi 170, modernisant le régime juridique applicable aux permis d'alcool et modifiant diverses dispositions législatives en matière de boissons alcooliques :

- La loi interdit maintenant la vente de boissons sucrées à base de malt contenant plus de 7 % d'alcool dans les épiceries et les dépanneurs.

Le 13 mars 2018, le ministre de la Sécurité publique a annoncé une révision du Règlement sur la promotion, la publicité et les programmes éducatifs en matière de boissons alcooliques selon deux objectifs :

- Protéger les mineurs;
- Favoriser une consommation responsable.

Le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS), par la mise en œuvre et le suivi des différentes mesures de promotion de la santé et de prévention visant à prévenir les risques associés à l'usage de substances psychoactives (SPA), dont ceux liés à la consommation d'alcool, à la pratique des jeux de hasard et d'argent (JHA) et à l'utilisation d'Internet dans le cadre du Plan d'action interministériel en dépendances 2018-2028, contribue à la diminution de la consommation de boissons sucrées alcoolisées chez les jeunes notamment par :

- La Campagne d'information et de sensibilisation liée à l'usage de SPA et à la pratique des JHA – incluant la Semaine de prévention des dépendances.
 - o En 2021-2022, la campagne médiatique sur l'alcool visait à sensibiliser les jeunes de 17 à 24 ans aux risques associés à la consommation d'une grande quantité d'alcool.
 - La bonification des activités de prévention des dépendances en milieu scolaire par un soutien financier supplémentaire de 15 M\$ par année octroyé à l'ensemble des CISSS/CIUSSS pour le déploiement et le rehaussement d'interventions de prévention dans les écoles secondaires du Québec, en collaboration avec les partenaires des réseaux communautaires et de l'éducation.
-

QUESTION NO 482

Effectif (en ETC) et budget consacré à l’enjeu de l’encadrement du cannabis.

.....

RÉPONSE NO 482

La réponse a été fournie à la question no 123 des questions particulières de l’Opposition officielle.

QUESTION NO 483

Effectif (en ETC) consacré à l’organisation et à la tenue des consultations régionales sur l’encadrement du cannabis ainsi que les sommes dépensées pour la tenue du Forum d’experts sur l’encadrement du cannabis, pour chacune des consultations régionales et pour les consultations des Premières Nations et des municipalités.

RÉPONSE NO 483

Aucune consultation en 2021-2022.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d’opposition

QUESTION NO 484

État de situation sur le financement des RUIS relativement à la coordination des services en matière de douleur chronique.

RÉPONSE NO 484

Subventions destinées aux RUISSS pour la douleur chronique	
	2021-2022
RUISSS Université de Montréal	100 000 \$
RUISSS Université McGill	100 000 \$
RUISSS Université de Sherbrooke	100 000 \$
RUISSS Université Laval	100 000 \$
Total	400 000 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 485

Bilan du Programme national de santé publique.

RÉPONSE NO 485

La réponse a été fournie à la question no 95 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 486

Total des sommes investies en santé publique au cours des cinq dernières années ainsi que les prévisions pour 2022-2023.

RÉPONSE NO 486

La réponse est fournie à la question no 96 des questions particulières de l'Opposition officielle.

QUESTION NO 487

État de situation et détail (liste des postes coupés, abolis et non comblés, des mesures abandonnées, etc.) des compressions ou optimisations réalisées en santé publique en 2017-2018, en 2018-2019, 2019-2020 et en 2020-2021, 2021-2022, ainsi que les prévisions pour 2022-2023

RÉPONSE NO 487

L'optimisation en santé publique de 23,7 millions a été applicable dès 2015-2016.

La mise en place de ces mesures était sous la responsabilité de chacun des établissements, qui découlait notamment de l'application de la Loi modifiant l'organisation et la gouvernance du réseau de la santé et des services sociaux notamment par l'abolition des agences régionales (RLRQ, chapitre O-7.2).

En février 2015, les orientations suivantes ont été transmises par le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) :

- Optimiser les processus de travail et prioriser les services administratifs comme première cible de diminution budgétaire;
- Resserrer l'offre de services de santé publique autour des interventions les plus pertinentes, et ce, en cohérence avec les travaux de révision du Programme national de santé publique (PNSP);
- Organiser et réaliser certaines activités sur une base nationale ou suprarégionale, pour plus d'efficience;
- Au cours de l'année 2015-2016, s'assurer de l'efficience de toutes les activités de santé publique, en considérant les opportunités que représente l'intégration des ressources régionales et locales dans un même établissement.

Voici quelques mesures proposées :

- Optimisation et réduction des dépenses de bureau, dont la réduction des dépenses de fournitures de bureau, de congrès et de formation et optimisation des frais de déplacement;
- Diminution des dépenses de fonctionnement : services achetés, publicité et communication, location d'équipement;
- Intégration administrative de la première et de la deuxième ligne en santé publique, permettant des gains d'efficience;
- Centralisation de certaines activités de santé publique : gestion de banques de données, production de l'information sur l'état de santé, production de documents d'information à la population, etc.

Il n'y a eu aucune compression pour 2016-2017, 2017-2018, 2018-2019, 2019-2020, 2020-2021 ni pour 2021-2022.

Les données pour 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023 ne sont pas disponibles.

QUESTION NO 488

Sommes, ventilées par année, prévues dans le cadre de la Politique gouvernementale de prévention en santé.

.....

RÉPONSE NO 488

La réponse a été fournie à la question no 100 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 489

État de situation concernant la mise en place d'une réglementation en ce qui concerne la cigarette électronique, incluant le nombre de constats d'infraction émis.

RÉPONSE NO 489

La réponse a été fournie à la question no 101 de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 490

État de situation, au 31 mars 2022, de la mise en place d'un affichage nutritionnel obligatoire dans les établissements de restauration rapide. Prévisions budgétaires et échéancier pour 2022-2023.

RÉPONSE NO 490

La réponse a été fournie à la question no 103 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 491

État de situation des actions du gouvernement en matière de prévention afin de réduire la consommation de boissons sucrées. Prévisions budgétaires et échéancier pour 2022-2023.

RÉPONSE NO 491

La réponse a été fournie à la question no 104 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 492

État de situation en matière d'écart de financement interrégional, en dollars et en pourcentage, par région sociosanitaire et par programme.

.....

RÉPONSE NO 492

La réponse à cette question est fournie à la question n° 106 des questions particulières de l'Opposition officielle.

QUESTION NO 493

Mesures mises en place en 2021-2022 pour réduire ou éliminer l'écart de financement interrégional ainsi que les mesures prévues pour 2022-2023.

.....

RÉPONSE NO 493

Le mode d'allocation des ressources du ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) est un instrument important permettant de faire progresser l'équité du financement entre les régions sociosanitaires pour renforcer l'accès, la qualité et la performance des soins et services. Pour y parvenir, le MSSS répartit les allocations budgétaires associées aux développements de soins et services de façon à assurer l'équité dans l'allocation des ressources entre les régions, et répondre aux besoins des usagers et de la population partout au Québec.

Au cours des dernières années, le mode d'allocation a permis de réduire d'une façon significative l'écart global d'équité entre les régions.

Des investissements importants ont été alloués à l'aide du mode d'allocation interrégionale des ressources afin d'assurer l'équité entre les régions dans la capacité de répondre aux besoins de développements des services de santé et des services sociaux, au service des usagers et de l'ensemble de la population.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 494

État d'avancement des travaux liés au plan d'action pour la santé des populations nordiques.

.....

RÉPONSE NO 494

La réponse à cette question est fournie à la question n° 107 des questions particulières de l'Opposition officielle.

QUESTION NO 495

Nombre d'interventions du ministre de la Santé et des Services sociaux en vertu de l'article 54 de la *Loi sur la santé publique*. Spécifier les dossiers dans lesquels il est intervenu, les dates et les avis fournis.

.....

RÉPONSE NO 495

La réponse est fournie à la question no 108 des questions particulières de l'Opposition officielle.

QUESTION NO 496

Liste des mesures entreprises et des sommes dépensées pour sensibiliser la population et prévenir :

- i. L'obésité;
- ii. Le diabète;
- iii. Les maladies chroniques;
- iv. L'apnée du sommeil;
- v. Les troubles alimentaires.

RÉPONSE NO 496

Le Plan d'action interministériel 2017-2021 (PAI) de la Politique gouvernementale de prévention en santé 2015-2025 (PGPS) prévoit la réalisation. Celles-ci s'inscrivent comme une priorité dans le plan d'action thématique tripartite du Programme national de santé publique (2015-2020). La mise en œuvre de ces actions est sous la responsabilité du ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS), en collaboration avec les directions de santé publique des établissements du réseau de la santé et des services sociaux et l'Institut national de santé publique du Québec.

Promouvoir une image corporelle saine et diversifiée et prévenir les problématiques liées au poids (préoccupation à l'égard du poids, l'embonpoint et l'obésité). L'origine des troubles alimentaires ne relève pas uniquement de ces facteurs de risque. De même, l'apnée du sommeil ne résulte pas uniquement de l'obésité, lequel est un facteur de risque parmi d'autres.